



NORD DE FRANCE

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE  
MUTUEL NORD DE FRANCE

Société coopérative à capital et personnel variables.

Siège social : 10, avenue Foch, B.P. 369, 59020 Lille Cedex.  
440 676 559 R.C.S. Lille Métropole.

# Rapport de Gestion Semestriel

## Au 30 juin 2018

[www.ca-norddefrance.fr](http://www.ca-norddefrance.fr)

|   |                  |
|---|------------------|
| <b>RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE .....</b>  | <b>3</b>         |
| <b><u>1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE .....</u></b>   | <b><u>3</u></b>  |
| <b><u>2. ELEMENTS D'ACTIVITE .....</u></b>  | <b><u>3</u></b>  |
| 2.1.           ACTIVITE COMMERCIALE .....   | 3                |
| 2.2.           EVENEMENTS RECENTS.....  | 3                |
| 2.3.           PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES.....  | 4                |
| 2.4.           EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....   | 4                |
| <b><u>3. RESULTATS SOCIAL ET CONSOLIDE .....</u></b>  | <b><u>5</u></b>  |
| 3.1.           LE COMPTE DE RESULTAT SOCIAL .....   | 5                |
| 3.2.           LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE.....   | 6                |
| <b><u>4. STRUCTURE FINANCIERE .....</u></b>   | <b><u>7</u></b>  |
| 4.1.           LES FONDS PROPRES CONSOLIDES .....   | 7                |
| 4.2.           LE CERTIFICAT COOPERATIF D'INVESTISSEMENT DE LA CAISSE REGIONALE .....   | 7                |
| 4.3.           LES PARTIES LIEES .....  | 7                |
| <b><u>5. PERSPECTIVES .....</u></b>   | <b><u>7</u></b>  |
| <b><u>6. LA GESTION DES RISQUES ENCOURUS PAR LE GROUPE .....</u></b>  | <b><u>8</u></b>  |
| 6.1.           APPETENCE AU RISQUE.....   | 8                |
| 6.2.           RISQUE DE CREDIT .....   | 8                |
| 6.3.           RISQUES FINANCIERS .....   | 15               |
| 6.4.           RATIO DE SOLVABILITE .....   | 21               |
| 6.5.           INDICATIONS SUR LES RISQUES FINANCIERS LIES AUX EFFETS DU CHANGEMENT<br>CLIMATIQUE ET PRESENTATION DES MESURES QUE PREND L'ENTREPRISE POUR LES REDUIRE ..... | 22               |
| 6.6.           RISQUES OPERATIONNEL ET DE NON-CONFORMITE .....  | 22               |
| <b><u>7. DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE .....</u></b>   | <b><u>25</u></b> |
| 7.1.           CONTROLE PERMANENT ET PERIODIQUE .....   | 26               |
| 7.2.           CONTROLE DE LA CONFORMITE .....  | 27               |
| 7.3.           DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIERE .  | 27               |
| <b><u>8. COMPTES INACTIFS ET DESHERENCE.....</u></b>  | <b><u>31</u></b> |
| <b>COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES AU 30 JUIN 2018 .....</b>  | <b>32</b>        |
| <b>ATTESTATION DU RESPONSABLE DE L'INFORMATION.....</b>   | <b>122</b>       |
| <b>RAPPORT DES CONTROLEURS LEGAUX SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2018.....</b>  | <b>123</b>       |

# Rapport semestriel d'activité

---

## 1. Environnement économique

---

Les prévisions de croissance restent bien orientées sur l'année 2018, malgré le ralentissement observé en début d'année. Ainsi, en 2018, la croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,9% contre 3,8 % en 2017. En zone euro, la croissance atteindrait 2,1% (source : Commission Européenne).

La banque de France a révisé ses prévisions de croissance de 1,9% à 1,8%, tout en restant confiante sur la robustesse de la croissance du PIB. Après une certaine atonie au premier semestre, la consommation devrait s'accélérer au fil de l'année. Du côté des entreprises, l'investissement devrait se stabiliser après sa forte progression en 2016 et 2017. Le taux de chômage devrait continuer de baisser graduellement, pour atteindre 9,1% à la fin de l'année.

L'activité régionale reste soutenue, grâce à une demande intérieure dynamique. Selon les enquêtes conduites par la Banque de France, l'indice du climat des affaires reste positif tant dans l'industrie que les services et les carnets de commandes sont remplis dans les différents secteurs.

Sur le plan financier, les taux d'intérêts sont restés relativement stable. La Banque Centrale Européenne anticipe la fin de son programme d'achats d'actifs à la fin de l'année et a indiqué maintenir sa politique de taux bas jusqu'à l'été 2019, toujours dans l'attente d'un relèvement de l'inflation.

## 2. Eléments d'activité

---

### 2.1. Activité commerciale

---

Le premier semestre 2018 est marqué par une très belle activité commerciale, avec 31 500 nouveaux clients et 2,2 Mrds€ de crédits accordés à la clientèle, dont 1,3 Mrds€ de crédits habitat. L'encours de crédits s'établit à 22,7 Mrds€, en progression de 5,8% sur un an, dont 14,1 Mrds€ sur l'habitat (+9,2%).

L'épargne clientèle, avec un encours de 28,4 Mrds€, est également en progression (+3,2% sur un an), en particulier sur les dépôts (+8,2%) et les livrets (+7,8%).

En parallèle, le développement des services se poursuit, avec notamment une progression de l'assurance des biens (+5,3% sur un an) et de l'assurance des personnes (+3,7% sur un an).

Avec 418 000 clients sociétaires à fin juin, soit plus de 1 client sur 3, le Crédit Agricole Nord de France continue de renforcer son modèle coopératif et mutualiste.

### 2.2. Evénements récents

---

En 2018, la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France a perçu un dividende de 40,7 M€ sur sa participation dans la SAS Rue la Boétie (holding détenue par les Caisses régionales et portant leur participation dans le capital Crédit agricole S.A), en progression de 1,7 M€ sur un an.

Une troisième opération de titrisation a été réalisée en avril 2018, avec la cession d'un portefeuille de créances d'un montant de 75,6 M€, l'émission de 65,7 M€ de titres séniors à taux variable souscrits par le marché, ainsi que l'émission de 9,9 M€ de titres subordonnés souscrits par la Caisse régionale. Au 30 juin 2018, le portefeuille de crédits habitat cédé au FCT Crédit Agricole Habitat s'élève au total à 647 M€.

## 2.3. Principes et méthodes comptables

---

### Application du référentiel IAS-IFRS

Les comptes consolidés semestriels résumés du groupe Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France ont été établis conformément aux normes IAS-IFRS telles que décrites dans la note 1 des notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés.

### Changements de méthode comptable

Les changements de méthode comptable sont décrits dans la note 1 des notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés.

## 2.4. Evolution du périmètre de consolidation

---

Les évolutions du périmètre de consolidation sont décrites dans la note 10 des notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés.

### 3. Résultats social et consolidé

#### 3.1. Le Compte de Résultat Social

| <i>en M€</i>                         | juin-18      | juin-17      | Evolution   |              |
|--------------------------------------|--------------|--------------|-------------|--------------|
| <b>Produit Net Bancaire*</b>         | <b>299,6</b> | <b>307,9</b> | <b>-8,3</b> | <b>-2,7%</b> |
| <b>Résultat Brut d'exploitation*</b> | <b>123,6</b> | <b>133,0</b> | <b>-9,4</b> | <b>-7,1%</b> |
| <i>Coefficient d'exploitation</i>    | <i>58,8%</i> | <i>56,8%</i> | <i>2%</i>   | <i>3%</i>    |
| <b>Résultat Net social*</b>          | <b>100,4</b> | <b>102,6</b> | <b>-2,2</b> | <b>-2,1%</b> |

\* données CR + véhicules de titrisation

Le Produit Net Bancaire de la Caisse régionale s'établit à 299,6 M€, en baisse de 2,7% sur un an. Hors effet provision Epargne Logement (+5,9 M€ au premier semestre 2017) et transfert comptable de la solvabilité actualisée en coût du risque (+2,6 M€ en juin 2017), le Produit Net Bancaire est stable (+0,1%, soit +0,2 M€).

La marge d'intermédiation, à 121,6 M€, est en baisse de 7,1% (-0,6% hors effets précités), en lien principalement avec les facturations 2017 liées aux rachats de crédits.

Le PNB des services bancaires et d'assurance est stable sur un an (-0,3%, soit -0,4 M€).

Les revenus des placements de fonds propres s'établissent à 52,2 M€, en hausse de 3,8% sur un an, sous l'effet principal de la hausse du dividende de Crédit Agricole SA.

Les charges de fonctionnement, à 176 M€, sont en hausse modérée de 0,6% sur un an, traduction d'une maîtrise des charges et d'un effort soutenu en investissements dans la transformation de nos agences et dans les systèmes d'information.

Le coût du risque reste contenu, à 4,2 M€, contre 7,6 M€ un an auparavant.

Le résultat net sur actifs immobilisés s'élève à 1,2 M€.

Après impôts sur les sociétés (20,2 M€), le résultat net social s'établit à 100,4 M€, en baisse de 2,1% sur un an (+3,8% hors effet provision Epargne Logement), et 100,1 M€ pour la Caisse régionale seule, hors intégration des véhicules de titrisation de crédits habitat.

## 3.2. Le Compte de Résultat Consolidé

| <i>en M€</i>                        | juin-18      | juin-17      | Variation   |              |
|-------------------------------------|--------------|--------------|-------------|--------------|
| Produit net bancaire                | 311,9        | 318,0        | -6,1        | -1,9%        |
| <b>Résultat brut d'exploitation</b> | <b>112,4</b> | <b>122,0</b> | <b>-9,6</b> | <b>-7,9%</b> |
| <b>RESULTAT NET PART DU GROUPE</b>  | <b>82,4</b>  | <b>90,6</b>  | <b>-8,2</b> | <b>-9,0%</b> |

Le résultat net consolidé du Groupe Crédit Agricole Nord de France s'établit à 82,4 M€ en baisse de 9% sur un an.

En norme IFRS, le Produit Net Bancaire consolidé du Groupe Crédit Agricole Nord de France s'élève à 311,9 M€, en baisse de 6,1 M€ sur un an (soit -1,9%), dont -10,8 M€ sur le PNB IFRS de la Caisse régionale (dont -8,5 M€ liés à la baisse du PNB social de la Caisse régionale et -2,3 M€ liés aux retraitements IFRS).

L'impact des normes IFRIC 21, applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et impliquant la comptabilisation de taxes annuelles dès le 1<sup>er</sup> trimestre, est de -5,2 M€ au 30 juin 2018, contre -4,3 M€ au 30 juin 2017.

La contribution des pôles métiers au résultat net consolidé s'établit comme suit :

| <i>en M€</i>                                | juin-18     | juin-17      | Variation     |
|---|-------------|--------------|---------------|
| <b>Pôle Bancassurance France</b>            | <b>76,7</b> | <b>88,4</b>  | <b>- 11,7</b> |
| <b>Pôle Capital Investissement Régional</b> | <b>2,0</b>  | <b>1,1</b>   | <b>0,9</b>    |
| <b>Pôle Presse</b>                          | <b>1,9</b>  | <b>0,2</b>   | <b>1,7</b>    |
| <b>Pôle Immobilier*</b>                     | <b>0,4</b>  | <b>- 0,2</b> | <b>0,6</b>    |
| <b>Pôle Foncière</b>                        | <b>1,4</b>  | <b>1,1</b>   | <b>0,3</b>    |
| <b>Résultat Net Part du Groupe</b>          | <b>82,4</b> | <b>90,6</b>  | <b>- 8,2</b>  |

\* *Activité de transactions, administration de biens et promotion*

## 4. Structure financière

---

### 4.1. Les Fonds propres consolidés

---

| <i>en M€</i>                                       | juin-18       | juin-17       | Evolution<br>2018/2017 |
|--|---------------|---------------|------------------------|
| <b>Total Bilan consolidé</b>                       | <b>29 914</b> | <b>28 559</b> | <b>1 355</b>           |
| <b>Capitaux Propres Part du Groupe</b>             | <b>4 187</b>  | <b>3 648</b>  | <b>539</b>             |
| Capital et réserves liées                          | 844           | 790           | 54                     |
| Réserves   | 2 903         | 2 703         | 200                    |
| Gains et Pertes comptabilisés en Capitaux Propres* | 358           | 64            | 294                    |
| Résultat   | 82            | 91            | - 8                    |

\*Ecart valeur brute IAS 39/IFRS 9 Rue La Boétie

A fin juin 2018, les capitaux propres part du Groupe du Crédit Agricole Nord de France atteignent 4 187 M€, en croissance de 539 M€ en année mobile.

### 4.2. Le Certificat Coopératif d'Investissement de la Caisse régionale

---

L'Assemblée Générale du 19 avril 2018 a autorisé la distribution au titre de l'exercice 2017, d'un dividende de 1,05 euro par titre. Le paiement du dividende a été effectué en numéraire en date du 16 mai 2018.

Le capital de la Caisse régionale Nord de France comprend 17 109 818 Certificats Coopératifs d'Investissement, représentant 29,11% des titres constitutifs du capital social au 30 juin 2018.

Durant le premier semestre 2018, le cours du Certificat Coopératif d'Investissement a évolué entre 20,60 € et 23,35 €. Au 29 juin 2018, le CCI a clôturé à un cours de 20,80 €, en baisse de 4,7% par rapport au cours du 29 décembre 2017.

Dans le cadre du contrat de rachat, confirmé par l'Assemblée Générale du 19 avril 2018, la Caisse régionale détient en compte propre 889 334 Certificats Coopératifs d'Investissement au 30 juin 2018.

### 4.3. Les parties liées

---

Les parties liées sont décrites dans la note 9 des notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés.

## 5. Perspectives

---

Après l'ouverture en 2017 de l'agence Cœur de Lille, le Crédit Agricole Nord de France a lancé son programme de nouvelles « Agences collaboratives » dont onze ont été déployées depuis le 1er janvier. Ce programme de modernisation et de digitalisation des parcours clients et conseillers se poursuivra tout au long de l'année 2018.

Banque du territoire et de l'innovation, le Crédit Agricole Nord de France verra, fin 2018, son incubateur « Village by CA Nord de France » emménager dans un nouveau bâtiment de 4200 m<sup>2</sup> qui pourra accueillir une soixantaine de startups avec des espaces dédiés au coworking et à l'évènementiel.

Dans un contexte de création et de transformation de nos services, et de taux favorables à l'investissement, l'activité commerciale devrait rester dynamique, pour accompagner le développement de notre territoire.

## 6. La gestion des risques encourus par le Groupe

---

La Caisse régionale Nord de France met en œuvre des dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise de ses risques adaptés à ses activités, ses moyens et à son organisation. Ces dispositifs sont régulièrement revus et renforcés et font l'objet de contrôles réguliers.

La Caisse régionale a défini, pour chaque facteur de risque, les limites et procédures lui permettant d'encadrer, de mesurer et de maîtriser les risques. Les critères d'intervention et les limites font l'objet **d'une validation par la Direction Générale et d'une présentation biannuelle au Conseil d'Administration.**

**La surveillance des risques de crédits, financiers et opérationnels au sein du groupe Crédit Agricole Nord de France est assurée par la Direction des risques et contrôles permanents**, rattachée au Directeur Général. Cette dernière s'assure notamment de la bonne adaptation et du respect des procédures de gestion de ces risques ainsi que du pilotage des projets dans ce domaine. En outre, au sein de la Direction Financière, l'unité Middle Office, indépendante du Front Office, est en charge de la surveillance des risques de marché, des risques de contrepartie sur les opérations de placement, de refinancement et de couverture.

### 6.1. Appétence au Risque

---

La Caisse régionale a actualisé la déclaration d'appétence au Risque qui a été discutée et validée par le Conseil d'administration du 18 Décembre 2017, après examen et recommandation du Comité des Risques.

Cette démarche a été réalisée en cohérence avec la stratégie du Groupe et s'appuie sur les travaux de définition de l'appétence au risque menés par la Caisse régionale sur son périmètre dans un cadre coordonné au niveau Groupe par l'organe central, Crédit Agricole SA.

La définition de l'appétence et la tolérance au risque de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France s'appuie sur des indicateurs clés, tels que la solvabilité ou la liquidité, des limites et seuils d'alerte définis en cohérence avec ces indicateurs, et des axes qualitatifs complémentaires inhérents à la stratégie et aux activités de la Caisse régionale, essentiellement pour des risques qui ne sont pas quantifiés à ce stade.

Les indicateurs clés sont déclinés en trois niveaux de risques :

- **L'appétence** correspond à une gestion normale et courante des risques. Elle se décline sous forme d'objectifs budgétaires dans le cadre de limites opérationnelles, dont les éventuels dépassements sont immédiatement signalés à la Direction Générale qui statue sur des actions correctrices,
- **La tolérance** correspond à une gestion exceptionnelle d'un niveau de risque dégradé. Le dépassement des seuils de tolérance déclenche une information immédiate au Président du Comité des Risques, puis au Conseil d'administration suivant;
- **La capacité** reflète le niveau maximal de risques que la Caisse régionale pourrait théoriquement assumer sans enfreindre ses contraintes opérationnelles ou réglementaires.

Le franchissement des seuils de capacité des indicateurs ou des limites du dispositif conduisent à l'information et à la proposition d'actions correctrices au Conseil d'administration. Un suivi des indicateurs stratégiques transmis à la Gouvernance est prévu semestriellement.

### 6.2. Risque de crédit

---

**Le risque de crédit** se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celle-ci présente une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Caisse régionale. L'engagement peut être constitué de prêts, titres de créances ou de propriété ou dérivés, garanties données ou engagements confirmés non utilisés.

**Concernant les crédits**, la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France a défini des limites sectorielles et des plafonds d'engagement par contrepartie associées à une politique de sélection, de division et de partage des risques, à des systèmes de notation et à des normes de mesure de risque. Les autorisations de dépassements de plafonds d'engagement par contrepartie font l'objet d'une présentation semestrielle au Conseil d'administration.

## 6.2.1. Définition et organisation en place

---

**L'activité crédit se répartit entre deux grandes filières :**

- la banque de Détail : marchés des Particuliers, des Agriculteurs, des Professionnels, des Associations,
- la banque des Grandes Clientèles : marchés des Entreprises, des Collectivités et de la Promotion Immobilière.

**La politique crédit** présentée chaque année au Conseil d'administration définit les conditions selon lesquelles le financement des besoins de la clientèle peut être réalisé. La Caisse régionale n'exclut par principe aucun secteur d'activité de son champ d'intervention. Pour autant, certains d'entre eux nécessitent une vigilance particulière, notamment en raison de risques significatifs de défaillance ou d'une sensibilité particulière aux risques de blanchiment d'argent.

### ***Marché des Particuliers***

Le financement des besoins privés et de l'habitat est essentiellement conditionné par le respect d'un ratio d'endettement acceptable ainsi que par la justification de la situation bancaire, notamment pour les nouveaux clients.

### ***Marché des Professionnels et de l'Agriculture***

La politique de crédit sur le marché des Professionnels vise à favoriser un développement qualitatif et ciblé, abordant les segments de manière différenciée avec un objectif de maîtrise des risques. Sur le marché de l'agriculture, la Caisse régionale poursuit l'accompagnement actif de l'ensemble des productions, tout en veillant à proposer les modalités de financement les plus appropriées à la situation des exploitations.

Pour ces deux marchés, l'approche du risque de contrepartie se fait selon cinq axes : critères personnels, critères financiers, critères économiques, critères patrimoniaux, et critères juridiques. Par ailleurs, les délégations à l'octroi de crédits intègrent la note interne utilisée pour les calculs prudentiels de solvabilité.

### ***Marché des Entreprises***

La Direction des Entreprises définit les règles relatives à l'octroi, à la mise en place et au suivi des concours accordés sur les marchés des PME/PMI, des Grandes Entreprises, des Coopératives, des Collectivités locales, de la Promotion Immobilière. Concernant la sélection des risques, les principaux critères pris en compte sont les suivants :

- sur le marché des PME/PMI, Grandes Entreprises et Coopératives : la situation financière, la capacité bénéficiaire, les notations interne (Bâle II) et externe (Banque de France) de la contrepartie, ainsi que des éléments sectoriels.
- sur le marché des Collectivités locales, la notation interne intégrant les indicateurs tels que la pression fiscale, l'endettement ou l'équilibre des comptes administratifs.
- sur le marché de la Promotion Immobilière : la qualité du programme, la localisation géographique, l'autofinancement ou le taux de pré-commercialisation.

**L'approche de la rentabilité** des opérations soumises à la décision du délégataire ou du Comité des prêts est analysée au cas par cas, en tenant compte de la marge financière brute, du niveau du risque approché, notamment à partir de la notation interne et des perspectives de la relation bancaire.

**Les garanties** sont adaptées à la qualité de l'emprunteur, à sa notation, aux contreparties offertes, à la durée de l'engagement et à la qualité du projet. La recherche de sûretés réelles est privilégiée (hypothèque, nantissement de titres), de même que le recours aux organismes de caution suivants :

- FONCARIS, société de caution mutuelle filiale de Crédit Agricole S.A., dont l'objet est de couvrir, à hauteur de 50%, les risques les plus importants pris par les Caisses régionales sur les entreprises (engagements supérieurs à 30 M€) ;
- BPI France, SIAGI et FRG pour les crédits aux Professionnels et aux PME ;
- CAMCA ou Crédit logement, toutes deux sociétés de caution mutuelle spécialisées dans la couverture des crédits à l'habitat.

## 6.2.2. Méthode d'évaluation du risque de contrepartie : système de notation interne

---

Depuis fin 2007, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution a autorisé le Crédit Agricole et en particulier la Caisse régionale à utiliser les systèmes de notation internes au Groupe pour le calcul des exigences en fonds propres réglementaires au titre du risque de crédit des portefeuilles de banque de détail. Pour les engagements Entreprises, l'homologation des notations internes a été obtenue le 19 Juin 2014.

La gouvernance du système de notation s'appuie sur le Comité des Normes et Méthodologies de Crédit Agricole S.A. présidé par le Directeur des Risques et Contrôles Permanents Groupe, qui a pour mission de valider et de diffuser les procédures de mesure et de contrôle des risques.

Les engagements de crédit (bilan et hors bilan) de la Clientèle de Banque de détail sont notés par l'outil LUC, avec des modèles de notation interne IRB [PD, LGD, CCF] calibrés sur le périmètre de l'ensemble des Caisses régionales. Les nouveaux modèles, validés par la BCE, ont été mis en production en Mai 2017.

Les engagements (bilan et hors bilan) de la Grande Clientèle (hors banques) sont gérés dans le dispositif Tiers & Groupes, commun à l'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole. Ces mêmes tiers et groupes sont notés au travers de l'outil ANADEFI qui délivre une note de crédit sur 15 positions, dont deux de défaut. Les paramètres [PD, LGD, CCF] en approche IRB Fondation sont quant à eux calculés par le moteur central IRB sur la base des informations fournies dans le flux CRRv4.

A noter que les autres actifs font l'objet d'un traitement en approche Standard (les créances interbancaires, les Titres, les OPCVM traités en transparence) à l'exception du portefeuille Actions qui fait l'objet d'une approche IRB forfaitaire.

## 6.2.3. Procédures en place pour assurer le suivi et la mesure des différents types de risques

---

La mesure des expositions au titre du risque de crédit intègre les engagements tirés et les engagements confirmés non utilisés.

Concernant la mesure du risque de contrepartie sur opérations de marché, celle-ci intègre les positions en cash et les dérivés. Pour les dérivés, l'assiette du risque correspond à la somme de la valorisation positive du contrat et d'un coefficient de majoration appliqué au nominal. Ce coefficient *add-on* représente le risque de crédit potentiel lié à la variation de la valeur de marché des instruments dérivés sur leur durée de vie restant à courir.

Au-delà des limites réglementaires de division des risques, la Caisse régionale s'est fixé ses propres **limites de risques**, qui se déclinent en plusieurs catégories :

- **des limites globales sectorielles ou par nature de crédits** qui prévoient un montant d'engagements maximum sur certaines catégories de financement : les crédits syndiqués, les LBO, le logement social, les Professionnels de l'immobilier, dont la Promotion Immobilière, et les collectivités publiques dont les crédits structurés,
- **une limite globale de concentration sur les plus importantes contreparties et des plafonds individuels de risque par contrepartie** déterminés en fonction du segment de clientèle (banque de détail, entreprises et coopératives, collectivités locales et professionnels

de l'immobilier, interbancaire, OPCVM), du chiffre d'affaires réalisé et de la notation interne. Des règles de partage des risques avec les autres établissements financiers sont également appliquées,

- **des limites d'exposition par classe de notation** pour les titres et dérivés.

En outre, l'évolution des principaux indicateurs de risques fait l'objet d'un suivi particulier (comptes débiteurs, retards de plus de 30 jours, défauts, entrées au contentieux, notations dégradées, créances restructurées, dégradations de notations).

L'ensemble du système des limites de risques de contrepartie crédit (limites réglementaires, limite globale d'encours de crédits, limites sectorielles, limites individuelles sur des contreparties identifiées) est présenté semestriellement au Conseil d'Administration, la dernière fois dans sa séance du 2 juillet 2018.

## ***Processus de gestion des risques***

### Sur la banque de détail

Au-delà des éléments de risques individuels de chaque client (dont la note interne) disponibles sur le poste de travail, le réseau de proximité dispose mensuellement d'états de détection des risques potentiels.

Le Service chargé du suivi des risques, rattaché à la Direction des Risques et Contrôles Permanents, intervient auprès du réseau sur les débits hors délégation, dès le 8<sup>ème</sup> jour d'irrégularité (débit non autorisé ou dépassement d'ouverture de crédit) en priorisant ses interventions sur les notes dégradées. De plus, au-delà des applicatifs de traitement des paiements et de suivi des comptes débiteurs, des fichiers mensuels sont mis à disposition du Réseau pour le traitement des risques. Enfin, ce même Service a réalisé, en 2017, une revue des dossiers sensibles dans l'ensemble des régions commerciales. Ce faisant, le suivi s'est donc positionné en amont de la situation de défaut, permettant ainsi d'orienter les dossiers vers les structures ad hoc de traitement du risque : Réseau Commercial, Recouvrement Amiable, Contentieux Judiciaire.

De plus, chaque mois, les principaux dossiers entrés en défaut ou en débit hors-délégation sont présentés à un Comité Technique des Risques Banque de détail qui statue sur l'orientation à donner pour le traitement des dossiers, et le niveau de provisionnement à appliquer.

### Sur la banque de Grande Clientèle

Au-delà des applicatifs quotidiens de traitement des paiements et de suivi des comptes débiteurs, différents états sont mis à disposition des Centres d'Affaires Entreprises, Promotion Immobilière, Collectivités et Institutionnels, pour permettre aux chargés d'affaires de traiter les situations les plus sensibles.

Les dossiers sont analysés au moins une fois par an lors de la réception des nouveaux documents comptables et à chaque nouvelle demande financement ou de renouvellement de lignes accordées.

Un Comité Technique des Risques Grandes clientèles examine mensuellement :

- les dossiers en irrégularité de plus de 30 jours (débit irrégulier ou retard de prêt), soit en amont de la situation de défaut ;
- les dossiers en irrégularité de plus de 300K€, sans critère de durée, soit également en amont de la situation de défaut ;
- les dossiers notés E+, E et E- avec une perte attendue significative ;
- les dossiers dont la note interne s'est fortement dégradée ;
- les dossiers suivis en Affaires Spéciales ;
- le suivi des échéances de renouvellement des lignes Court Terme ;
- les dépassements de plafond d'escompte.

Par ailleurs, des revues de portefeuille ont été réalisées, en 2017, sur les financements à effet de levier (LBO, Financements Structurés d'Acquisitions), la grande distribution alimentaire, les céréaliers, les crédits structurés aux collectivités.

**Un Comité de Gestion des Risques** se réunit mensuellement. Il est composé de la Direction Générale, des Directions Commerciales, de la Direction des Risques et Contrôles Permanents, de la Direction Finance et Engagements, ainsi que des responsables des services chargés du suivi des risques, du contentieux et du juridique.

Il a vocation à suivre l'évolution globale du risque sur l'ensemble des marchés et à s'assurer de l'adéquation du niveau de couverture par les provisions.

En fonction des informations qui lui sont apportées :

- il peut décider d'une éventuelle correction de la politique de crédits (limites, règles de division et de partage des risques, sélection de la clientèle, critères d'exclusion, garanties...),
- il peut adapter les procédures de la Caisse régionale relatives à la gestion des dossiers en difficulté, ainsi que les règles générales de provisionnement,
- il arrête une position précise sur le traitement des principaux dossiers risqués (désengagement, restructuration, renforcement des garanties, partage des risques...) et fixe le niveau des provisions à constituer,
- il prend toutes les décisions qui lui paraissent nécessaires pour améliorer le fonctionnement de la filière risques.

### **Les stress scenarios**

Les stress tests 2017 ont été présentés au Comité de Gestion des Risques, dans sa séance du 27 Octobre 2017.

**Stress « macro-économique »** : il s'agit d'un exercice couvrant l'ensemble du portefeuille crédit de la Caisse régionale (banque de détail et grandes clientèles) et mesurant l'impact d'une dégradation de la situation économique sur le portefeuille crédit de l'établissement suivant un scénario macro-économique dégradé établi par la Direction des Etudes Economiques de Crédit Agricole SA.

Les impacts, calculés statistiquement sur 2 ans, de ce stress macro-économique sont les suivants :

- Défaits : +101 M€
- Perte Attendue : +66 M€
- Emplois Pondérés : +617 M€
- Exigences en Fonds Propres : +134 M€.

**Stress de « sensibilité » sur les Grandes Clientèles** : il s'agit de mesurer l'impact d'une dégradation globale des portefeuilles Grandes Clientèles avec des hypothèses tirées de la crise des PME de 1993 en France.

Les impacts de ce stress de sensibilité sont :

- Encours stressé : 3 700 M€
- Perte attendue : +87 M€
- Emplois pondérés : +406 M€
- Exigence en Fonds Propres : +38 M€

## **6.2.4. Mécanismes de réduction du risque de crédit**

---

### **Garanties reçues et suretés**

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de crédit. Les principes d'éligibilité, de prise en compte et de gestion des garanties et sûretés reçues sont établis par le Comité des normes et méthodologies (CNM) du groupe Crédit Agricole (en application du dispositif CRD 4 de calcul du ratio de solvabilité). Ce cadre commun permet de garantir une approche cohérente entre les différentes entités du Groupe. Sont documentées notamment les conditions de prise en compte prudentielle, les méthodes de valorisation et revalorisation de l'ensemble des techniques de réduction du risque de crédit utilisées : sûretés réelles (notamment sur les financements d'actifs : biens immobiliers, etc.), sûretés personnelles, assureurs de crédit publics pour le financement export, assureurs de crédit privés, organismes de caution, dérivés de crédit, nantissements d'espèces.

Les engagements de garanties reçus sont présentés en note 3.2 et en note 8 de l'annexe aux états financiers consolidés.

Concernant les actifs financiers obtenus par exécution de garanties ou mobilisation de rehaussement de crédit, la politique du Groupe consiste à les céder dès que possible.

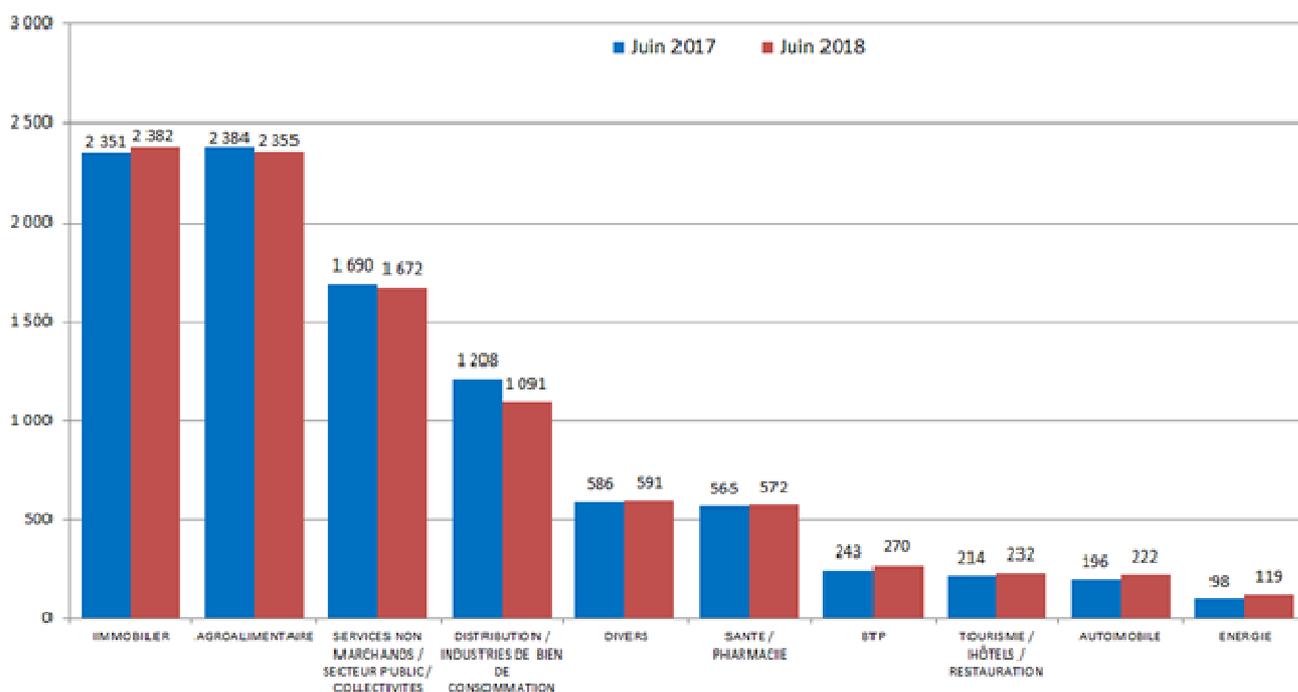
## 6.2.5. Exposition au risque de crédit

### 6.2.5.1. Engagements

Sur les dix plus grandes contreparties, les engagements sont les suivants :

| En Millions d'Euros                         | 30 Juin 2018     |                                |                  | 31 Décembre 2017 |
|---|------------------|--------------------------------|------------------|------------------|
|   | Exposition Brute | Garanties à déduire - Foncaris | Exposition nette | Exposition Brute |
| 10 premiers Groupes                         |                  |                                |                  |                  |
| TOTAL                                       | 2 222,9          | 435,4                          | 1 787,6          | 2 143,2          |
| Poids (en % du total des encours de crédit) | 7,18%            |                                |                  | 7,23%            |

La diversification par filière économique s'élève à 10,1 Mrds€ d'EAD au 30 juin 2018 :



EAD : Exposition au moment du défaut (engagements de bilan et équivalent crédit des engagements hors bilan)  
Périmètre: Banque de Détail (hors Particuliers) et Grandes Clientèles (approche activité dominante du groupe de risque).

### **Forbearance**

Au 30 Juin 2018, les expositions avec mesures de *forbearance* s'élèvent à 99 599 K€ dont :

- 65 247 K€ d'expositions non performantes dont 54 964 K€ en défaut.
- 34 352 K€ d'expositions performantes dont 28 132 K€ d'expositions *forborne* en probation.

### 6.2.5.2. Evaluation des dépréciations et couverture du risque

La Caisse régionale Nord de France applique, depuis le 1er janvier 2003, le règlement 2002-03 du 12 décembre 2002 du Comité de la Réglementation Comptable sur le risque de crédit. Ainsi, **sont considérées**

**comme douteuses** les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- **lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins,**
- **lorsqu'il existe un retard sur les créances restructurées dans un contexte de Défaut,**
- **lorsque la situation d'une contrepartie présente un risque avéré,** indépendamment de l'existence de tout impayé. C'est notamment le cas lorsque la situation financière apparaît dégradée au travers de la cotation ou en cas d'éléments extérieurs (existence de procédures d'alerte, par exemple),
- **en cas de procédures contentieuses,** notamment les procédures de surendettement, redressement judiciaire, règlement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de biens ou d'assignations devant un tribunal international.

Au 30 Juin 2018, l'encours de Créances Douteuses et Litigieuses en capital et intérêts s'élève à 451 M€ contre 465 M€ au 31 Décembre 2017.

Le taux de CDL s'affiche ainsi à 1,99% contre 2,10% au 31 décembre 2017, sous l'effet de la baisse des CDL de 14 M€ et de la progression des encours globaux de 2,2%.

Les créances douteuses font systématiquement l'objet d'une provision correspondant à la partie non couverte par l'espoir de recouvrement. Le ratio de couverture des créances douteuses par les provisions s'élève à 58,4% contre 57,4% au 31 décembre 2017.

#### 6.2.5.3. Coût du risque

Le coût du risque s'élève à 4,2 M€ au 30 juin 2018, soit 4 bps sur encours.

#### 6.2.5.4. Application de la norme IFRS 9

Les principes, utilisés pour le calcul des pertes de crédit attendues (Expected Credit loss-ECL) sont décrits dans les principes et méthodes comptables (§ risque de crédit).qui précise en particulier les données d'entrée, les hypothèses et techniques d'estimation utilisées.

Afin d'évaluer les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir et pour leur durée de vie et de déterminer l'évolution du risque de crédit des instruments financiers, depuis la comptabilisation initiale, le Groupe s'appuie essentiellement sur les données utilisés dans le cadre du dispositif mis en œuvre pour les calculs réglementaires (dispositif de notation interne, évaluation des garanties et des pertes en cas de défaut).

Les informations macro-économiques prospectives (Forward Looking) sont prises en compte lors de l'estimation de la perte attendue avec deux niveaux distincts : forward looking central permettant d'assurer une homogénéité de la vision macro-économique pour l'ensemble des entités du Groupe et forward looking local qui permet d'ajuster les paramètres du scénario central pour tenir compte des spécificités locales.

Au niveau central le Groupe s'appuie sur des scénarios macroéconomiques prospectifs établis par le département des études économiques (ECO).

Les perspectives économiques sont examinées trimestriellement par le Comité de coordination IFRS 9 qui regroupe les principales entités du Groupe ainsi que les Directions de Crédit Agricole SA impliquées dans le process IFRS 9.

Aucun changement des paramètres économiques du forward looking central n'a été mis en œuvre sur la période.

Les provisions IFRS 9 (crédits et titres) s'élèvent à :

- 97,2 M€ au niveau du FLC contre 101,8 M€ en FTA (*First Time Application*)
  - 19,0 M€ au niveau du FLL, stable par rapport à la FTA
- soit un total de 116,2 M€ contre 120,8 M€ en FTA.

## 6.2.6. Perspectives d'évolution et incertitudes sur le risque de crédit pour le 2<sup>ème</sup> semestre 2018

---

L'évolution des risques a été favorable au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2018, sous l'effet d'une baisse effective du montant des créances douteuses (-14 M€) qui explique 60% de la baisse du taux de CDL (-11bp à 1,99%).

Pour le second semestre 2018, la Caisse régionale maintient sa politique d'anticipation des difficultés de ses clients le plus en amont possible, afin de pouvoir les accompagner, dans le respect des règles prudentielles.

## 6.3. Risques financiers

---

**Le contrôle des risques financiers du Groupe Crédit Agricole** est structuré à deux niveaux distincts et complémentaires :

- au niveau central, la Direction des Risques et Contrôles Permanents du Groupe assure la coordination sur tous les sujets de pilotage et contrôle des risques financiers à caractère transverse. Elle norme les données et les traitements afin d'assurer l'homogénéité de la mesure consolidée des risques et des contrôles,
- au niveau de la Caisse régionale, le Responsable des Risques et Contrôles Permanents pilote et contrôle les risques financiers issus des activités. Ce Responsable est nommé par le Directeur Général de la Caisse régionale et lui est directement rattaché.

**Au sein du Crédit Agricole Nord de France**, le processus d'attribution des limites et l'ensemble du dispositif de contrôle permanent des risques financiers impliquent un certain nombre d'acteurs, de Directions de la Caisse régionale ainsi que de comités spécifiques dont les rôles sont précisés ci-après.

### ***Comité Financier***

Le Comité Financier se réunit mensuellement sous la présidence du Directeur Général de la Caisse régionale ou d'un Directeur Général Adjoint.

Son rôle est d'examiner les questions essentielles relatives aux risques de marché et aux risques structurels du bilan (taux, liquidité), de s'assurer que les contrôles adéquats existent et d'approuver les principales règles qui font partie du dispositif de surveillance.

Outre la Direction Générale, le Comité Financier est composé du Directeur Financier et Engagement, du Directeur des Risques et du Contrôle permanent, d'un Directeur Commercial, du Responsable du Pôle Comptable, du Responsable du Pilotage et de la Gestion financière, des Responsables de la Trésorerie et du Middle Office.

### ***Middle Office***

La Caisse régionale dispose d'une fonction de Middle Office chargée du suivi rapproché des risques financiers, de l'instruction des limites à destination du Comité Financier, de l'application des limites, de la notification auprès du Comité Financier et de la Direction des Risques des éventuels dépassements de limites identifiés. L'unité Middle Office est rattachée hiérarchiquement au Directeur Financier.

### ***Contrôle permanent***

Le contrôle permanent des risques financiers est du ressort du Front Office au 1<sup>er</sup> degré, du Middle Office au 2<sup>nd</sup> degré 1<sup>er</sup> niveau, et de la Direction des Risques et Contrôles permanents au 2<sup>nd</sup> degré 2<sup>ème</sup> niveau.

### ***Contrôle périodique***

Le contrôle périodique des risques financiers est du ressort du service Audit et Contrôle Périodique rattaché à la Direction Générale.

### **Conseil d'Administration**

Le Conseil d'Administration joue pleinement le rôle que lui assigne l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires. Les limites globales de risque (marché, contrepartie, taux, liquidité) sont soumises pour validation au Conseil d'Administration et les principales informations relatives à ces risques et à leur contrôle lui sont présentées, a minima une fois par an.

## **6.3.1. Risque de marché**

---

**Le risque de marché** représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché notamment : les taux d'intérêts, les taux de change, le cours des actions, le spread de crédit, le prix des matières premières, ainsi que de leur volatilité.

La gestion des risques de marché a pour objectif de mesurer et encadrer les expositions au risque de marché afin de respecter le dispositif de suivi des risques préconisé par Crédit Agricole S.A. et les limites internes validées par le Conseil d'Administration.

La Caisse régionale est exposée au risque de marché sur les éléments de son portefeuille de titres et de dérivés lorsque ces instruments sont comptabilisés en juste valeur (au prix de marché). On distingue d'un point de vue comptable le Trading book et le Banking book. La variation de juste valeur du Trading book se traduit par un impact sur le résultat. La variation de juste valeur du Banking book se traduit par un impact sur les fonds propres en normes IFRS. La Caisse régionale ne détient pas de trading book.

Les expositions aux risques de marché sont examinées de façon mensuelle par le Comité Financier, qui s'assure que les contrôles adéquats sont en place et qui fixe les orientations en matière de risques de marché.

Cette organisation a pour objectif de s'assurer que tous les risques de marché sont regroupés au sein d'unités qui disposent des compétences, des outils et des dispositifs de supervision et de contrôle nécessaire pour les gérer.

Le dispositif de limites relatif au risque de marché respecte les normes déterminées par Crédit Agricole S.A. Au niveau de la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France, des limites globales par type d'opération, par classe comptable, et par risque ont été adoptées par le Conseil d'administration, et un seuil d'alerte de niveau Direction Générale et Comité Financier est enclenché dès l'atteinte de 90% d'une limite globale; un deuxième seuil d'alerte de niveau Conseil d'Administration est enclenché dès l'atteinte de 95% d'une limite globale. Par ailleurs, des délégations opérationnelles par type d'opération et classe comptable sont attribuées par la Direction Générale à la Direction Finance, Pilotage et Engagements, pour mettre en œuvre les décisions de politique financière qui sont validées en Comité Financier.

### **6.3.1.1. Exposition aux risques de marché**

---

Le suivi des risques de marché de la Caisse régionale repose sur des indicateurs de risque donnant lieu à encadrement par des limites ou des seuils d'alerte.

La Caisse régionale ne détient pas de portefeuille de négociation (trading book).

#### **Les stress scenarii**

**La Caisse régionale utilise des scenarii de stress**, qui simulent des conditions extrêmes de marché. Ces scenarii sont adaptés aux risques propres des différents portefeuilles sur lesquels ils sont calculés.

Une limite globale de perte sur le portefeuille de titres de placement/Juste Valeur par Résultat et Juste Valeur par Capitaux Propres Recyclables est définie, et un seuil d'alerte correspondant à 90% de cette limite permet d'alerter la Direction Générale avant l'atteinte de la limite et de proposer les actions correctrices nécessaires.

L'impact en stress scenario au 30 juin 2018 s'élève à -49,4 M€.

### ***Juste valeur et contrôles de vérification des cours***

Les instruments financiers comptabilisés à leur juste valeur comprennent notamment les instruments financiers sous option juste valeur, les titres de placement et les instruments financiers dérivés.

Le calcul des justes valeurs constitue par conséquent un élément important des remontées d'informations relatives aux activités de marchés de la Caisse régionale. Les Commissaires aux Comptes sont amenés à se prononcer sur les méthodes significatives d'évaluation et les changements de méthode associées.

La Caisse régionale assure une stricte séparation des fonctions entre le passage des ordres, le contrôle de ces opérations et leur comptabilisation. Les services comptables et le back office sont chargés d'enregistrer les justes valeurs communiquées par les contreparties dans les états financiers et de s'assurer au 1<sup>er</sup> niveau du respect des règles de Groupe et de l'observation des normes comptables afférentes.

Par ailleurs, la Caisse régionale procède à une valorisation des produits complexes de manière indépendante du vendeur afin de répondre aux exigences réglementaires et comptables.

### ***Déclaration d'exigence de fonds propres au titre du risque de marché***

Au 30 juin 2018, la Caisse régionale ne détient pas de portefeuille de négociation, elle n'est donc pas soumise à la déclaration réglementaire relative à la surveillance prudentielle des risques de marché.

#### **6.3.1.2. Risque Action**

---

Le risque Action est le risque que les variations des cours des titres et/ou des valeurs liquidatives des parts d'OPCVM actions puissent impacter le compte de résultat ou le bilan de la Caisse régionale. La Caisse régionale n'a pas d'opération de couverture du portefeuille actions.

### ***Risque action provenant du portefeuille de placement***

La Caisse régionale place une partie de ses fonds propres sous forme de titres de créances, dont la performance est indexée sur des indices actions et des paniers d'action, ainsi que des parts d'OPCVM actions. Au 30 Juin 2018, ces titres sont valorisés en juste valeur par résultat pour 1 M€.

### ***Actions d'autocontrôle***

La Caisse régionale a activé à compter du 22 juillet 2008, son programme de rachat de certificats coopératifs d'investissement autorisé par l'Assemblée Générale mixte du 28 avril 2008 et renouvelé chaque année depuis cette date.

Cette autorisation est destinée à permettre à la Caisse régionale d'opérer en bourse ou hors marché sur ses certificats coopératifs d'investissement en vue de toute affectation permise ou qui viendrait à être permise par la loi ou la réglementation en vigueur.

En particulier, la Caisse régionale pourra utiliser la présente autorisation en vue :

- d'assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité des certificats coopératifs d'investissement par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité dans le respect de la pratique de marché admise par l'Autorité des marchés financiers,
- de procéder à l'annulation totale ou partielle des certificats coopératifs d'investissement acquis.

Ce programme est également destiné à permettre la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des marchés financiers, et plus généralement, la réalisation de toute autre opération conforme à la réglementation en vigueur. Dans une telle hypothèse, la Caisse régionale informera les porteurs de CCI par voie de communiqué.

- d'annuler, en une ou plusieurs fois et sur ses seules décisions, aux époques et selon les modalités qu'il déterminera, tout ou partie des certificats coopératifs d'investissement acquis par la Caisse régionale, dans la limite de 10% du capital par période de vingt-quatre (24) mois à compter de la présente assemblée,
- de réduire corrélativement le capital social.

La Caisse régionale est autorisée à acquérir un nombre de certificats coopératifs d'investissement ne pouvant excéder 10 % du nombre total de certificats coopératifs d'investissement composant son capital social à la date de réalisation des achats, ce qui représente, au 30 juin 2018, 1 710 982 certificats coopératifs d'investissement. Toutefois, le nombre de certificats coopératifs d'investissement acquis en vue de leur conservation ou de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne peut excéder 5% du capital de la Caisse régionale.

Au 30 juin 2018, dans le cadre du programme de rachat y compris contrat de liquidité, 889 334 titres sont détenus pour un montant net de 15,3 millions d'euros.

#### 6.3.1.3. Expositions sensibles selon les recommandations du *Financial Stability Board*

La Caisse régionale ne détient aucune « exposition sensible » telle que définie par le Conseil de Stabilité Financière (Asset Back Securities, Collateralised Debt Obligations...).

#### 6.3.1.4. Perspectives d'évolution et incertitudes sur les risques de marché pour 2018

La Caisse régionale est faiblement exposée au risque de marché et poursuit sa politique de gestion extinctive de certains produits complexes (portefeuille de valeur comptable de 30,0 M€ au 30 juin 2018).

La Caisse conserve à son passif 85 M€ de nominal de BMTN soumis aux variations de juste valeur en norme IFRS au titre du spread de crédit de Crédit Agricole S.A.

### 6.3.2. Gestion du bilan

#### 6.3.2.1. La gestion du risque de taux d'intérêt global

**Le risque de taux** est le risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan et de hors bilan, à l'exception, le cas échéant, des opérations soumises aux risques de marché (trading book).

Il correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt. Une mesure et une analyse de l'exposition au risque de taux d'intérêt global sont effectuées chaque mois et présentées en Comité Financier. Semestriellement, une présentation de l'exposition de la Caisse régionale au risque de taux est faite en Conseil d'Administration.

Pour se protéger d'une exposition défavorable à la variation des taux, la Caisse régionale utilise des instruments de couverture. Cette couverture est composée de 5 509 M€ de swaps et de 800 M€ de CAP en notionnel au 30 juin 2018.

Le suivi du risque de taux se fait chaque mois par la méthode des gaps.

Les limites retenues par la Caisse régionale Nord de France ont été validées par le Conseil d'Administration sur la base des préconisations de Crédit Agricole S.A. :

- Limite en VAN : l'impact en VAN sur l'ensemble des maturités d'un choc de taux de +/- 200 bps et d'un choc inflation de +100 bps ne doit pas dépasser 10% des Fonds Propres prudentiels.

Au 30 juin 2018, l'impact en VAN défavorable pour un choc de taux de -200 bps et un choc inflation de +100 bps s'établit à -161 M€, pour une limite en valeur absolue fixée à 230 M€.

- Limite en GAP : la limite de concentration en gap sur 10 ans ne doit pas dépasser 5% du PNB d'activité budgété les années 1 et 2; et ne doit pas dépasser 4% du PNB d'activité budgété les années 3 à 10.

L'exposition de la Caisse régionale respecte les limites en GAP sur l'ensemble des durées.

### 6.3.2.2. La gestion du risque structurel de change

**Le risque de change** correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise. La Caisse régionale n'a pas de position de change de cette nature.

### 6.3.2.3. Risque de liquidité et de financement

**Le risque de liquidité et de financement** désigne la possibilité de subir une perte si l'entreprise n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Ces engagements comprennent notamment les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts et de placement.

#### 6.3.2.3.1. Gestion du risque de liquidité

**La gestion du risque de liquidité** s'appuie sur une méthode avancée de mesure, de gestion et d'encadrement du risque de liquidité, formalisée par une convention de liquidité avec Crédit Agricole S.A. qui établit l'ensemble des principes et règles du dispositif applicable à la Caisse régionale.

Cette méthode vise à assurer le suivi et l'encadrement des principaux risques de liquidité :

- le risque d'illiquidité
- le risque de concentration des échéances
- le risque de transformation en liquidité ou risque de prix de la liquidité

Ce dispositif distingue la gestion du risque de liquidité à court-terme (jusqu'à 1 an) et celui de la liquidité à moyen long-terme (supérieur à 1 an).

**Le risque d'illiquidité** est encadré par une limite de refinancement à court terme (LCT < 12 mois). L'approche consiste à mesurer les *cash flows* susceptibles d'entrer et de sortir à horizon d'un an et de s'assurer que le solde est constamment positif. Les entrées de liquidité sont calibrées dans un contexte *stressé*, les sorties de liquidité sont appréciées dans un scénario de continuité d'activité commerciale. Les limites d'endettement, déterminées en volume et en durée, sont révisées deux fois par an et contrôlées mensuellement. Elles sont présentées pour approbation au Conseil d'Administration de la Caisse régionale.

**Le pilotage du risque de liquidité à moyen long terme** s'appuie sur la mesure du risque de concentration des échéances. Une limite du risque de concentration des échéances, qui détermine un volume maximal des tombées de dette à moyen et long terme, semestre par semestre, a été fixée à 1,8% des encours de crédits de la Caisse régionale et est revue semestriellement sur la base de la consommation constatée de la liquidité au niveau du Groupe.

Les besoins de liquidité à moyen long terme se mesurent par le calcul de gaps de liquidité, sur la base de l'écoulement (selon échéanciers ou conventions) des postes de bilan et hors bilan.

Dans le cadre de sa Limite de refinancement Court Terme, la Caisse régionale diversifie ses ressources par des émissions de CDN et des emprunts en blanc auprès de Crédit Agricole S.A. Avec une stratégie d'optimisation du coût de son refinancement moyen et long terme, la Caisse régionale s'appuie également sur des sources de refinancement sous forme d'avances dites spécifiques auprès de Crédit Agricole S.A (CRH, Covered bonds...).

Depuis le mois de mars 2014, les établissements de crédit de la zone euro ont l'obligation de transmettre à leurs superviseurs les reportings du Liquidity Coverage Ratio (LCR) définis par l'EBA (European Banking Authority). Le LCR a pour objectif de favoriser la résilience à court terme du profil de risque de liquidité des banques en veillant à ce qu'elles disposent d'un encours suffisant d'actifs liquides de haute qualité (HQLA, High Quality Liquid Assets) non grevés pouvant être convertis en liquidités, facilement et immédiatement, sur des marchés privés, dans l'hypothèse d'une crise de liquidité qui durerait 30 jours calendaires. Les établissements de crédit sont assujettis à une limite sur ce ratio depuis le 1er octobre 2015 avec un seuil minimal à respecter de 100% au 1er janvier 2018.

**Des limites complémentaires** sont en place pour encadrer la gestion du risque de liquidité et de refinancement. Au 30 juin 2018, les limites sont les suivantes :

- **Limites de refinancement par avance globale** : l'encours des avances globales doit être inférieur à 50% des réalisations de crédits à moyen et long terme éligibles auprès de Crédit Agricole S.A.
- **Limites de refinancement de marché** :

| <b>Emission de Titres de Créances Négociables</b> | <b>Plafond</b>                              |
|---|---|
| CDN   | 1 700 M€                                    |
| BMTN  | 2 620 M€<br>Dont 820 M€ de BMTN subordonnés |

- **Limite plancher de Position en Ressources Stables**

| <b>Périmètre</b>                           | <b>Limite</b> |
|--|---------------|
| Ressources Stables<br>-<br>Emplois stables | 180,9 M€      |

#### 6.3.2.4. Politique de couverture

Les instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre d'une relation de couverture sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi de :

- couverture de juste valeur (Fair Value Hedge),
- couverture de résultats futurs (Cash Flow Hedge),
- couverture d'un investissement net en devise (Net Investment Hedge)

Chaque relation de couverture fait l'objet d'une documentation formelle décrivant la stratégie, l'instrument couvert et l'instrument de couverture ainsi que la méthodologie d'appréciation de l'efficacité.

### **Couverture de juste valeur**

Les couvertures de juste valeur modifient le risque de variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variables. Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

Pour se protéger contre des variations de taux, la Caisse régionale utilise des swaps de macro-couverture qui sont justifiés et documentés selon les normes IAS - IFRS.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France a mis en place une méthodologie de justification de l'efficacité de la macro-couverture, conformément à ce qui est appliqué dans le Groupe Crédit Agricole et telle que préconisée par la norme IAS 39. Cette méthodologie permet de documenter les relations de couverture sur la base d'échéanciers en encours moyens, de qualifier l'efficacité de la couverture de façon prospective et rétrospective. A compter de l'exercice 2017, le Groupe Crédit Agricole a mis en place une documentation générationnelle de la macro-couverture. Le principe général est que pour chacune des générations de swaps, il doit exister un excédent d'actifs à couvrir.

### **Couverture de résultats futurs et d'investissement net en devise**

Les couvertures de résultats futurs modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. Elles comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

Au 30 juin 2018, la Caisse régionale Nord de France n'a pas documenté de couverture de résultats futurs, ni de couverture d'investissement net en devise.

### **6.3.3. Perspectives d'évolution des risques et incertitudes sur les risques de gestion du bilan pour 2018**

---

Au 30 juin 2018, le ratio de collecte de bilan par rapport aux crédits alloués s'affiche à 131,3%, contre 130,7% au 31 décembre 2017. La Caisse régionale entend rester un acteur central du financement de son territoire. Sa politique commerciale vise au développement de ses crédits mais aussi de sa collecte malgré le contexte peu favorable de taux et de fiscalité.

Le contexte bas des taux d'intérêt incite également la clientèle à renégocier ses crédits. Cette situation de taux faibles et de renégociation active de la clientèle va continuer de peser sur la marge d'intermédiation.

## **6.4. Ratio de solvabilité**

---

Conformément à la directive européenne CRD (Capital Requirement Directive), les établissements de crédit sont tenus de respecter un ratio de solvabilité supérieur à 11,75%. Il vise à s'assurer que leurs fonds propres sont suffisants pour faire face notamment à des pertes importantes dues à la défaillance de leur clientèle.

Pour renforcer le dispositif prudentiel, la réglementation Bâle III, transposée en CRD IV, introduit un rehaussement de la qualité et du niveau des fonds propres réglementaires requis et prend en compte de nouveaux risques. Les nouvelles exigences de fonds propres supplémentaires se traduisent sous la forme de « coussins de fonds propres » applicables à partir du 1er janvier 2016, avec pour certains, une phase transitoire. Ils se déclinent de la manière suivante :

- le coussin de conservation de capital visant à absorber les pertes de l'établissement dans une situation d'intense stress économique. Le taux phasé pour 2018 est de 1,875%.
- le coussin de conservation en raison du risque macro-prudentiel ou systémique, constaté au niveau d'un état membre, complétant au cas par cas le coussin de conservation de capital lorsque le superviseur le juge nécessaire. La Caisse régionale n'est pas concernée par ce coussin au 30 juin 2018.
- Le coussin contracyclique visant à lutter contre une croissance excessive de crédit, non applicable au 30 juin 2018 à la Caisse régionale.

Le 29 juin 2018, le Haut Conseil de Stabilité Financière a décidé de relever le taux de coussin de fonds propres bancaires contra-cyclique à 0,25%. Les banques devront se conformer à la nouvelle exigence à partir du 1er juillet 2019. En vision full, le taux maximum est de 2.5%. Il s'agit d'un coussin spécifique à chaque établissement.

- Le coussin pour risque systémique visant à se prémunir contre un risque de propagation d'une crise à l'ensemble du secteur financier. Ce coussin ne s'applique pas au niveau de la Caisse régionale.

Au 30 juin 2018, les fonds propres prudentiels du Groupe Crédit Agricole Nord de France, évalués sur base consolidée suivant les normes Bâle III, s'élèvent à 2 373 M€ (vision phasée) et le Ratio Bâle III s'élève à 21,48% en phasé et à 20,51% en non phasé.

## 6.5. Indications sur les risques financiers liés aux effets du changement climatique et présentation des mesures que prend l'entreprise pour les réduire

---

Compte-tenu du profil d'activités de la Caisse Régionale, qui conduit essentiellement une activité de banque de proximité en France, les risques financiers liés aux effets du changement climatique ne sont pas significatifs par rapport notamment aux risques de crédit, de marché et de gestion du bilan qui sont exposés dans la présente section. Les mesures que prend la Caisse Régionale pour réduire l'impact environnemental de son activité sont présentées dans le chapitre «IV.1.1. Les émissions de gaz à effet de serre liées à l'activité » du rapport RSE.

## 6.6. Risques opérationnel et de non-conformité

---

### 6.6.1. Risque opérationnel

---

**Le risque opérationnel** correspond au risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'évènements extérieurs, risque juridique inclus mais risque stratégique et de réputation exclus.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels, décliné dans les entités du Groupe, comprend les composantes suivantes, communes à l'ensemble du Groupe :

- **gouvernance de la fonction gestion des risques opérationnels** supervisée par la Direction Générale via le volet risques opérationnels du Comité de gestion des Risques,
- **identification et évaluation qualitative des risques à travers des cartographies**, complétées par la mise en place d'indicateurs permettant la surveillance des processus les plus sensibles,
- **collecte des pertes opérationnelles et remontée des alertes** pour les incidents significatifs, avec une consolidation dans une base de données permettant la mesure et le suivi du coût du risque,
- **calcul et allocation des fonds propres réglementaires** au titre des risques opérationnels au niveau consolidé et au niveau entité,
- **réalisation périodique d'un tableau de bord** des risques opérationnels au niveau entité, complété par une synthèse Groupe.

L'organisation de la gestion des risques opérationnels s'intègre dans l'organisation globale de la ligne métier Risques et Contrôles Permanents du Groupe : le Manager des risques opérationnels de la Caisse régionale est rattaché au RCPR (Responsable des Risques et Contrôles Permanents) de la Caisse régionale.

Le Manager du Risque Opérationnel rend compte régulièrement sur son activité et sur le niveau d'exposition au risque dans le cadre du Comité de Contrôle Interne réuni trimestriellement et dont la Présidence est assurée par Directeur Général de la Caisse régionale.

La Direction Générale est par ailleurs informée mensuellement par un tableau de bord après intégration des dernières collectes des incidents et pertes avérés du risque opérationnel dans le cadre du dispositif de recensement de la Caisse régionale. Le contrôle périodique et les contrôleurs du deuxième degré de second niveau sont destinataires de ces informations. Le Conseil d'Administration est informé trimestriellement des plus gros incidents collectés (>150 K€) et semestriellement sur l'évolution du coût du risque et les événements marquants du dispositif.

### **Calcul des Fonds Propres en méthode AMA (Advanced Measurement Approach)**

La méthode AMA de calcul des fonds propres au titre du risque opérationnel a pour objectifs principaux :

- d'inciter à une meilleure maîtrise du coût du risque opérationnel ainsi qu'à la prévention des risques exceptionnels,
- de déterminer le niveau de fonds propres correspondant aux risques mesurés, pouvant se situer en deçà de la méthode standard,
- de favoriser l'amélioration de la qualité des contrôles permanents dans le cadre du suivi de plans d'actions.

Les dispositifs Groupe mis en place dans la Caisse régionale visent à respecter l'ensemble des critères qualitatifs (intégration de la mesure des risques dans la gestion quotidienne, indépendance de la fonction risques, déclaration périodique des expositions au risque opérationnel...) et des critères quantitatifs Bâle 3 (intervalle de confiance de 99,9% sur une période de un an; prise en compte des données internes, des données externes, d'analyses de scénarii et de facteurs reflétant l'environnement; prise en compte des facteurs de risque influençant la distribution statistique).

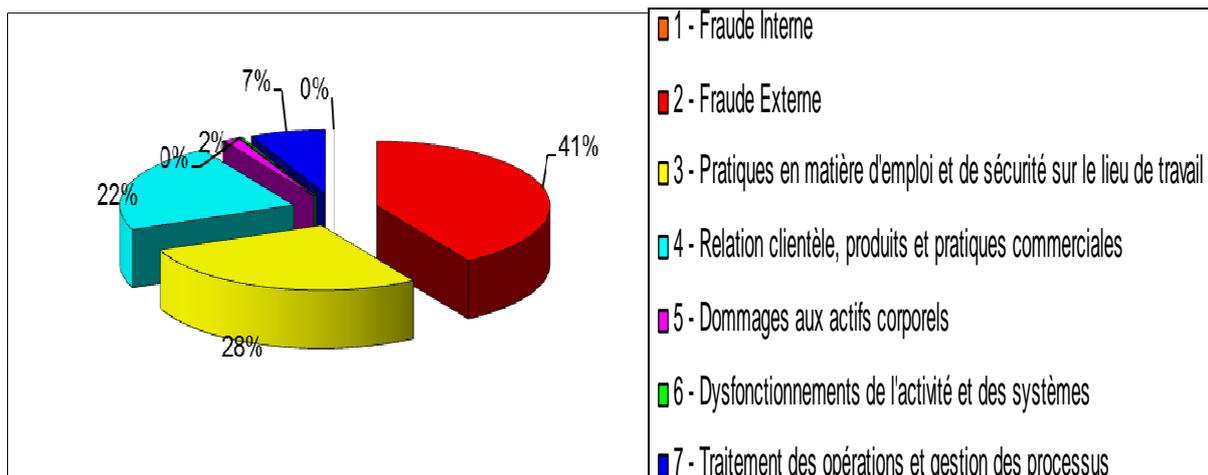
Le modèle AMA de calcul des fonds propres repose sur un modèle actuariel de type *lost distribution approach* qui est unique au sein du Groupe. L'allocation du capital de la Caisse régionale est prise en charge par celle-ci à partir de principes définis au niveau national. Les principes qui ont gouverné la conception et la mise au point du modèle sont les suivants :

- intégration dans la politique de risques ;
- pragmatisme, la méthodologie devant s'adapter aux réalités opérationnelles ;
- pédagogie, de manière à favoriser l'appropriation par la direction générale et les métiers ;
- robustesse : capacité du modèle à donner des estimations réalistes et stables d'un exercice à l'autre.

### **Expositions**

Le coût brut du risque opérationnel s'établit à 2 510 K€, en hausse sensible (+50%) par rapport à l'année dernière mais lié principalement à deux incidents de fraude externe. Ce coût représente 0,84% du PNB global sachant que la Caisse régionale a revu et défini fin 2017 le seuil d'appétence au risque opérationnel qui équivaut désormais au rapport coût du risque/PNB de 1,5% (seul le PNB d'activité était retenu les années précédentes).

A noter une modification du profil de collecte avec une prépondérance cette année de la catégorie de risque « Fraude externe » comme indiqué plus haut.



Le coût brut du risque opérationnel frontière crédit est en baisse à 490 K€ vs 800 K€ au 30/06/2017 et représente 0,16% du PNB global.

Des plans d'action correctifs et préventifs sont mis en place en vue de réduire l'exposition de la Caisse régionale au Risque Opérationnel.

### **Plans de continuité d'activité**

Conformément à la réglementation CRBF 2004-02, la Caisse régionale Nord de France a nommé dès 2004 un Responsable des Plans de Continuité d'Activité (RPCA).

Les travaux menés depuis lors ont eu pour objectif de couvrir les quatre zones de risque suivantes :

- Le risque d'interruption consécutif à la survenance d'un sinistre sur le système informatique (attaque virale massive, indisponibilité physique ou logique du système),
- Le risque d'interruption consécutif à la survenance d'un sinistre immobilier sur le Siège Social de la Caisse régionale,
- Le risque d'interruption consécutif à la survenance d'un sinistre chez un prestataire réalisant une prestation de service essentielle externalisée au sens de l'arrêté du 3 novembre 2014,
- Le risque d'interruption consécutif à l'indisponibilité du personnel (épidémie, grève etc.).

L'ensemble de ces travaux s'intègre dans le cadre de la politique de continuité d'activité du Groupe. A titre d'exemple, un Plan de Secours Informatique (PSI) s'appuyant sur l'environnement d'exploitation et de production informatique mutualisé du Groupe Crédit Agricole SA est testé chaque année. A noter que ce PSI a été déclenché aussi en situation réelle suite inondations dans un centre de production.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France utilise l'outil Groupe SIMCA (Système Informatisé du Management de la Continuité d'Activités) pour la gestion de ces plans de continuité d'activités.

La Caisse régionale a réalisé le 21/11/2016 un test de repli partiel des personnes situées sur le site administratif de Lille vers celui d'Arras et validé sa stratégie de repli en cas d'indisponibilité des locaux. Au cours de cette année, des travaux sont menés pour réaliser un nouveau test de repli sur un site dédié.

### **Assurances et couverture des risques**

Dans la perspective d'une protection de son patrimoine et de son résultat, le groupe Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France a souscrit de multiples polices d'assurances telles que des assurances couvrant le risque global de banque (détournements-escroqueries, cambriolages, moyens de paiement...), des assurances contre les préjudices financiers ou encore des assurances multirisques (bureaux, automobiles, machines).

A ces assurances, s'ajoutent une couverture des responsabilités civiles (exploitation, courtage, mandataires sociaux) garantissant la protection des partenaires du groupe Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France.

## 6.6.2. Risque juridique

---

À la connaissance de la Caisse régionale Nord de France, il n'existe, au 31 décembre 2017 aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage susceptible d'avoir, ou ayant eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Caisse Régionale et du groupe Crédit Agricole.

Par ailleurs, comme indiqué dans son communiqué du 10 mai 2017, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Nord de France a été assignée devant le Tribunal de Grande Instance de Lille par quelques porteurs de CCI en vue d'obtenir le rachat de leurs titres. Cette action est initiée par l'Association de défense des actionnaires minoritaires (ADAM). Les arguments qu'elle développe sont sans fondement et la Caisse régionale de Nord de France est donc très confiante sur l'issue de cette procédure.

## 6.6.3. Risque de non-conformité

---

Le risque de non-conformité constitue le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaires, de perte financière ou d'atteinte à la réputation lié au non-respect de dispositions législatives, réglementaires, professionnelles ou déontologiques propres aux activités bancaires et financières.

L'information concernant ce risque est traitée dans la partie relative au dispositif de contrôle interne.

# 7. Dispositif de Contrôle Interne

---

La Caisse régionale Nord de France exerce un contrôle continu sur ses activités.

L'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne s'inscrivent dans les normes définies par le Groupe Crédit Agricole conformément à l'arrêté du 3 novembre 2014.

Le Contrôle Interne mis en œuvre par la Caisse régionale a pour objectif de vérifier :

- la conformité de l'organisation, des procédures internes et des opérations réalisées par rapport aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, normes et usages professionnels et déontologiques, orientations stratégiques décidées par les dirigeants effectifs,
- la qualité de l'information comptable et financière et, en particulier, des conditions d'enregistrement, de conservation et de disponibilité de cette information,
- l'efficacité du dispositif de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques et des résultats, avec la fixation de limites de risques validées par le Conseil d'Administration,
- la prévention et la détection des fraudes et des risques opérationnels,
- la qualité des systèmes d'information et des systèmes de communication.

La responsabilité de veiller à la cohérence, l'exhaustivité et l'efficacité du Contrôle Interne est partagée entre quatre fonctions, nominativement désignées auprès de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) via Crédit Agricole S.A. :

- le Responsable de la fonction Gestion des risques :  
Rattaché directement au Directeur Général de la Caisse régionale, il s'assure de la mise en œuvre des systèmes de mesure et de surveillance des risques sur le périmètre des entreprises surveillées sur base consolidée.
- le Responsable du Contrôle Permanent :

Rattaché directement au Directeur des Risques et Contrôles permanents, il vérifie le bon déploiement, l'exhaustivité, la réalité et la pertinence du dispositif global de contrôles dans le respect des dispositions de l'arrêté du 3 novembre 2014.

- **le Responsable du Contrôle de la Conformité :**  
Rattaché au Directeur des Risques et Contrôles Permanents, il est Responsable du Contrôle des Services d'Investissement (RCSI), de la sécurité financière, des sanctions internationales et des réglementations en matière de commercialisation de produits. Il veille, en liaison notamment avec le service Juridique, au respect des lois et règlements, des normes professionnelles et déontologiques applicables aux activités bancaires et financières ainsi qu'au respect des procédures internes.
- **le Responsable du Contrôle Périodique :**  
Rattaché directement au Directeur Général de la Caisse régionale, il assure le niveau ultime de contrôle de l'ensemble du dispositif de Contrôle Interne, Contrôle Permanent, Contrôle de la Conformité et Contrôle des Prestations Essentielles Externalisées compris.

La coordination des fonctions de contrôle et le suivi du dispositif de Contrôle Interne sont assurés par un Comité de Contrôle Interne se réunissant trimestriellement et dont la Présidence est assurée par le Directeur Général de la Caisse régionale.

Les Responsables du Contrôle Interne rendent compte semestriellement au Conseil d'administration et au Comité d'audit de l'activité de contrôle interne au sein de la Caisse régionale et des principales évolutions sur chaque domaine de risque.

Les dispositifs de mesure et de surveillance des risques (contrepartie, marché, taux, opérationnels...) sont assurés par des instances telles que le Comité de Gestion des Risques et le Comité Financier et régulièrement présentés au Comité des risques et au Conseil d'administration.

Enfin, le rapport sur le gouvernement d'entreprise pour l'exercice 2017, rendant compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration, a été établi et diffusé à l'issue de l'Assemblée Générale ayant approuvé les comptes.

## 7.1. Contrôle Permanent et Périodique

---

Le dispositif mis en place qui s'étend aux entreprises surveillées sur base consolidée par la Caisse régionale, repose sur l'indépendance et la spécialisation des contrôles qui se répartissent en trois catégories.

- Les contrôles permanents de premier degré réalisés par l'encadrement des services ou des agences éventuellement complétés par des contrôles automatiques.
- Les contrôles permanents de deuxième degré permettant aux services ayant délégué des activités, notamment en agence, de s'assurer du respect des procédures. Un contrôle permanent de second niveau est aussi exercé par des fonctions spécialisées : Contrôle des Risques Crédit, Contrôle Comptable et Financier, Contrôle de la Conformité,
- Les contrôles périodiques par le Service Audit, garant de la qualité des contrôles opérés au sein de la Caisse régionale, qui constituent le troisième degré. Ce service est directement rattaché au Directeur Général et agit en toute indépendance dans le cadre d'un cycle pluriannuel.

Le contrôle de la sécurité informatique des systèmes d'information (communautaire et privatif) est, conformément aux exigences du Groupe face à la montée des risques cyber, désormais confié au Chief Information Security Officer (CISO), fonction que la Caisse régionale a choisi d'externaliser via un centre de coopération dénommé CASIHA depuis Avril 2017.

Ce centre travaille de concert avec le CISO du GIE CA-TECHNOLOGIES et SERVICES pour le SIU NICE et avec le référent de la Caisse régionale pour le périmètre de l'informatique privative.

Le contrôle annuel de la conformité du système d'information NICE est sous la responsabilité du GIE CA-TECHNOLOGIES et SERVICES, conformément à ses obligations contractuelles avec les Caisses régionales. Les contrôles permanents de second degré sont eux réalisés par le Pilote des Risques du Système d'Information (PRSI) de la Caisse régionale.

## 7.2. Contrôle de la Conformité

---

Sur la base du plan de contrôle annuel de la Conformité mis en place au sein de la Caisse régionale, des contrôles sont réalisés afin d'évaluer le correct respect des procédures internes qui doivent permettre de prévenir les principaux risques de non-conformité.

De même, les nouvelles activités et nouveaux produits sont validés et les dysfonctionnements de conformité traités.

Les principales actions entreprises au cours du premier semestre 2018 ont porté sur :

- la poursuite des plans d'actions relatifs à la mise en conformité des clients haut de gamme et à l'identification et au traitement des personnes politiquement exposées domestiques et de leurs affiliés, dans le cadre du déploiement de la 4<sup>ème</sup> Directive Européenne de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme,
- la poursuite du plan de remédiation Groupe Sanctions Internationales,
- la mise en place de démarches spécifiques à la lutte contre le financement du terrorisme,
- la création du comité transversal de coordination de la prévention de la fraude externe
  
- le déploiement des procédures Groupe dans les domaines de la Conformité/Sécurité financière et des Sanctions internationales.

Le Responsable de la Conformité rend compte à la Direction Générale de la cohérence, de l'exhaustivité et de l'efficacité du dispositif de contrôle des risques de non-conformité dans le cadre des Comités de Contrôle Interne.

## 7.3. Dispositif de contrôle interne de l'information comptable et financière

---

Le développement et la structuration d'un dispositif de contrôle permanent de l'information comptable et financière sont une réponse aux exigences réglementaires découlant de l'arrêté du 3 novembre 2014, des directives européennes et du cadre de référence de l'AMF.

L'ensemble de ces textes converge vers le renforcement de la responsabilité des dirigeants en matière de contrôle interne et une nécessaire implication de l'ensemble des collaborateurs dans la mise en œuvre des dispositifs de contrôle et notamment dans la mise en œuvre d'un dispositif de contrôle permanent de l'information comptable et financière.

### 7.3.1. Rôles et responsabilités dans l'élaboration et le traitement de l'information comptable et financière

---

La Direction Finances, Pilotage et Engagements de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France assure l'élaboration de ses états financiers (comptes individuels et comptes consolidés) et la transmission à Crédit Agricole S.A. des données collectées, nécessaires à l'élaboration des comptes consolidés du Groupe Crédit Agricole.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France se dote, conformément aux recommandations du Groupe, en matière de Contrôle permanent de l'information comptable et financière, des moyens de s'assurer de la qualité des données comptables et de gestion transmises au Groupe pour les besoins de la consolidation, notamment sur les aspects suivants : conformité aux normes applicables, concordance avec

les comptes individuels arrêtés par son organe délibérant, réconciliation des résultats comptables et de gestion.

Le Contrôle permanent de l'information comptable et financière (contrôle 2<sup>ème</sup> degré 2<sup>nd</sup> niveau) est assuré par une équipe dédiée, rattachée fonctionnellement et hiérarchiquement au Directeur des Risques et Contrôles Permanents de la Caisse régionale.

La charte du contrôle permanent de l'information comptable et financière, validée le 8 décembre 2014 et actualisée tous les ans, la dernière mise à jour datant de juin 2017, définit notamment l'objectif de la charte, le contexte normatif et réglementaire, le rôle et les responsabilités des différents niveaux de contrôle comptable au sein de la Caisse régionale (Direction Finances, Comptabilité générale, unités comptables décentralisées), la cartographie des processus comptables et la gestion des risques comptables, le périmètre de couverture des contrôles, les outils de contrôle (Scope et Justif Compta et SELFI depuis mai 2018), l'organisation des travaux de contrôle (niveaux de contrôle, contenu et périodicité des reportings, relations avec les autres fonctions de contrôle), la communication (l'animation, les comités et la procédure d'alerte relative aux risques comptables).

Cette charte du contrôle permanent comptable s'applique à l'ensemble des Directions et services de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France, qui participe au processus de production de l'information comptable et financière, sur l'ensemble du périmètre de surveillance consolidée.

L'article 6 de l'arrêté du 3 novembre 2014 prévoit que la surveillance des établissements de crédit s'effectue sur une base consolidée. Aussi, les entités entrant dans le périmètre de consolidation de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France devront respecter les principes de cette Charte en l'adaptant si nécessaire en fonction de la nature et du volume de leurs activités, de leur taille, de leurs implantations et des risques de différentes natures auxquels ils sont exposés.

Le dispositif de contrôle permanent de l'information financière et comptable est complété par l'approbation des comptes des Caisses régionales réalisée par Crédit Agricole S.A. en application de l'article R 512-11 du Code Monétaire et Financier préalablement à leur Assemblée Générale ainsi que par les contrôles de cohérence réalisés dans le cadre du processus de consolidation.

## **7.3.2. Procédures d'élaboration et de traitement de l'information comptable et financière**

---

La documentation de l'organisation des procédures et des systèmes d'information requise pour l'élaboration et le traitement de l'information comptable et financière est décrite dans le livre des procédures comptables prévu par la réglementation, selon une méthodologie définie par la Direction de la Comptabilité et de la Consolidation de Crédit Agricole S.A. et par la cartographie des processus concourant à la production et au contrôle de l'information comptable et financière de la Caisse régionale. Les procédures relatives à la piste d'audit sont formalisées.

L'information financière publiée par la Caisse régionale s'appuie, pour l'essentiel, sur les données comptables mais également sur des données de gestion.

### **7.3.2.1. Données comptables**

---

La Caisse régionale établit des comptes individuels et consolidés selon les normes comptables du Groupe Crédit Agricole, diffusées par la Direction de la Comptabilité et de la Consolidation de Crédit Agricole S.A.

La Caisse régionale met en œuvre les systèmes d'information comptable, dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par Crédit Agricole S.A et C.A.T.S, lui permettant d'élaborer les données dans les conditions de sécurité satisfaisantes.

### 7.3.2.2. Données de gestion

---

Lorsque les données publiées ne sont pas directement extraites des informations comptables, il est fait généralement mention des sources et de la définition des modes de calcul afin d'en faciliter la compréhension.

Les données de gestion publiées par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France font l'objet de la mise en œuvre de contrôles comptables (notamment pour celles relevant de l'application des normes comptables IFRS 7 et IFRS 9) permettant de s'assurer de la qualité de la réconciliation avec les données comptables, de la conformité aux normes de gestion fixées par l'organe exécutif et de la fiabilité du calcul de l'information de gestion.

Les données de gestion sont établies selon des méthodes et des modes de calcul permettant d'assurer la comparabilité dans le temps des données chiffrées

### 7.3.3. Description du dispositif de Contrôle permanent de l'information comptable et financière

---

Les objectifs du Contrôle permanent de l'information comptable et financière visent à s'assurer de la couverture adéquate des risques comptables majeurs, susceptibles d'altérer la qualité de l'information comptable et financière en termes de :

- conformité des données au regard des dispositions légales et réglementaires et des normes du Groupe Crédit Agricole,
- fiabilité et sincérité des données, permettant de donner une image fidèle des résultats et de la situation financière de la Caisse régionale et des entités intégrées dans son périmètre de consolidation,
- sécurité des processus d'élaboration et de traitement des données, limitant les risques opérationnels, au regard de l'engagement de la Caisse sur l'information publiée,
- prévention des risques de fraudes et d'irrégularités comptables.

Pour répondre à ces objectifs, la Caisse régionale a décliné les recommandations générales de déploiement du Contrôle permanent dans le domaine du contrôle de l'information comptable et financière :

- séparation du contrôle comptable en trois niveaux (1<sup>er</sup> degré, 2<sup>ème</sup> degré niveau 1 et 2<sup>ème</sup> degré niveau 2),
- élaboration d'une cartographie des risques comptables,
- révision de la cartographie des processus comptables et la gestion des risques comptables,
- révision des plans de contrôles comptables dans les services opérationnels,
- mise en place de la procédure relative aux risques comptables,
- déploiement des contrôles sur les processus d'élaboration de l'information comptable et financière,
- mise en place d'une réunion trimestrielle sur le rapprochement comptabilité-risques,
- déploiement de guides de contrôles comptables dans les filiales du périmètre de surveillance consolidée selon la méthodologie du Groupe (guide spécifique sur les filiales immobilières et guide sous forme de questionnaires de certifications comptables sur les autres entités),
- mise en place du Comité de Contrôle Permanent tous les trimestres.

Le Contrôle permanent de l'information comptable et financière s'appuie sur l'évaluation des risques et des contrôles des processus comptables gérés par les services opérationnels et la Direction Finances, Pilotage et Engagements :

- contrôles de la comptabilité de 1<sup>er</sup> degré assurés par les unités comptables décentralisés, rattachés aux Directions, qui assurent, par leurs activités, l'alimentation de la comptabilité générale,
- contrôles de 2<sup>ème</sup> degré 1<sup>er</sup> niveau exercés par la Direction Finances, Pilotage et Engagements.

Cette évaluation permet ainsi au Directeur des Risques et Contrôles Permanents de la Caisse régionale de définir un plan de contrôles et la mise en place d'actions correctives, afin de renforcer, si besoin, le dispositif d'élaboration et de traitement de l'information comptable et financière.

Suite aux contrôles de niveau 2.2 réalisés, l'ensemble des contrôles est formalisé dans une synthèse à périodicité trimestrielle transmise tous les semestres au Directeur des Risques et Contrôles Permanents et aux responsables de la Direction Finances, Pilotage et Engagements.

Le Responsable du Contrôle permanent rend compte périodiquement au Directeur Général de la Caisse régionale des travaux du Contrôle permanent de l'information comptable et financière (résultats des contrôles 2.2C, 2.2, ICAAP comptables, thématiques comptables et financières, cartographie 97.02 comptable, financière et des filiales résultats des contrôles sous SCOPE, contrôles des filiales, etc..) et de l'évaluation de ce dispositif de Contrôle permanent mis en place dans la Caisse Régionale.

#### 7.3.4. Relations avec les Commissaires aux comptes

Conformément aux normes professionnelles en vigueur, les Commissaires aux Comptes mettent en œuvre les diligences qu'ils jugent appropriées sur l'information comptable et financière publiée :

- audit des comptes individuels et des comptes consolidés ;
- examen limité des comptes consolidés semestriels ;
- lecture d'ensemble des supports de présentation de l'information financière publiée.

Dans le cadre de leur mission légale, les Commissaires aux comptes présentent au Comité d'Audit et au Conseil d'administration de la Caisse Régionale les conclusions de leurs travaux.

## 8. Comptes inactifs et déshérence

---

La loi n°2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence est entrée en vigueur le 1er janvier 2016.

Elle a pour but d'inviter les banques à détecter l'inactivité des comptes (ou coffre-fort) bancaires ouverts en leurs livres, à rechercher la cause de cette inactivité qui peut résulter d'un oubli ou du décès du titulaire, et à informer les personnes intéressées des conséquences potentielles de cette inactivité.

Un compte est considéré comme inactif dès lors :

- qu'il n'a enregistré aucun mouvement pendant une période de 12 mois consécutifs (5 ans pour un compte-titres ou compte épargne) ;
- et que son titulaire (son représentant légal ou une personne habilitée) ne s'est pas manifesté auprès de l'établissement teneur du compte, ni n'a effectué aucune opération sur un autre compte ouvert à son nom dans le même établissement, pendant cette même période.

Lorsque le titulaire du compte est décédé, cette période a pour point de départ la date du décès.

A chaque étape du traitement (détection des comptes en inactivité, transfert des fonds à la CDC), une information est faite auprès des titulaires, représentants, ayants-droit et mandataires de ces comptes.

### ***Produits concernés***

Cette loi s'applique aux comptes ouverts à des particuliers, à des sociétés, associations, comité d'entreprises et autres personnes morales.

D'autre part, elle vise :

- les comptes bancaires inactifs : comptes de dépôt et comptes courants, comptes d'épargne réglementée ou non, comptes de titres financiers (incluant donc les certificats coopératifs d'investissement) et comptes parts sociales ;
- Les coffres-forts inactifs.

### ***Transfert des fonds à la Caisse des Dépôts et Consignation***

En l'absence de manifestation du client ou d'opération sur le compte, la banque dépose le solde des comptes restés inactifs à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) :

- à l'issue d'un délai de 3 ans suivant le décès du titulaire du compte ;
- à l'issue d'un délai de 10 ans suivant le début de la période d'inactivité du compte si le titulaire est en vie ;
- pour les PEL (Plans d'épargne logement) à l'issue d'un délai de 20 ans suivant le début de la période d'inactivité du PEL, si le titulaire ne détient aucun autre compte dans le même établissement.

Les sommes non réclamées par leurs titulaires ou leurs ayants droit seront acquises à l'Etat :

- à l'issue d'un délai de 27 ans à compter de leur dépôt à la CDC dans le cas des personnes défuntes ;
- à l'issue d'un délai de 20 ans à compter de la date de ce dépôt si le titulaire est en vie ;
- à l'issue d'un délai de 10 ans à compter de la date de ce dépôt si le compte concerné était un PEL et que le titulaire vivant ne détenait aucun autre compte dans le même établissement.

Pour l'année 2017, le nombre de comptes inactifs est de 41 161 pour un montant de 13,9 M€, et 2 221 comptes inactifs, pour un montant de 3 M€, ont été remontés à la CDC.

# Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2018

---

Examinés par le Conseil d'administration du Crédit Agricole Nord de France en date du  
27 Juillet 2018

## SOMMAIRE

|  |           |
|--|-----------|
| <b>CADRE GENERAL</b> .....   | <b>34</b> |
| PRESENTATION JURIDIQUE DE L'ENTITE .....   | 34        |
| CREDIT AGRICOLE NORD DE FRANCE .....   | 34        |
| <b>ETATS FINANCIERS CONSOLIDES</b> .....   | <b>35</b> |
| COMPTE DE RESULTAT .....   | 35        |
| RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES  | 36        |
| BILAN ACTIF .....  | 37        |
| BILAN PASSIF .....   | 38        |
| TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES .....  | 39        |
| TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE .....   | 41        |
| <b>NOTES ANNEXES SUR LES EFFETS DE L'APPLICATION DE LA NORME IFRS 9 AU 1ER JANVIER 2018</b> .....  | <b>43</b> |
| <i>Transition du bilan du 31 décembre 2017 au 1<sup>er</sup> janvier 2018</i> .....  | 43        |
| <i>Transition entre les dépréciations ou provisions constituées selon IAS 39 et les corrections de valeur pour pertes constituées selon IFRS 9</i> ..... | 46        |
| <i>Actifs financiers ayant fait l'objet d'un reclassement du fait de la mise en application d'IFRS 9</i> .....   | 48        |
| <i>Impact sur les capitaux propres de l'application de la norme IFRS 9 au 1<sup>er</sup> janvier 2018</i> .....  | 49        |
| 1. PRINCIPES ET METHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISEES ....   | 50        |
| 1.1 Normes applicables et comparabilité .....  | 50        |
| 1.2 Principes et méthodes comptables .....   | 53        |
| 2. PRINCIPALES OPERATIONS DE STRUCTURE ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE .....   | 73        |
| 3. RISQUE DE CREDIT .....  | 73        |
| 4. NOTES RELATIVES AU RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES .....  | 77        |
| 4.1 Produits et Charges d'intérêts .....   | 77        |
| 4.2 Produits et charges de commissions .....   | 78        |
| 4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat .....   | 79        |
| 4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres .....   | 81        |
| 4.5 Produits (charges) nets des autres activités .....   | 81        |
| 4.6 Charges générales d'exploitation .....   | 81        |
| 4.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles .....   | 82        |
| 4.8 Coût du risque .....   | 82        |
| 4.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs .....   | 83        |
| 4.10 Impôts .....  | 83        |
| 4.11 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres .....   | 86        |
| 5. INFORMATIONS SECTORIELLES .....   | 90        |
| 6. NOTES RELATIVES AU BILAN .....  | 91        |
| 6.1 Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat .....  | 91        |
| 6.2 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres .....   | 95        |
| 6.3 Actifs financiers au coût amorti .....   | 97        |
| 6.4 Exposition au risque souverain .....   | 101       |
| 6.5 Passifs financiers au coût amorti .....  | 101       |
| 6.6 Immeubles de placement .....   | 103       |
| 6.7 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition) .....   | 104       |
| 6.8 Ecarts d'acquisition .....   | 105       |
| 6.9 Provisions .....   | 106       |
| 6.10 Dettes subordonnées .....   | 107       |
| 6.11 Capitaux propres .....  | 107       |
| 7. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES .....   | 108       |
| 8. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS .....   | 110       |
| 8.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti .....   | 110       |
| 8.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur .....  | 114       |
| 9. PARTIES LIEES .....   | 119       |
| 10. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2018 .....   | 120       |
| 11. EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2018 .....   | 121       |

## CADRE GENERAL

### Présentation juridique de l'entité

La société tête de groupe est le Crédit Agricole Nord de France, société coopérative à capital et personnel variables, dont le siège social est à Lille – 10 avenue Foch, immatriculée au RCS de Lille sous le numéro 440 676 559.

Le groupe Crédit Agricole Nord de France est une composante du groupe Crédit Agricole.

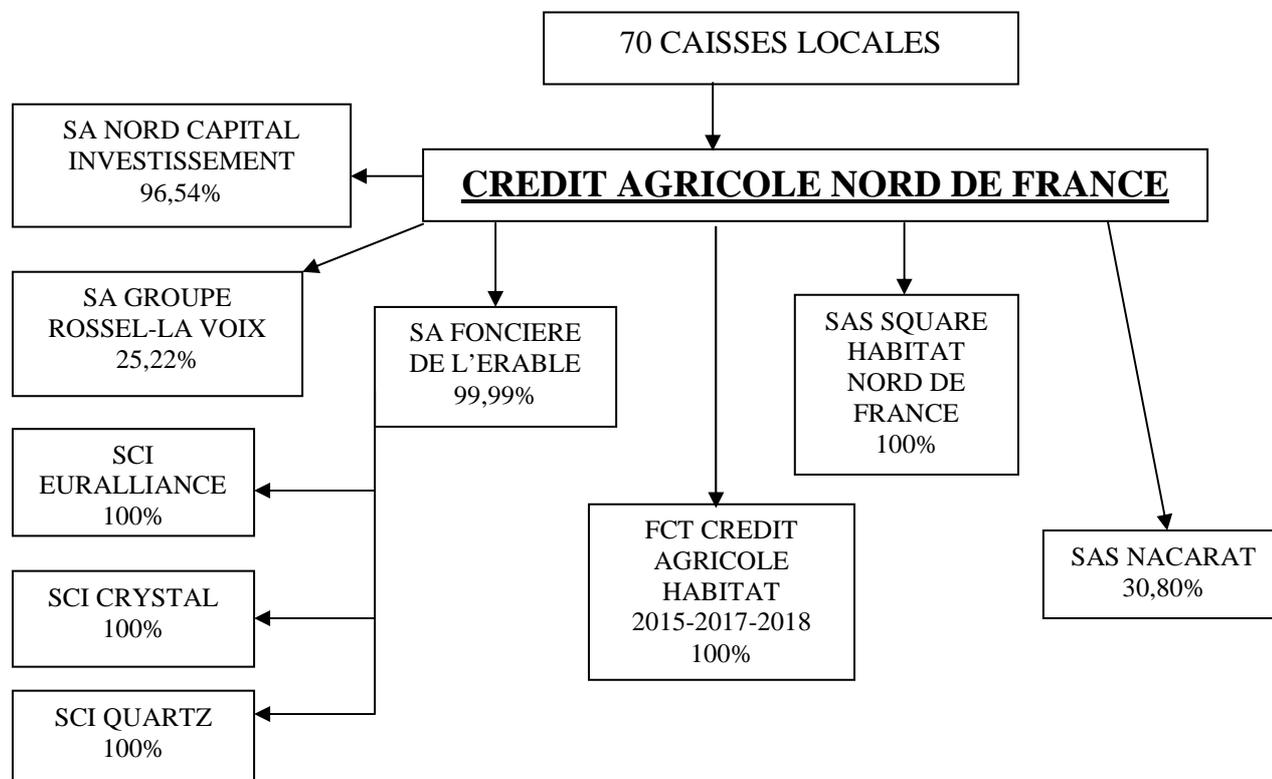
Le Crédit Agricole Nord de France émet des certificats coopératifs d'investissement qui sont cotés sur l'Euronext Paris.

De par la loi bancaire, le Crédit Agricole Nord de France est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Il est soumis à la réglementation bancaire et est régi par le Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Sont rattachées au Crédit Agricole Nord de France, 70 Caisses locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre. Les états financiers consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, incluent les comptes de la Caisse régionale, les comptes des 70 Caisses locales et ceux de ses principales filiales (FCT Crédit Agricole Habitat, SA Nord Capital Investissement, SCI Euralliance, SCI Crystal, SCI Quartz, SAS Square Habitat Nord de France, SA Foncière de l'Erable, SAS Nacarat et SA Groupe Rossel-La Voix).

Ces sociétés sont consolidées dans les comptes de la Caisse régionale selon la méthode globale pour les entités sous contrôle exclusif et les entités sous contrôle conjoint et selon la méthode de la mise en équivalence pour les entités sous influence notable.

#### Groupe Crédit Agricole Nord de France



# ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

## COMPTE DE RESULTAT

| <i>(en milliers d'euros)</i>  | <i>Notes</i> | <b>30/06/2018</b> | <b>31/12/2017</b> | <b>30/06/2017</b> |
|---|--------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Intérêts et produits assimilés  | 4.1          | 284 854           | 599 689           | 305 506           |
| Intérêts et charges assimilées  | 4.1          | -163 537          | -352 292          | -176 401          |
| Commissions (produits)  | 4.2          | 148 659           | 288 305           | 149 479           |
| Commissions (charges)   | 4.2          | -25 717           | -53 654           | -25 432           |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat  | 4.3          | 6 252             | 7 191             | 3 763             |
| <i>Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction</i>   |              | 795               |                   |                   |
| <i>Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat</i>  |              | 5 457             |                   |                   |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres  | 4.4          | 42 308            |                   |                   |
| <i>Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</i>   |              |                   |                   |                   |
| <i>Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)</i>  |              | 42 308            |                   |                   |
| Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente   | 4.4          |                   | 73 647            | 42 927            |
| Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti  |              |                   |                   |                   |
| Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat                         |              |                   |                   |                   |
| Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat |              |                   |                   |                   |
| Produits des autres activités   | 4.5          | 24 030            | 53 398            | 23 283            |
| Charges des autres activités  | 4.5          | -4 932            | -13 917           | -5 084            |
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>   |              | <b>311 917</b>    | <b>602 367</b>    | <b>318 041</b>    |
| Charges générales d'exploitation  | 4.6          | -193 728          | -365 120          | -189 796          |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles  | 4.7          | -5 825            | -11 729           | -6 265            |
| <b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>   |              | <b>112 364</b>    | <b>225 518</b>    | <b>121 980</b>    |
| Coût du risque  | 4.8          | -6 738            | -10 170           | -6 965            |
| <b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>  |              | <b>105 626</b>    | <b>215 348</b>    | <b>115 015</b>    |
| Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence   |              | 2 145             | 1 286             | 175               |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs  | 4.9          | -668              | -3 417            | 72                |
| Variations de valeur des écarts d'acquisition   |              |                   |                   |                   |
| <b>RESULTAT AVANT IMPOTS</b>  |              | <b>107 103</b>    | <b>213 217</b>    | <b>115 262</b>    |
| Impôts sur les bénéfices  | 4.10         | -24 623           | -53 694           | -24 644           |
| Résultat net d'impôts des activités abandonnées   |              |                   |                   |                   |
| <b>RESULTAT NET</b>   |              | <b>82 480</b>     | <b>159 523</b>    | <b>90 618</b>     |
| Participations ne donnant pas le contrôle   |              | -92               | -252              | -33               |
| <b>RESULTAT NET PART DU GROUPE</b>  |              | <b>82 388</b>     | <b>159 271</b>    | <b>90 585</b>     |

## **RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES**

| <i>(en milliers d'euros)</i>  | <i>Notes</i> | <b>30/06/2018</b> | <b>31/12/2017</b> | <b>30/06/2017</b> |
|---|--------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| <b>Résultat net</b>   |              | <b>82 480</b>     | <b>159 523</b>    | <b>90 618</b>     |
| Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi  | 4.11         |                   | -119              |                   |
| Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre (1)                                       | 4.11         | 83                |                   |                   |
| Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1)                               | 4.11         | -74 767           |                   |                   |
| <b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence</b> | 4.11         | <b>-74 684</b>    | <b>-119</b>       |                   |
| <b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, des entreprises mises en équivalence</b>  |              |                   |                   |                   |
| Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence      | 4.11         | 2 528             | -499              |                   |
| Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence       |              |                   |                   |                   |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées</b>                     |              |                   |                   |                   |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>   | 4.11         | <b>-72 156</b>    | <b>-618</b>       |                   |
| Gains et pertes sur écarts de conversion  |              |                   |                   |                   |
| Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente   | 4.11         |                   | 55 014            | 15 142            |
| Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables   | 4.11         | 948               |                   |                   |
| Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture   |              |                   |                   |                   |
| <b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence</b>     | 4.11         | <b>948</b>        | <b>55 014</b>     | <b>15 142</b>     |
| <b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>       |              |                   |                   |                   |
| Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence          | 4.11         | -245              | 1 439             | -150              |
| Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence           |              |                   |                   |                   |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées</b>                         |              |                   |                   |                   |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>   | 4.11         | <b>703</b>        | <b>56 453</b>     | <b>14 992</b>     |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>   | 4.11         | <b>-71 453</b>    | <b>55 835</b>     | <b>14 992</b>     |
|   |              |                   |                   |                   |
| <b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>  |              | <b>11 027</b>     | <b>215 358</b>    | <b>105 610</b>    |
| Dont part du Groupe   |              | 10 935            | 214 873           | 105 439           |
| Dont participations ne donnant pas le contrôle  |              | 92                | 485               | 171               |
|   |              |                   |                   |                   |
| (1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables   | 4.11         | -41               |                   |                   |

## BILAN ACTIF

| <i>(en milliers d'euros)</i>  | <i>Notes</i> | <b>30/06/2018</b> | <b>01/01/2018</b> | <b>31/12/2017</b> |
|---|--------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Caisse, banques centrales   |              | 142 511           | 122 478           | 122 478           |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat  | 6.1-6.4      | 889 680           | 784 663           | 100 717           |
| <i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>  |              | 43 413            | 45 798            |                   |
| <i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>  |              | 846 267           | 738 865           |                   |
| Instruments dérivés de couverture   |              | 8 284             | 18 320            | 18 320            |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres  | 3-6.2-6.4    | 2 635 946         | 2 723 523         |                   |
| <i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>               |              | 490 079           | 503 917           |                   |
| <i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i> |              | 2 145 867         | 2 219 606         |                   |
| Actifs financiers disponibles à la vente  | 6.2-6.4      |                   |                   | 3 003 437         |
| Actifs financiers au coût amorti  | 3-6.3-6.4    | 24 880 767        | 24 856 506        |                   |
| <i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>   |              | 2 138 016         | 2 571 385         | 2 571 385         |
| <i>Prêts et créances sur la clientèle</i>   |              | 22 400 477        | 21 909 550        | 21 914 124        |
| <i>Titres de dettes</i>   |              | 342 274           | 375 571           |                   |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux  |              | 36 642            | 41 895            | 41 895            |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance  |              |                   |                   | 373 930           |
| Actifs d'impôts courants et différés  |              | 29 091            | 12 195            | 9 622             |
| Comptes de régularisation et actifs divers  |              | 974 083           | 1 057 918         | 1 057 917         |
| Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées  |              |                   |                   |                   |
| Participation aux bénéfices différée  |              |                   |                   |                   |
| Participation dans les entreprises mises en équivalence   |              | 73 409            | 72 988            | 72 988            |
| Immeubles de placement  | 6.6          | 124 464           | 122 157           | 122 157           |
| Immobilisations corporelles   | 6.7          | 113 295           | 99 880            | 99 880            |
| Immobilisations incorporelles   | 6.7          | 6 036             | 5 790             | 5 790             |
| Ecarts d'acquisition  | 6.8          |                   |                   |                   |
| <b>TOTAL DE L'ACTIF</b>   |              | <b>29 914 208</b> | <b>29 918 313</b> | <b>29 514 640</b> |

## BILAN PASSIF

| <i>(en milliers d'euros)</i>  | Notes | 30/06/2018        | 01/01/2018        | 31/12/2017        |
|---|-------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Banques centrales   |       |                   |                   |                   |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat                                       | 6.1   | 137 589           | 141 961           | 141 961           |
| <i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>                             |       | 53 423            | 57 761            |                   |
| <i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>                     |       | 84 166            | 84 200            |                   |
| Instruments dérivés de couverture   |       | 130 254           | 130 788           | 130 788           |
| Passifs financiers au coût amorti   |       | 23 967 522        | 24 170 024        |                   |
| <i>Dettes envers les établissements de crédit</i>                                       | 6.5   | 15 420 363        | 15 966 337        | 15 982 766        |
| <i>Dettes envers la clientèle</i>   | 6.5   | 7 596 947         | 7 365 085         | 7 365 085         |
| <i>Dettes représentées par un titre</i>   | 6.5   | 950 212           | 838 602           | 838 602           |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux                                |       | 4 832             | 5 627             | 5 627             |
| Passifs d'impôts courants et différés   |       | 44 989            | 29 165            | 12 123            |
| Comptes de régularisation et passifs divers   |       | 964 878           | 778 734           | 778 737           |
| Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées     |       |                   |                   |                   |
| Provisions techniques des contrats d'assurance  |       |                   |                   |                   |
| Provisions  | 6.9   | 91 063            | 95 259            | 95 259            |
| Dettes subordonnées   | 6.10  | 381 791           | 384 269           | 384 269           |
| <b>Total dettes</b>   |       | <b>25 722 918</b> | <b>25 735 827</b> | <b>25 735 217</b> |
| <b>Capitaux propres</b>   |       | <b>4 191 290</b>  | <b>4 182 486</b>  | <b>3 779 423</b>  |
| Capitaux propres part du Groupe   |       | 4 187 030         | 4 178 065         | 3 775 004         |
| Capital et réserves liées   |       | 843 818           | 808 071           | 808 071           |
| Réserves consolidées  |       | 2 902 777         | 2 940 494         | 2 702 528         |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres                           |       | 358 047           | 429 500           | 105 134           |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées |       |                   |                   |                   |
| Résultat de l'exercice  |       | 82 388            |                   | 159 271           |
| Participations ne donnant pas le contrôle   |       | 4 260             | 4 421             | 4 419             |
| <b>TOTAL DU PASSIF</b>  |       | <b>29 914 208</b> | <b>29 918 313</b> | <b>29 514 640</b> |

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

|   | Part du Groupe            |   |                                    |  |   |   |   |              | Participations ne donnant pas le contrôle |                                    |   |   |   | Capitaux propres consolidés |                  |   |           |
|---|---------------------------|---|------------------------------------|--|---|---|---|--------------|---|------------------------------------|---|---|---|-----------------------------|------------------|---|-----------|
|   | Capital et réserves liées |   |                                    |  | Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres |   |   | Résultat net | Capitaux propres                          | Capital réserves liées et résultat | Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres           |   |   |                             | Capitaux propres |   |           |
|   | Capital                   | Primes et Réserves consolidées liées au capital (1) | Elimination des titres autodétenus | Autres instruments de capitaux propres | Total Capital et Réserves consolidées                         | Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables | Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables |              |   |                                    | Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables | Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables |                             |                  | Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres |           |
| <i>(en milliers d'euros)</i>  |                           |   |                                    |  |   |   |   |              |   |                                    |   |   |   |                             |                  |   |           |
| <b>Capitaux propres au 1er janvier 2017 Publié</b>  | 353 141                   | 3 162 917   | -14 422                            |  | 3 501 636   | 56 473  | -6 941  | 49 532       |   | 3 551 168                          | 3 241   |   | 916   |                             | 916              | 4 157   | 3 555 325 |
| Impacts nouvelles normes  |                           |   |                                    |  |   |   |   |              |   |                                    |   |   |   |                             |                  |   |           |
| <b>Capitaux propres au 1er janvier 2017</b>   | 353 141                   | 3 162 917   | -14 422                            |  | 3 501 636   | 56 473  | -6 941  | 49 532       |   | 3 551 168                          | 3 241   |   | 916   |                             | 916              | 4 157   | 3 555 325 |
| Augmentation de capital   | 26 959                    |   |                                    |  | 26 959  |   |   |              |   | 26 959                             |   |   |   |                             |                  |   | 26 959    |
| Variation des titres autodétenus  |                           |   | -375                               |  | -375  |   |   |              |   | -375                               |   |   |   |                             |                  |   | -375      |
| Dividendes versés au 1er semestre 2017  |                           | -35 479   |                                    |  | -35 479   |   |   |              |   | -35 479                            | -216  |   |   |                             |                  | -216  | -35 695   |
| Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle   |                           | 2   |                                    |  | 2   |   |   |              |   | 2                                  | -7  |   |   |                             |                  | -7  | -5        |
| <b>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</b>   | 26 959                    | -35 477   | -375                               |  | -8 893  |   |   |              |   | -8 893                             | -223  |   |   |                             |                  | -223  | -9 116    |
| <b>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>  |                           |   |                                    |  |   | 14 854  |   | 14 854       |   | 14 854                             |   | 138   |   |                             | 138              | 138   | 14 992    |
| Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence   |                           | -215  |                                    |  | -215  |   |   |              |   | -215                               |   |   |   |                             |                  |   | -215      |
| Résultat du 1er semestre 2017   |                           |   |                                    |  |   |   |   | 90 585       |   | 90 585                             | 33  |   |   |                             | 33               |   | 90 618    |
| Autres variations   |                           | 48  |                                    |  | 48  |   |   |              |   | 48                                 |   |   |   |                             |                  |   | 48        |
| <b>Capitaux propres au 30 juin 2017</b>   | 380 100                   | 3 127 273   | -14 797                            |  | 3 492 576   | 71 327  | -6 941  | 64 386       | 90 585                                    | 3 647 547                          | 3 051   |   | 1 054   |                             | 1 054            | 4 105   | 3 651 652 |
| Augmentation de capital   | 18 206                    |   |                                    |  | 18 206  |   |   |              |   | 18 206                             |   |   |   |                             |                  |   | 18 206    |
| Variation des titres autodétenus  |                           |   | -159                               |  | -159  |   |   |              |   | -159                               |   |   |   |                             |                  |   | -159      |
| <b>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</b>   | 18 206                    |   | -159                               |  | 18 047  |   |   |              |   | 18 047                             |   |   |   |                             |                  |   | 18 047    |
| <b>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>  |                           |   |                                    |  |   | 41 366  | -618  | 40 748       |   | 40 748                             |   | 95  |   |                             | 95               | 95  | 40 843    |
| Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence   |                           | -58   |                                    |  | -58   |   |   |              |   | -58                                |   |   |   |                             |                  |   | -58       |
| Résultat du 2nd semestre 2017   |                           |   |                                    |  |   |   |   | 68 686       |   | 68 686                             | 219   |   |   |                             | 219              |   | 68 905    |
| Autres variations   |                           | 34  |                                    |  | 34  |   |   |              |   | 34                                 |   |   |   |                             |                  |   | 34        |
| <b>Capitaux propres au 31 décembre 2017</b>   | 398 306                   | 3 127 249   | -14 956                            |  | 3 510 599   | 112 693   | -7 559  | 105 134      | 159 271                                   | 3 775 004                          | 3 270   |   | 1 149   |                             | 1 149            | 4 419   | 3 779 423 |
| Affectation du résultat 2017  |                           | 159 271   |                                    |  | 159 271   |   |   |              | -159 271                                  |                                    |   |   |   |                             |                  |   |           |
| <b>Capitaux propres au 1er janvier 2018</b>   | 398 306                   | 3 286 520   | -14 956                            |  | 3 669 870   | 112 693   | -7 559  | 105 134      |   | 3 775 004                          | 3 270   |   | 1 149   |                             | 1 149            | 4 419   | 3 779 423 |
| Impacts de l'application de la norme IFRS 9 (2)   |                           | 78 695  |                                    |  | 78 695  | -109 364  | 433 730   | 324 366      |   | 403 061                            | 2   |   |   |                             | 2                |   | 403 063   |
| <b>Capitaux propres au 1er janvier 2018 retraité</b>  | 398 306                   | 3 365 215   | -14 956                            |  | 3 748 565   | 3 329   | 426 171   | 429 500      |   | 4 178 065                          | 3 272   |   | 1 149   |                             | 1 149            | 4 421   | 4 182 486 |
| Augmentation de capital   | 36 131                    |   |                                    |  | 36 131  |   |   |              |   | 36 131                             |   |   |   |                             |                  |   | 36 131    |
| Variation des titres autodétenus  |                           |   | -384                               |  | -384  |   |   |              |   | -384                               |   |   |   |                             |                  |   | -384      |
| Dividendes versés au 1er semestre 2018  |                           | -37 600   |                                    |  | -37 600   |   |   |              |   | -37 600                            | -251  |   |   |                             |                  | -251  | -37 851   |
| Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle   |                           | 1   |                                    |  | 1   |   |   |              |   | 1                                  | -2  |   |   |                             |                  | -2  | -1        |
| <b>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</b>   | 36 131                    | -37 599   | -384                               |  | -1 852  |   |   |              |   | -1 852                             | -253  |   |   |                             |                  | -253  | -2 105    |
| <b>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>  |                           |   |                                    |  | 41  | 703   | -72 156   | -71 453      |   | -71 412                            |   |   |   |                             |                  |   | -71 412   |
| <i>Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves</i> |                           | 41  |                                    |  | 41  |   | -41   | -41          |   |                                    |   |   |   |                             |                  |   |           |
| <i>Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves</i>   |                           |   |                                    |  |   |   | 62  | 62           |   | 62                                 |   |   |   |                             |                  |   | 62        |
| Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence   |                           | -184  |                                    |  | -184  |   |   |              |   | -184                               |   |   |   |                             |                  |   | -184      |
| Résultat du 1er semestre 2018   |                           |   |                                    |  |   |   |   | 82 388       |   | 82 388                             | 92  |   |   |                             | 92               |   | 82 480    |
| Autres variations   |                           | 25  |                                    |  | 25  |   |   |              |   | 25                                 |   |   |   |                             |                  |   | 25        |
| <b>CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2018</b>   | 434 437                   | 3 327 498   | -15 340                            |  | 3 746 595   | 4 032   | 354 015   | 358 047      | 82 388                                    | 4 187 030                          | 3 111   |   | 1 149   |                             | 1 149            | 4 260   | 4 191 290 |

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle

(2) Le détail des impacts sur les capitaux propres lié à la mise en application d'IFRS 9 est présenté dans la note " Effets de l'application de la norme IFRS 9 au 1er janvier 2018".

Les capitaux propres, part du Groupe, s'élèvent à 4,19 milliards d'euros au 30 juin 2018 contre 4,18 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018 (après application d'IFRS9) et 3,78 milliards au 31 décembre 2017 (avant application d'IFRS9). Leur évolution (hors impact IFRS9) résulte principalement des mouvements opposés suivants :

- une augmentation du capital des Caisses Locales (36,13 millions d'euros),
- le résultat du 1<sup>er</sup> semestre 2018 (82,38 millions d'euros),
- une diminution des écarts de réévaluation (- 71,45 millions d'euros),
- la distribution des dividendes de l'exercice 2017 (31,45 millions d'euros par la Caisse régionale Nord de France et 6,15 millions d'euros par les Caisses Locales).

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

| (en milliers d'euros)  | Notes | 30/06/2018       | 31/12/2017       | 30/06/2017      |
|--|-------|------------------|------------------|-----------------|
| <b>Résultat avant impôts</b>   |       | <b>107 103</b>   | <b>213 217</b>   | <b>115 262</b>  |
| Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles  |       | 5 825            | 11 730           | 6 265           |
| Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations                                       |       |                  |                  |                 |
| Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions   |       | 4 898            | 5 788            | 1 828           |
| Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence   |       | -2 145           | -1 286           | -175            |
| Résultat net des activités d'investissement  |       | 668              | -1 960           | -321            |
| Résultat net des activités de financement  |       | 9 919            | 21 618           | 11 248          |
| Autres mouvements  |       | 19 588           | 28 341           | 29 122          |
| <b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements</b> |       | <b>38 753</b>    | <b>64 231</b>    | <b>47 967</b>   |
| Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit   |       | -509 919         | 2 398 837        | 973 780         |
| Flux liés aux opérations avec la clientèle   |       | -262 165         | -1 475 163       | -737 623        |
| Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers                                 |       | -2 396           | -150 881         | -128 697        |
| Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers                                    |       | 253 837          | -229 065         | -186 042        |
| Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence (1)  |       | 1 540            | 1 232            | 1 232           |
| Impôts versés  |       | -23 428          | -47 534          | -24 606         |
| <b>Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>                       |       | <b>-542 531</b>  | <b>497 426</b>   | <b>-101 956</b> |
| <b>Flux provenant des activités abandonnées</b>  |       |                  |                  |                 |
| <b>Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)</b>                             |       | <b>-396 675</b>  | <b>774 874</b>   | <b>61 273</b>   |
| <b>Flux liés aux participations (2)</b>  |       | <b>-2 134</b>    | <b>2 732</b>     | <b>-408</b>     |
| <b>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</b>  |       | <b>-20 154</b>   | <b>-15 814</b>   | <b>-4 954</b>   |
| <b>Flux provenant des activités abandonnées</b>  |       |                  |                  |                 |
| <b>Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)</b>                              |       | <b>-22 288</b>   | <b>-13 082</b>   | <b>-5 362</b>   |
| <b>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (3)</b>                                  |       | <b>-1 831</b>    | <b>9 307</b>     | <b>-8 908</b>   |
| <b>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (4)</b>                           |       | <b>45 431</b>    | <b>-22 790</b>   | <b>51 110</b>   |
| <b>Flux provenant des activités abandonnées</b>  |       |                  |                  |                 |
| <b>Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)</b>                                |       | <b>43 600</b>    | <b>-13 483</b>   | <b>42 202</b>   |
| <b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)</b>          |       |                  |                  |                 |
| <b>Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)</b>   |       | <b>-375 363</b>  | <b>748 309</b>   | <b>98 113</b>   |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>   |       | <b>1 047 260</b> | <b>299 492</b>   | <b>299 492</b>  |
| Solde net des comptes de caisse et banques centrales *   |       | 122 478          | 126 044          | 126 044         |
| Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **                         |       | 924 782          | 173 448          | 173 448         |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>  |       | <b>671 947</b>   | <b>1 047 260</b> | <b>397 505</b>  |
| Solde net des comptes de caisse et banques centrales *   |       | 142 511          | 122 478          | 107 899         |
| Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **                         |       | 529 436          | 924 782          | 289 606         |
| <b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE</b>                                   |       | <b>-375 313</b>  | <b>747 768</b>   | <b>98 013</b>   |

(\*) Composé du solde net des postes "Caisse, banques centrales", hors intérêts courus (y compris trésorerie des entités reclassées en actifs non courants destinés à être cédés)

(\*\*) Composé du solde des postes "Comptes ordinaires débiteurs non douteux" et "Comptes et prêts au jour le jour non douteux" tels que détaillés en note 6.3 et des postes "Comptes ordinaires créditeurs" et "Comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 6.5 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole)

(1) Pour le 1<sup>er</sup> semestre 2018, ce montant correspond aux dividendes reçus de la SAS NACARAT.

(2) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Pour le 1<sup>er</sup> semestre 2018, l'impact net sur la trésorerie du groupe est dû notamment :

- à la prise de participation par le Crédit Agricole Nord de France dans la société SAS CREDIT AGRICOLE PAYMENT SERVICES pour 0,68 million d'euros,
- à la libération du capital par le Crédit Agricole Nord de France dans la société CA REGIONS DEVELOPPEMENT pour un montant de 0,56 millions d'euros,
- à la prise de participation par la société Square Habitat Nord de France dans la société CETIMMO pour un montant de 0,50 million d'euros.

(3) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend notamment :

- le paiement :

- des intérêts aux parts sociales aux sociétaires à hauteur de 6,15 millions d'euros,
- des dividendes CCI aux détenteurs de CCI pour un montant de 16,42 millions d'euros,
- des dividendes CCA à Crédit Agricole SA pour un montant de 15,02 millions d'euros.

- la souscription de parts sociales pour 36,13 millions d'euros dans les Caisses Locales.

(4) Ces autres flux concernent notamment :

- les titres séniors du FCT Crédit Agricole Habitat 2018 souscrits par le public pour un montant net de 66,80 millions d'euros,
- les amortissements liés à la 2<sup>ème</sup> titrisation FCT Crédit Agricole Habitat 2017 pour un montant de 8,99 millions d'euros,
- le règlement des charges d'intérêts liées aux dettes subordonnées pour 9,90 millions d'euros.

# NOTES ANNEXES SUR LES EFFETS DE L'APPLICATION DE LA NORME IFRS 9 AU 1er JANVIER 2018

Transition du bilan du 31 décembre 2017 au 1er janvier 2018

## Actifs financiers

| Actifs financiers            |   | 31/12/2017        | 01/01/2018  |  |   |   |                                   |  |  |  |                                    |                   |  |   |
|------------------------------|---|-------------------|---|--|---|---|-----------------------------------|--|--|--|------------------------------------|-------------------|--|---|
|                              |   | IAS 39            | Reclassements au titre d'IFRS 9                     |  |   |   |                                   |  |  |  |                                    |                   |  |   |
|                              | Valeur au bilan selon IAS 39  | Banques Centrales | Actifs financiers à la juste valeur par résultat    |  |   |   | Instruments dérivés de couverture | Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres                               |  | Actifs financiers au coût amorti                   |                                    |                   | Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées | Participation dans les entreprises mises en équivalence |
|                              |   |                   | Actifs financiers détenus à des fins de transaction | Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat    |   |   |                                   | Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables | Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables | Prêts et créances sur les établissements de crédit | Prêts et créances sur la clientèle | Titres de dettes  |  |   |
|                              |   |                   | Instruments de capitaux propres                     | Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI | Actifs représentatifs de contrats en unités de compte | Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option |                                   |  |  |  |                                    |                   |  |   |
| <i>(en milliers d'euros)</i> |   |                   |   |  |   |   |                                   |  |  |  |                                    |                   |  |   |
|                              | Banques Centrales   | 31 898            | 31 898  |  |   |   |                                   |  |  |  |                                    |                   |  |   |
|                              | Actifs financiers à la juste valeur par résultat                                  | 100 717           |   | 45 798   | 26 747  |   | 28 172                            |  |  |  |                                    |                   |  |   |
|                              | <i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>                        | 45 798            |   | 45 798   |   |   |                                   |  |  |  |                                    |                   |  |   |
|                              | <i>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option <sup>(1)</sup></i> | 54 919            |   |  | 26 747  |   | 28 172                            |  |  |  |                                    |                   |  |   |
|                              | Instruments dérivés de couverture   | 18 320            |   |  |   |   |                                   | 18 320   |  |  |                                    |                   |  |   |
|                              | Actifs disponibles à la vente   | 3 003 437         |   | 81 546   | 597 697   |   |                                   |  | 503 917  | 1 818 473  |                                    |                   | 1 804  |   |
|                              | Prêts et créances sur les établissements de crédit                                | 2 571 385         |   |  |   |   |                                   |  |  |  | 2 571 385                          |                   |  |   |
|                              | Prêts et créances sur la clientèle  | 21 914 124        |   |  | 4 574   |   |                                   |  |  |  |                                    | 21 909 548        |  |   |
|                              | Titres détenus jusqu'à l'échéance   | 373 930           |   |  |   |   |                                   |  |  |  |                                    |                   | 373 930  |   |
|                              | Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées                |                   |   |  |   |   |                                   |  |  |  |                                    |                   |  |   |
|                              | Participation dans les entreprises mises en équivalence                           |                   |   |  |   |   |                                   |  |  |  |                                    |                   |  |   |
|                              | <b>Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IAS 39</b>              | <b>28 013 811</b> |   |  |   |   |                                   |  |  |  |                                    |                   |  |   |
|                              | Retraitement de la valeur comptable au titre d'IFRS 9                             |                   |   |  | 129   |   |                                   |  |  | 401 133  |                                    | 2                 | -163   |   |
| 01/01/2018                   | <b>Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IFRS 9</b>              |                   | <b>31 898</b>                                       | <b>45 798</b>  | <b>81 546</b>   | <b>629 147</b>  | <b>28 172</b>                     | <b>18 320</b>  | <b>503 917</b>   | <b>2 219 606</b>                                   | <b>2 571 385</b>                   | <b>21 909 550</b> | <b>375 571</b>   |   |

(1) Les reclassements liés aux actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option se décomposent comme suit :

|   | IAS 39                           | Reclassement au titre d'IFRS 9   |                                    |
|---|----------------------------------|--|------------------------------------|
|   | Valeur comptable<br>selon IAS 39 | Dont actifs financiers reclassés hors de la<br>catégorie juste valeur par résultat sur option<br>sous IFRS 9 |                                    |
|   |                                  | Reclassement imposé<br>par les dispositions<br>d'IFRS 9  | Reclassement effectué<br>par choix |
| <i>(en milliers d'euros)</i>                                |                                  |  |                                    |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | 54 919                           |  | 26 747                             |
| <i>Instruments de dette</i>                                 | 54 919                           |  | 26 747                             |
| <i>Instruments de capitaux propres</i>                      |                                  |  |                                    |

## Passifs financiers

| Passifs financiers   |   | 31/12/2017                   | 01/01/2018  |                            |                                   |                                   |                  |                |
|--|---|------------------------------|---|----------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|------------------|----------------|
|  |   | IAS 39                       | Reclassements au titre d'IFRS 9                   |                            |                                   |                                   |                  |                |
|  |   | Valeur au bilan selon IAS 39 | Passifs financiers à la juste valeur par résultat |                            | Instruments dérivés de couverture | Passifs financiers au coût amorti |                  |                |
| Passifs financiers détenus à des fins de transaction               | Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option                        |                              | Dettes envers les établissements de crédit        | Dettes envers la clientèle |                                   | Dettes représentées par un titre  |                  |                |
| <i>(en milliers d'euros)</i>                                       |   |                              |   |                            |                                   |                                   |                  |                |
| IAS 39   | Passifs financiers à la juste valeur par résultat                                   | 141 961                      | 57 761  | 84 200                     |                                   |                                   |                  |                |
|  | <i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>                         | 57 761                       | 57 761  |                            |                                   |                                   |                  |                |
|  | <i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option <sup>(1)</sup></i>  | 84 200                       |   | 84 200                     |                                   |                                   |                  |                |
|  | <i>Instruments dérivés de couverture</i>  | 130 788                      |   |                            | 130 788                           |                                   |                  |                |
|  | Dettes envers les établissements de crédit  | 15 982 766                   |   |                            |                                   | 15 982 766                        |                  |                |
|  | Dettes envers la clientèle  | 7 365 085                    |   |                            |                                   |                                   | 7 365 085        |                |
|  | Dettes représentées par un titre  | 838 602                      |   |                            |                                   |                                   |                  | 838 602        |
|  | Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées |                              |   |                            |                                   |                                   |                  |                |
| <b>Solde comptable selon les critères de valorisation d'IAS 39</b> |   | <b>24 459 202</b>            |   |                            |                                   |                                   |                  |                |
| <b>Retraitement de la valeur comptable au titre d'IFRS 9</b>       |   |                              |   |                            |                                   | <b>-16 429</b>                    |                  |                |
| 01/01/2018   | <b>Solde comptable selon les critères de valorisation d'IFRS 9</b>                  |                              | <b>57 761</b>                                     | <b>84 200</b>              | <b>130 788</b>                    | <b>15 966 337</b>                 | <b>7 365 085</b> | <b>838 602</b> |

(1) Les reclassements liés aux passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option se décomposent comme suit :

| <i>(en milliers d'euros)</i>                                 | IAS 39                        | Reclassement au titre d'IFRS 9  |                                 |
|--|-------------------------------|---|---------------------------------|
|  | Valeur comptable selon IAS 39 | Dont passifs financiers reclassés hors de la catégorie juste valeur par résultat sur option sous IFRS 9 |                                 |
|  |                               | Reclassement imposé par les dispositions d'IFRS 9   | Reclassement effectué par choix |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | 84 200                        |   |                                 |

## Transition entre les dépréciations ou provisions constituées selon IAS 39 et les corrections de valeur pour pertes constituées selon IFRS 9

Au titre de l'application d'IFRS 9 au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les modalités de provisionnement évoluent de manière significative. Le tableau suivant présente l'évolution des dépréciations ou provisions passives comptabilisées au 31/12/2017 (selon les dispositions d'IAS 39) vers les corrections de valeur pour pertes comptabilisées au 1<sup>er</sup> janvier (selon les dispositions d'IFRS 9) :

| Dépréciations sur actifs financiers  |   | 31/12/2017                                | 01/01/2018  |   |  |  |   |   |  |   |                                       |
|--|---|---|---|---|--|--|---|---|--|---|---------------------------------------|
|  |   |   | IFRS 9 - Reclassement des montants de dépréciations |   |  |  |   |   |  |   |                                       |
|  |   | IAS 39 -<br>Montant de la<br>dépréciation | Banques<br>Centrales                                | Actifs financiers à la juste valeur par résultat                      |  |  | Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres                |   | Actifs financiers au coût amorti   |   |                                       |
|  |   |   |   | Actifs<br>financiers<br>détenus à des<br>fins de<br>transaction       | Autres actifs financiers à la juste valeur par<br>résultat |  | Actifs<br>financiers à la<br>juste valeur<br>par résultat<br>sur option | Instrument de<br>dettes comptabilisés<br>à la juste valeur par<br>capitaux propres<br>recyclables | Instrument de<br>capitaux propres<br>comptabilisés à la<br>juste valeur par<br>capitaux propres<br>non recyclables | Prêts et créances<br>sur les<br>établissements<br>de crédit | Prêts et créances<br>sur la clientèle |
|  |   |   | Instrument de<br>capitaux<br>propres                | Instrument de<br>dettes ne<br>remplissant<br>pas les critères<br>SPPI |  |  |   |   |  |   |                                       |
| <i>(en milliers d'euros)</i>   |   |   |   |   |  |  |   |   |  |   |                                       |
| Dépréciations<br>selon IAS 39  | Banques Centrales   |   |   |   |  |  |   |   |  |   |                                       |
|  | Actifs disponibles à la vente   | -46 444                                   |   | -3 794  | -4 956   |  |   |   | -37 694  |   |                                       |
|  | Prêts et créances sur les établissements de crédit                        |   |   |   |  |  |   |   |  |   |                                       |
|  | Prêts et créances sur la clientèle  | -391 587                                  |   |   |  |  |   |   |  |   | -391 587                              |
|  | Titres détenus jusqu'à l'échéance   |   |   |   |  |  |   |   |  |   |                                       |
| <b>Soldes comptables de dépréciations selon les dispositions d'IAS 39</b>  |   | <b>-438 031</b>                           |   |   |  |  |   |   |  |   |                                       |
| <b>Retraitements des dépréciations selon IFRS 9</b>  |   |   |   |   |  |  |   |   |  |   |                                       |
| <i>Dont retraitements sur actifs reclassés depuis la catégorie juste valeur par résultat sous IAS 39</i>         |   |   |   | 3 794   | 4 956  |  |   | -706  | 37 694   |   | 2                                     |
| <i>Dont retraitements sur actifs reclassés depuis la catégorie actifs disponibles à la vente sous IAS 39</i>     |   |   |   | 3 794   | 4 956  |  |   | -706  | 37 694   |   |                                       |
| <i>Dont retraitements sur actifs reclassés depuis la catégorie prêts et créances sous IAS 39</i>                 |   |   |   |   |  |  |   |   |  |   | 2                                     |
| <i>Dont retraitements sur actifs reclassés depuis la catégorie titres détenus jusqu'à l'échéance sous IAS 39</i> |   |   |   |   |  |  |   |   |  |   | -163                                  |
| 01/01/2018   | <b>Soldes comptables de dépréciations selon les dispositions d'IFRS 9</b> |   |   |   |  |  |   | -706  |  |   | -391 585                              |
|  |   |   |   |   |  |  |   |   |  |   | -163                                  |

| Provisions sur engagements de hors bilan<br><i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2017                     | Retraitements des provisions<br>selon IFRS 9 | 01/01/2018                     |
|--|--------------------------------|--|--------------------------------|
|  | IAS 39 - Montant de provisions |  | IFRS 9 - Montant de provisions |
| Engagements de financement   |                                |  |                                |
| Engagements de garantie  | 2 672                          |  | 2 672                          |
| <b>Soldes comptables de provisions</b>                                   | <b>2 672</b>                   |  | <b>2 672</b>                   |

La répartition entre dépréciations collectives et dépréciations individuelles sous IAS 39 au 31/12/2017 est la suivante :

| Ventilation des dépréciations des actifs financiers sous IAS 39<br><i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2017                |                             |
|---|---------------------------|-----------------------------|
|   | Dépréciations collectives | Dépréciations individuelles |
| <b>Soldes comptables de dépréciations selon les dispositions d'IAS 39</b>                       | <b>-117 379</b>           | <b>-320 652</b>             |

La répartition des dépréciations par étapes de dépréciation (ou buckets) sous IFRS 9 au 1<sup>er</sup> janvier est la suivante :

| Actifs financiers<br><i>(en milliers d'euros)</i>               | 01/01/2018     |                |                 |
|---|----------------|----------------|-----------------|
|   | Bucket 1       | Bucket 2       | Bucket 3        |
| <b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b> | <b>-706</b>    |                |                 |
| <i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>       |                |                |                 |
| <i>Prêts et créances sur la clientèle</i>                       |                |                |                 |
| <i>Titres de dettes</i>   | -706           |                |                 |
| <b>Actifs financiers au coût amorti</b>                         | <b>-29 860</b> | <b>-87 680</b> | <b>-274 208</b> |
| <i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>       |                |                |                 |
| <i>Prêts et créances sur la clientèle</i>                       | -29 697        | -87 680        | -274 208        |
| <i>Titres de dettes</i>   | -163           |                |                 |
| <b>Total</b>  | <b>-30 566</b> | <b>-87 680</b> | <b>-274 208</b> |

| Engagements hors bilan<br><i>(en milliers d'euros)</i> | 01/01/2018 |          |              |
|--|------------|----------|--------------|
|  | Bucket 1   | Bucket 2 | Bucket 3     |
| Engagements de financement                             |            |          |              |
| Engagements de garantie                                |            |          | 2 672        |
| <b>Total</b>   |            |          | <b>2 672</b> |

## Actifs financiers ayant fait l'objet d'un reclassement du fait de la mise en application d'IFRS 9

| Actifs - Reclassements à la date de première application   | 30/06/2018                                       |   |   |   |   |
|--|--|---|---|---|---|
|  | Comptabilisation selon les dispositions d'IFRS 9 |   | Comptabilisation selon les dispositions d'IFRS 9 si le reclassement n'avait pas eu lieu |   |   |
|  | Valeur au bilan                                  | Produits/charges d'intérêts comptabilisés | Juste valeur  | Gain/Pertes comptabilisés en résultat net | Gain/Pertes comptabilisés directement en capitaux propres |
| <i>(en milliers d'euros)</i>   |  |   |   |   |   |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat reclassés en actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres |  |   |   |   |   |
| Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables                                 |  |   |   |   |   |
| Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables                   |  |   |   |   |   |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat reclassés en actifs financiers au coût amorti                         |  |   |   |   |   |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit   |  |   |   |   |   |
| Prêts et créances sur la clientèle   |  |   |   |   |   |
| Titres de dettes   |  |   |   |   |   |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres reclassés en actifs financiers au coût amorti                 | 1 804  |   | 1 804   |   |   |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit   |  |   |   |   |   |
| Prêts et créances sur la clientèle   |  |   |   |   |   |
| Titres de dettes   | 1 804  |   | 1 804   |   |   |
| <b>Total</b>   | <b>1 804</b>                                     |   | <b>1 804</b>  |   |   |

## Impact sur les capitaux propres de l'application de la norme IFRS 9 au 1er janvier 2018

|   | Impact de 1ère application d'IFRS 9 au 1er janvier 2018 (1) |                                 |  |
|---|---|---------------------------------|--|
|   | Capitaux propres consolidés                                 | Capitaux propres part du Groupe | Capitaux propres - Participations ne donnant pas le contrôle |
| <i>(en milliers d'euros)</i>  |   |                                 |  |
| <b>Capitaux propres au 31/12/2017 - Norme IAS 39</b>  | <b>3 779 423</b>  | <b>3 775 004</b>                | <b>4 419</b>   |
| <b>Incidence sur les réserves</b>   | <b>79 844</b>   | <b>78 695</b>                   | <b>1 149</b>   |
| Réévaluation liée au risque de crédit propre sur passifs à la Juste valeur par résultat sur option  | -252  |                                 |  |
| Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par résultat (y compris annulation de la provision le cas échéant ; en cas de couverture de juste valeur, reclassement uniquement de la portion non couverte) | 41 149  |                                 |  |
| Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par capitaux propres non recyclables : Impact de l'annulation de la dépréciation durable (le cas échéant)   | 37 700  |                                 |  |
| Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par capitaux propres non recyclables : reclassement de la portion couverte en juste valeur (le cas échéant)   | -12 497   |                                 |  |
| Reclassement depuis coût amorti vers Juste valeur par résultat (y compris frais d'acquisition restant à étaler, en cas de couverture de juste valeur reclassement uniquement de la portion non couverte)                          | 96  |                                 |  |
| Actifs (vers Juste valeur par résultat)   | 96  |                                 |  |
| Passifs (vers Juste valeur par résultat)  |   |                                 |  |
| Reclassement depuis Juste valeur par résultat vers Juste valeur par capitaux propres recyclables  |   |                                 |  |
| Reclassement depuis Juste valeur par résultat vers coût amorti (y compris commissions restant à étaler)   |   |                                 |  |
| Actifs (depuis Juste valeur par résultat par nature et sur option)  |   |                                 |  |
| Passifs (depuis Juste valeur par résultat sur option)   |   |                                 |  |
| Impact des arrêts de couverture hors couverture de juste valeur   |   |                                 |  |
| Comptabilisation des pertes de crédit attendues (sur actifs financiers, actifs entrant dans le champs d'IAS 17 et IFRS 15, engagements hors bilan)  | 1 941   |                                 |  |
| Reclassement des instruments de capitaux propres Juste valeur par résultat sur option vers Juste valeur par capitaux propres non recyclables  |   |                                 |  |
| Impact des modifications sur actifs/passifs financiers évalués au coût amorti   | 11 707  |                                 |  |
| <b>Réserves - hors entreprises mises en équivalence</b>   | <b>79 844</b>   |                                 |  |
| <b>Réserves - entreprises mises en équivalence</b>  |   |                                 |  |
| <b>Réserves - activités abandonnées</b>   |   |                                 |  |
| <b>Incidence sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>  | <b>-110 511</b>   | <b>-109 364</b>                 | <b>-1 147</b>  |
| Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par résultat (en cas de couverture de juste valeur, reclassement uniquement de la portion non couverte)   | -41 232   |                                 |  |
| Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers Coût amorti (en cas de couverture de juste valeur, reclassement uniquement de la portion non couverte)   |   |                                 |  |
| Reclassement depuis Coût amorti vers Juste valeur par capitaux propres recyclables (en cas de couverture de juste valeur, reclassement uniquement de la portion non couverte)   |   |                                 |  |
| Reclassement des instruments de capitaux propres depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par capitaux propres non recyclables  | -69 803   |                                 |  |
| Reclassement depuis Juste valeur par résultat vers Juste valeur par capitaux propres recyclables  |   |                                 |  |
| Impact des arrêts de couverture hors couverture de juste valeur   |   |                                 |  |
| Comptabilisation des pertes de crédit attendues sur actifs financiers à la Juste valeur par capitaux propres recyclables  | 524   |                                 |  |
| <b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables (nets d'impôt) - hors entreprises mises en équivalence</b>   | <b>-110 511</b>   |                                 |  |
| <b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables (nets d'impôt) - entreprises mises en équivalence</b>  |   |                                 |  |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées</b>   |   |                                 |  |
| <b>Incidence sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>  | <b>433 730</b>  | <b>433 730</b>                  |  |
| Réévaluation liée au risque de crédit propre sur passifs à la Juste valeur par résultat sur option  | 252   |                                 |  |
| Reclassement des instruments de capitaux propres depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par capitaux propres non recyclables  | 433 478   |                                 |  |
| Reclassement des instruments de capitaux propres à la Juste valeur par résultat sur option vers Juste valeur par capitaux propres non recyclables   |   |                                 |  |
| <b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables (nets d'impôts) - hors entreprises mises en équivalence</b>  | <b>433 730</b>  |                                 |  |
| <b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables (nets d'impôts) - entreprises mises en équivalence</b>   |   |                                 |  |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées</b>   |   |                                 |  |
| <b>Total - Impact sur les capitaux propres lié à la mise en application d'IFRS 9</b>  | <b>403 063</b>  | <b>403 061</b>                  | <b>2</b>   |
| <b>Capitaux propres au 01/01/2018 - Norme IFRS 9</b>  | <b>4 182 486</b>  | <b>4 178 065</b>                | <b>4 421</b>   |

(1) Les montants présentés sont nets d'impôts

## 1. Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisées

### 1.1 Normes applicables et comparabilité

Les comptes consolidés intermédiaires résumés du groupe Crédit Agricole Nord de France au 30 juin 2018 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le groupe Crédit Agricole sur l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2017 établis, en application du règlement CE n°1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite « *carve out* »), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2018 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2018.

Celles-ci portent sur :

| Normes, Amendements ou Interprétations  | Date de publication par l'Union européenne | Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du | Applicable dans le Groupe |
|---|--|---|---------------------------|
| <b>IFRS 9 Instruments financiers</b><br>Remplacement d'IAS 39 - Instruments financiers : classification et évaluation, dépréciation, couverture   | 22 novembre 2016<br>(UE 2016/2067)         | 1 <sup>er</sup> janvier 2018                              | Oui                       |
| <b>Amendement à IFRS 4 Contrats d'assurance / IFRS 9 Instruments financiers</b><br>Proposition d'approches optionnelles permettant aux entreprises ayant des activités d'assurance de gérer le décalage d'application entre la norme IFRS 9 et IFRS 4 | 3 novembre 2017<br>(UE 2017/1988)          | 1 <sup>er</sup> janvier 2018                              | Oui                       |
| <b>IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients</b><br>Remplacement d'IAS 11 sur la reconnaissance des contrats de construction et d'IAS 18 sur la reconnaissance des produits ordinaires                     | 22 septembre 2016<br>(UE 2016/1905)        | 1 <sup>er</sup> janvier 2018                              | Oui                       |
| <b>Amendement à IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients</b><br>Clarifications à IFRS 15  | 31 octobre 2017<br>(UE 2017/1987)          | 1 <sup>er</sup> janvier 2018                              | Oui                       |
| <b>Améliorations des IFRS cycle 2014-</b>   | 7 février 2018                             |   |                           |

|  |                                  |                              |     |
|--|----------------------------------|------------------------------|-----|
| <b>2016 :</b><br>- IFRS 12 <i>Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités</i><br>- IAS 28 <i>Participations dans des entreprises associées et des coentreprises</i><br>- IFRS 1 <i>Première adoption des normes internationales d'information financière</i> | (UE 2018/182)                    | 1 <sup>er</sup> janvier 2017 | Oui |
|  |                                  | 1 <sup>er</sup> janvier 2018 | Oui |
|  |                                  | 1 <sup>er</sup> janvier 2018 | Non |
| <b>Amendement à IFRS 2 Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions</b><br>Clarifications à IFRS 2   | 26 février 2018<br>(UE 2018/289) | 1 <sup>er</sup> janvier 2018 | Oui |
| <b>Amendement à IAS 40 Immeubles de placement</b><br>Clarification du principe de transfert, entrée ou sortie, de la catégorie Immeubles de placement  | 14 mars 2018<br>(UE 2018/400)    | 1 <sup>er</sup> janvier 2018 | Oui |
| <b>IFRIC 22 Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée</b><br>Clarifications à IAS 21 <i>Effets des variations des cours des monnaies étrangères</i>  | 3 avril 2018<br>(UE 2018/519)    | 1 <sup>er</sup> janvier 2018 | Oui |

Ainsi, le groupe Crédit Agricole publie pour la première fois à compter du 1er janvier 2018 ses états financiers IFRS en application de la norme IFRS 9 *Instruments financiers* et de la norme IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (cf. chapitre 1.2 Principes et méthodes comptables).

La norme IFRS 9 Instruments Financiers remplace la norme IAS 39 *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. Elle définit de nouveaux principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

La norme IFRS 9 est d'application rétrospective et obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 en ajustant le bilan d'ouverture en date de première application, sans l'obligation de retraiter les états financiers de la période comparative 2017. En conséquence, les actifs et passifs relatifs aux instruments financiers 2017 sont comptabilisés et évalués selon l'application de la norme IAS 39 telle que décrite dans les principes et méthodes comptables présentés dans les états financiers 2017.

La norme IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients remplace les normes IAS 11 *Contrats de construction*, IAS 18 *Produits des activités ordinaires*, ainsi que toutes les interprétations liées IFRIC 13 *Programmes de fidélisation de la clientèle*, IFRIC 15 *Contrats de construction de biens immobiliers*, IFRIC 18 *Transferts d'actifs provenant de clients* et SIC 31 *Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité*.

Pour la première application de la norme IFRS 15, le groupe Crédit Agricole a choisi la méthode rétrospective modifiée sans comparatif au niveau de l'exercice 2017. L'application de la norme IFRS 15 n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat et les capitaux propres.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Ceci concerne en particulier :

| Normes, Amendements ou Interprétations   | Date de publication par l'Union européenne | Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du | Applicable dans le Groupe |
|--|--|---|---------------------------|
| <b>Amendement à IFRS 9 <i>Instruments financiers</i></b><br>Options de remboursement anticipé avec pénalité négative | 22 mars 2018<br>(UE 2018/498)              | 1 <sup>er</sup> janvier 2019<br>(1)                                   | Oui                       |
| <b>IFRS 16 <i>Contrats de location</i></b><br>Remplacement d'IAS 17 sur la comptabilisation des contrats de location | 31 octobre 2017<br>(UE 2017/1986)          | 1 <sup>er</sup> janvier 2019  | Oui                       |

(1) Le Groupe a décidé d'appliquer de manière anticipée l'amendement à IFRS 9 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018

La norme IFRS 16 *Contrats de location* remplacera la norme IAS 17 et toutes les interprétations liées (IFRIC 4 *Déterminer si un accord contient un contrat de location*, SIC 15 *Avantages dans les contrats de location* et SIC 27 *Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location*). Elle sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

La principale évolution apportée par la norme IFRS 16 concerne la comptabilité des locataires. IFRS 16 imposera pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location, avec la reconnaissance au passif d'une dette locative représentative des engagements sur toute la durée du contrat, et à l'actif un droit d'utilisation à amortir.

Le groupe Crédit Agricole s'est organisé pour mettre en œuvre la norme IFRS 16 dans les délais requis, en y intégrant les fonctions comptables, finances, risques et achats. Une première étude d'impact de la mise en œuvre de la norme dans le Groupe a été réalisée au second semestre 2017. À ce stade de l'avancement du projet, le Groupe reste entièrement mobilisé sur la définition et le choix des options structurantes liées à l'interprétation de la norme et sur les travaux d'adaptation des systèmes d'information impliquant des travaux de spécification des outils Finance. L'ensemble de ces travaux se poursuivent sur 2018 et intégreront au second semestre des chiffrages d'impacts sur la base des états financiers au 31 décembre 2017.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 30 juin 2018 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2018.

Par ailleurs, plusieurs amendements et une interprétation à des normes existantes ont été publiés par l'IASB, sans enjeu majeur pour le Groupe, qui s'appliquent sous réserve de leur adoption par l'Union européenne. Il s'agit d'une part des amendements à IAS 12 *Impôt sur le résultat*, IAS 23 *Coût d'emprunt*, IFRS 3/IFRS 11 *Regroupement d'entreprises*, IAS 19 *Avantages au personnel* et IAS 28 *Participations dans des entreprises associées* applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2019. D'autre part, il s'agit de l'interprétation IFRIC 23 *Positions fiscales incertaines* applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2017 du groupe Crédit Agricole Nord de France et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives

sur l'évolution de la situation financière et des performances du groupe Crédit Agricole Nord de France sont mentionnées dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, la valorisation des entreprises mises en équivalence, les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

## 1.2 Principes et méthodes comptables

### ➤ Instruments financiers (IFRS 9, IAS 39 et IAS 32)

#### ✓ Définitions

La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent, qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne y compris pour les actifs financiers détenus par les entités d'assurance du Groupe.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Il est toutefois précisé que le groupe Crédit Agricole Nord de France utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macro-couverture.

#### ✓ Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers

- Evaluation initiale

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

- Evaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classification soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE), soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Pour les instruments dérivés, ils sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance. Dans le cas d'un actif financier, le montant est ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

### ✓ **Actifs financiers**

- Classement et évaluation des actifs financiers

Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur. Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers au coût amorti ;
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (i.e. prêts et titres à revenu fixes ou déterminables) ou
- d'instruments de capitaux propres (i.e. actions).

#### ➤ Instruments de dette

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépend de deux critères réunis : le modèle de gestion et l'analyse des caractéristiques contractuelles sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

- Les trois modèles de gestion :

Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management du groupe Crédit Agricole Nord de France pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

- Le *modèle de pure collecte* dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas

systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;

- Le *modèle mixte* dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ;
- Les caractéristiques contractuelles (test '*Solely Payments of Principal & Interests*' ou test 'SPPI') :

Le test 'SPPI' regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs...).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou Benchmark test) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des « tranches »).

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas le test SPPI nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche « *look-through* » et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test 'SPPI' peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :

| Instruments de dette |               | Modèles de gestion        |   |                           |
|----------------------|---------------|---------------------------|---|---------------------------|
|                      |               | Pure collecte             | Mixte   | Pure cession              |
| Test SPPI            | Satisfait     | Coût amorti               | Juste valeur par capitaux propres recyclables | Juste valeur par résultat |
|                      | Non satisfait | Juste valeur par résultat | Juste valeur par résultat                     | Juste valeur par résultat |

#### ❖ Instruments de dette au coût amorti

Les instruments de dette sont évalués au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle collecte et s'ils respectent le test 'SPPI'.

Ils sont enregistrés à la date de règlement- livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

Cette catégorie d'actifs financiers fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Provisionnement pour risque de crédit ».

#### ❖ Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Les instruments de dette sont évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables s'ils sont éligibles au modèle mixte et s'ils respectent le test 'SPPI'.

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

L'amortissement des éventuelles surcotes/décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Provisionnement pour risque de crédit » (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

#### ❖ Instruments de dette à la juste valeur par résultat

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- Les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession;

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un

portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitragiste. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel le groupe Crédit Agricole Nord de France détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.

- Les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test 'SPPI'. C'est notamment le cas des OPCVM ;
- Les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels l'entité choisit pour la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus. Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en Produit Net Bancaire (PNB), en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature sont enregistrés à la date de règlement- livraison.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

#### ➤ Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.

#### ❖ Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Ils sont enregistrés à la date de règlement - livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en Produit Net Bancaire (PNB), en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

#### ❖ Instrument de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable)

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique dès la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat.

- Acquisition et cession temporaire de titres

Les cessions temporaires de titres (prêts de titres, titres donnés en pension livrés) ne remplissent généralement pas les conditions de décomptabilisation.

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan. Dans le cas de titres mis en pension, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.

Les titres empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire.

Dans le cas de titres pris en pension, une créance à l'égard du cédant est enregistrée au bilan du cessionnaire en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.

Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat *pro rata* temporis sauf en cas de classement des actifs et passifs à la juste valeur par résultat.

- Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, l'entité continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à cette date à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test 'SPPI'.

- Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20)

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole S.A. accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. En conséquence, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. Ainsi, les prêts qui bénéficient de ces bonifications sont accordés au taux de marché.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées en résultat sous la rubrique Intérêts et produits assimilés et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

## ✓ **Passifs financiers**

- **Classement et évaluation des passifs financiers**

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- passifs financiers au coût amorti.

### ➤ Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

### ➤ Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Les passifs financiers répondant à l'une des trois conditions définies par la norme, pourront être évalués à la juste valeur par résultat sur option : pour des émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, dans une optique de réduction ou d'élimination de distorsion de traitement comptable ou dans le cas de groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable.

### ➤ Passifs financiers évalués au coût amorti

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivé) sont évalués au coût amorti.

Ce portefeuille est enregistré en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis est comptabilisé ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

### ➤ Produits de la collecte

Les produits de la collecte sont comptabilisés dans la catégorie des Passifs financiers au coût amorti – Dettes envers la clientèle malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne-logement et les comptes d'épargne-logement donnent lieu le cas échéant à une provision.

- Reclassement de passifs financiers

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

Seuls des cas de requalification (instrument de dette versus capitaux propres) peuvent intervenir.

- Distinction dettes – capitaux propres

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance économique des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
- d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

- Rachat d'actions propres

Les actions propres ou instruments dérivés équivalents tels que les options sur actions achetées par le groupe Crédit Agricole Nord de France présentant une parité d'exercice fixe, y compris les actions détenues en couverture des plans de *stock-options*, ne rentrent pas dans la définition d'un actif financier et sont comptabilisées en déduction des capitaux propres. Elles ne génèrent aucun impact sur le compte de résultat.

- Décomptabilisation et modification des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ou
- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistré comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat. Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote/surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au T.I.E. d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

## ✓ **Provisionnement pour risque de crédit**

- **Champ d'application**

Conformément à IFRS 9, le groupe Crédit Agricole Nord de France comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues ('*Expected Credit Losses*' ou '*ECL*') sur les encours suivants :

- les actifs financiers d'instruments de dette comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat;
- les engagements de garantie relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les créances locatives relevant de la norme IAS 17 et,
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments en juste valeur par contrepartie résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le chapitre 5 'Facteurs de risque et Pilier 3' du Document de référence de Crédit Agricole S.A.

- **Risque de crédit et étapes de provisionnement**

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (*Buckets*) :

- 1ère étape (*Bucket 1*) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie ...), l'entité comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;
- 2ème étape (*Bucket 2*) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, l'entité comptabilise les pertes attendues à maturité;
- 3ème étape (*Bucket 3*) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, l'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en *bucket 3* ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en *bucket 2*, puis en *bucket 1* en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

➤ **Définition du défaut**

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement généralement supérieur à quatre-vingt-dix jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;

- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

La définition de 'défaut' est appliquée uniformément à tous les instruments financiers, à moins que des informations qui deviennent disponibles indiquent qu'une autre définition de 'défaut' convient davantage à un instrument financier particulier.

Un encours en défaut (*Bucket 3*) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Sur le périmètre Grande clientèle : la contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après régularisation complète du retard constaté et des autres éléments déclencheurs du défaut (levée du défaut pour la société mère, levée d'une alerte ayant entraîné le défaut, etc.).

Sur le périmètre de la banque de détail : les encours en défaut ne retournent en encours non en défaut qu'après régularisation intégrale des impayés.

#### ➤ La notion de perte de crédit attendue « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

#### • Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêté (*Point in Time*) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (*Forward Looking*), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (*Through The Cycle*) pour la probabilité de défaut et en bas de cycle (*Downturn*) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les *floors* qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (*'Loss Given Default'* ou *'LGD'*).

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les paramètres IFRS 9 sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le Groupe et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.

- Dégradation significative du risque de crédit

Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (*Buckets*).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur 2 niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- un deuxième niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du *Forward Looking* local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster

les critères Groupe de déclassement en *Bucket 2* (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de *Bucket 1* à *Bucket 2* des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

Pour mesurer la dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, il est nécessaire de récupérer la notation interne et la PD (probabilité de défaut) à l'origine.

L'origine s'entend comme la date de négociation, lorsque l'entité devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Pour les engagements de financement et de garantie, l'origine s'entend comme la date d'engagement irrévocable.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en *Bucket 2*.

Pour les encours (à l'exception des titres) pour lesquels des dispositifs de notation internes ont été construits (en particulier les expositions suivies en méthodes autorisées), le groupe Crédit Agricole considère que l'ensemble des informations intégrées dans les dispositifs de notation permet une appréciation plus pertinente que le seul critère d'impayé de plus de 30 jours.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (*Bucket 1*).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base collective peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, le groupe Crédit Agricole Nord de France utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en-deçà duquel les expositions seront classées en *Bucket 1* et provisionnées sur la base d'un ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- les titres notés « *Investment Grade* », en date d'arrêt, seront classés en *Bucket 1* et provisionnés sur la base d'un ECL à 12 mois ;
- les titres notés « *Non-Investment Grade* » (NIG), en date d'arrêt, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en *Bucket 2* (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (*Bucket 3*).

- Restructurations pour cause de difficultés financières

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels l'entité a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement du titre en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le chapitre Facteurs de risque du Document de référence de Crédit Agricole S.A., les restructurations de créances correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créances ;
- Un client en situation financière difficile.

Par « modification de contrat », sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- Il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- Les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par « refinancement », sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (*Bucket 3*). La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit

donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de 'créance restructurée' est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de "restructurée" pendant une période a minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements prévus par les normes du Groupe (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Le calcul de la décote de restructuration est égal à la différence entre :

- La valeur comptable de la créance ;
- Et la somme des flux futurs « restructurés », actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine.

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer flat en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en PNB.

- Irrécouvrabilité

Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tous passages en perte, un provisionnement en *Bucket 3* aura dû être constitué (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en PNB pour les intérêts.

### ✓ Instruments financiers dérivés

- Classement et évaluation

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

A chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- En résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;

- En capitaux propres s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

- La comptabilité de couverture

- Cadre général

Conformément à la décision du Groupe, le groupe Crédit Agricole Nord de France n'applique pas le volet « comptabilité de couverture » d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro couverture de juste valeur lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

- Documentation

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- La couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;
- La couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;
- La couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation du groupe Crédit Agricole Nord de France.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- Éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- Documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- Démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole S.A. privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite *carve out*). Notamment :

- Le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;
- La justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

Des précisions sur la stratégie de gestion des risques du Groupe et son application sont apportées dans le chapitre 5 'Facteurs de risque et Pilier 3' du Document de référence de Crédit Agricole S.A.

#### ➤ Evaluation

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;
- couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement :

- couverture de juste valeur : seul l'instrument de couverture continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à sa classification. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que l'élément couvert affecte le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est donc amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- couverture d'investissement net à l'étranger : Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

- Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers.

Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

### ✓ Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit. C'est notamment le cas du calcul de CVA/DVA décrit dans le chapitre 5 'Facteurs de risque et Pilier 3' du Document de référence de Crédit Agricole S.A.

Le groupe Crédit Agricole Nord de France considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

- Juste valeur des émissions structurées

Conformément à la norme IFRS 13, le groupe Crédit Agricole Nord de France valorise ses émissions structurées comptabilisées à la juste valeur en prenant comme référence le spread émetteur que les intervenants spécialisés acceptent de recevoir pour acquérir de nouvelles émissions du Groupe.

- Risque de contrepartie sur les dérivés

Le groupe Crédit Agricole Nord de France intègre dans la juste valeur l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) et, selon une approche symétrique, le risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue du groupe Crédit Agricole, le DVA les pertes attendues sur le groupe Crédit Agricole du point de vue de la contrepartie.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. Elle repose prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS nominatifs cotés (ou CDS *Single Name*) ou les CDS indiciels en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie. Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

- Hiérarchie de la juste valeur

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation

- Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif (tels que la Bourse de Paris, le *London Stock Exchange*, le *New York Stock Exchange*...), des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures. Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, le groupe Crédit Agricole Nord de France retient des cours *mid-price* comme base de l'établissement de la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

- Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à l'entité, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de *Black & Scholes*) et fondée sur des données de marché observables ;
- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marchés observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

Lorsque les modèles utilisés sont fondés notamment sur des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité

implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

- Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent « observables », la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

#### ✓ **Compensation des actifs et passifs financiers**

Conformément à la norme IAS 32, le groupe Crédit Agricole Nord de France compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement s'il a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de réaliser le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

#### ✓ **Gains ou pertes nets sur instruments financiers**

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- Les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;

- Les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- Les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
- Les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables;
- Les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

#### ✓ **Engagements de financement et garanties financières donnés**

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre « Dépréciation » ou,
- le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

#### ➤ **Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients (IFRS 15)**

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif.

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

- le résultat d'une transaction associé à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique Commissions, lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel).
  - a) Les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue.
  - b) Les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

## **2. Principales opérations de structure et événements significatifs de la période**

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 30 juin 2018 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 10 Périmètre de consolidation au 30 juin 2018.

Au 30/06/2018, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2018) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les 39 Caisses régionales le 26 avril 2018. Cette transaction est le second RMBS français placé dans le marché par le Groupe.

Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales au « FCT Crédit Agricole Habitat 2018 » pour un montant de 1 milliard d'euros. Les titres senior adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs européens (banques, fonds et banques centrales).

Dans le cadre de cette titrisation, le groupe Crédit Agricole Nord de France a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 75,56 millions d'euros au FCT Crédit Agricole Habitat 2018. Elle a souscrit pour 9,9 millions d'euros des titres subordonnés.

## **3. Risque de crédit**

### ***Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période***

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit. Les différentes étapes de dépréciations ("Actifs sains" - *Bucket 1* et *Bucket 2* et "Actifs dépréciés" – *Bucket 3*) sont explicitées dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers – Provisionnement pour risque de crédit".

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

### Actifs financiers au coût amorti : Titres de dettes

|                              | Actifs sains                                  |                                  |  |                                  | Actifs dépréciés<br>(Bucket 3) |                                  | Total                      |                                      |                                  |
|------------------------------|---|----------------------------------|--|----------------------------------|--------------------------------|----------------------------------|----------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|
|                              | Actifs soumis à une ECL 12 mois<br>(Bucket 1) |                                  | Actifs soumis à une ECL à maturité<br>(Bucket 2) |                                  |                                |                                  |                            |                                      |                                  |
|                              | Valeur comptable brute                        | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable brute                           | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable brute         | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable brute (a) | Correction de valeur pour pertes (b) | Valeur Nette comptable (a) + (b) |
| <i>(en milliers d'euros)</i> |   |                                  |  |                                  |                                |                                  |                            |                                      |                                  |
| Au 1er janvier 2018          | 375 734                                       | -163                             |  |                                  |                                |                                  | 375 734                    | -163                                 | 375 571                          |
| Au 30 juin 2018              | 342 424                                       | -150                             |  |                                  |                                |                                  | 342 424                    | -150                                 | 342 274                          |

### Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)

|                              | Actifs sains                                  |                                  |  |                                  | Actifs dépréciés<br>(Bucket 3) |                                  | Total                      |                                      |                                  |
|------------------------------|---|----------------------------------|--|----------------------------------|--------------------------------|----------------------------------|----------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|
|                              | Actifs soumis à une ECL 12 mois<br>(Bucket 1) |                                  | Actifs soumis à une ECL à maturité<br>(Bucket 2) |                                  |                                |                                  |                            |                                      |                                  |
|                              | Valeur comptable brute                        | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable brute                           | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable brute         | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable brute (a) | Correction de valeur pour pertes (b) | Valeur Nette comptable (a) + (b) |
| <i>(en milliers d'euros)</i> |   |                                  |  |                                  |                                |                                  |                            |                                      |                                  |
| Au 1er janvier 2018          | 289 221                                       |                                  |  |                                  |                                |                                  | 289 221                    |                                      | 289 221                          |
| Au 30 juin 2018              | 298 096                                       |                                  | 9  |                                  |                                |                                  | 298 105                    |                                      | 298 105                          |

### Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle

|                              | Actifs sains                                  |                                  |  |                                  | Actifs dépréciés<br>(Bucket 3) |                                  | Total                      |                                      |                                  |
|------------------------------|---|----------------------------------|--|----------------------------------|--------------------------------|----------------------------------|----------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|
|                              | Actifs soumis à une ECL 12 mois<br>(Bucket 1) |                                  | Actifs soumis à une ECL à maturité<br>(Bucket 2) |                                  |                                |                                  |                            |                                      |                                  |
|                              | Valeur comptable brute                        | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable brute                           | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable brute         | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable brute (a) | Correction de valeur pour pertes (b) | Valeur Nette comptable (a) + (b) |
| <i>(en milliers d'euros)</i> |   |                                  |  |                                  |                                |                                  |                            |                                      |                                  |
| Au 1er janvier 2018          | 20 420 905                                    | -29 697                          | 1 405 565  | -87 680                          | 474 665                        | -274 208                         | 22 301 135                 | -391 585                             | 21 909 550                       |
| Au 30 juin 2018              | 20 866 505                                    | -30 923                          | 1 459 725  | -84 483                          | 460 493                        | -270 840                         | 22 786 723                 | -386 246                             | 22 400 477                       |

### Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres : Titres de dettes

|                              | Actifs sains                                  |                                  |  |                                  | Actifs dépréciés<br>(Bucket 3) |                                  | Total            |                                  |
|------------------------------|---|----------------------------------|--|----------------------------------|--------------------------------|----------------------------------|------------------|----------------------------------|
|                              | Actifs soumis à une ECL 12 mois<br>(Bucket 1) |                                  | Actifs soumis à une ECL à maturité<br>(Bucket 2) |                                  |                                |                                  |                  |                                  |
|                              | Valeur comptable                              | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable                                 | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable               | Correction de valeur pour pertes | Valeur comptable | Correction de valeur pour pertes |
| <i>(en milliers d'euros)</i> |   |                                  |  |                                  |                                |                                  |                  |                                  |
| Au 1er janvier 2018          | 503 917                                       | -706                             |  |                                  |                                |                                  | 503 917          | -706                             |
| Au 30 juin 2018              | 490 079                                       | -666                             |  |                                  |                                |                                  | 490 079          | -666                             |

### Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

|                              | Engagements sains                               |                                  |  |                                  | Engagements dépréciés (Bucket 3) |                                  | Total                       |                                      |                                       |
|------------------------------|---|----------------------------------|--|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|-----------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|
|                              | Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1) |                                  | Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2) |                                  | Montant de l'engagement          | Correction de valeur pour pertes | Montant de l'engagement (a) | Correction de valeur pour pertes (b) | Montant net de l'engagement (a) + (b) |
|                              | Montant de l'engagement                         | Correction de valeur pour pertes | Montant de l'engagement                            | Correction de valeur pour pertes |                                  |                                  |                             |                                      |                                       |
| <i>(en milliers d'euros)</i> |   |                                  |  |                                  |                                  |                                  |                             |                                      |                                       |
| Au 1er janvier 2018          | 2 420 019                                       |                                  |  |                                  | 10 129                           |                                  | 2 430 148                   |                                      | 2 430 148                             |
| Au 30 juin 2018              | 2 334 135                                       |                                  | 51 129   |                                  | 2 784                            |                                  | 2 388 048                   |                                      | 2 388 048                             |

### Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

|                              | Engagements sains                               |                                  |  |                                  | Engagements dépréciés (Bucket 3) |                                  | Total                       |                                      |                                       |
|------------------------------|---|----------------------------------|--|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|-----------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|
|                              | Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1) |                                  | Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2) |                                  | Montant de l'engagement          | Correction de valeur pour pertes | Montant de l'engagement (a) | Correction de valeur pour pertes (b) | Montant net de l'engagement (a) + (b) |
|                              | Montant de l'engagement                         | Correction de valeur pour pertes | Montant de l'engagement                            | Correction de valeur pour pertes |                                  |                                  |                             |                                      |                                       |
| <i>(en milliers d'euros)</i> |   |                                  |  |                                  |                                  |                                  |                             |                                      |                                       |
| Au 1er janvier 2018          | 628 601   |                                  | 89 699   |                                  | 4 231                            | -2 672                           | 722 531                     | -2 672                               | 719 859                               |
| Au 30 juin 2018              | 669 708   |                                  | 63 983   |                                  | 2 677                            | -2 630                           | 736 368                     | -2 630                               | 733 738                               |

**Dépréciations des actifs financiers au 31/12/2017**

| <i>(en milliers d'euros)</i>                     | <b>31/12/2016</b> | <b>Variations de périmètre</b> | <b>Dotations</b> | <b>Reprises et utilisations</b> | <b>Ecart de conversion</b> | <b>Autres mouvements</b> | <b>31/12/2017</b> |
|--|-------------------|--------------------------------|------------------|---------------------------------|----------------------------|--------------------------|-------------------|
| Créances sur les établissements de crédit        |                   |                                |                  |                                 |                            |                          |                   |
| Créances sur la clientèle                        | -397 510          |                                | -527 839         | 533 765                         |                            |                          | -391 584          |
| <i>dont dépréciations collectives</i>            | -100 686          |                                | -451 853         | 435 160                         |                            |                          | -117 379          |
| Opérations de location-financement               |                   |                                |                  |                                 |                            |                          |                   |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance     |                   |                                |                  |                                 |                            |                          |                   |
| Actifs disponibles à la vente                    | -49 871           |                                | -1 040           | 4 468                           |                            |                          | -46 443           |
| Autres actifs financiers                         | -792              |                                | -454             | 449                             |                            |                          | -797              |
| <b>Total Dépréciations des actifs financiers</b> | <b>-448 173</b>   |                                | <b>-529 333</b>  | <b>538 682</b>                  |                            |                          | <b>-438 824</b>   |

#### 4. Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

##### 4.1 Produits et Charges d'intérêts

| <i>(en milliers d'euros)</i>                                     | <b>30/06/2018</b> |
|--|-------------------|
| Sur les actifs financiers au coût amorti                         | 280 350           |
| Opérations avec les établissements de crédit                     | 1 921             |
| Opérations internes au Crédit Agricole                           | 31 538            |
| Opérations avec la clientèle                                     | 244 935           |
| Opérations de location-financement                               |                   |
| Titres de dettes   | 1 956             |
| Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | 541               |
| Opérations avec les établissements de crédit                     |                   |
| Opérations avec la clientèle                                     |                   |
| Titres de dettes   | 541               |
| Intérêts courus et échus des instruments de couverture           | 3 963             |
| Autres intérêts et produits assimilés                            |                   |
| <b>Produits d'intérêts (1) (2)</b>                               | <b>284 854</b>    |
| Sur les passifs financiers au coût amorti                        | -136 865          |
| Opérations avec les établissements de crédit                     | -2 801            |
| Opérations internes au Crédit Agricole                           | -81 698           |
| Opérations avec la clientèle                                     | -20 804           |
| Opérations de location-financement                               |                   |
| Dettes représentées par un titre                                 | -21 664           |
| Dettes subordonnées  | -9 898            |
| Intérêts courus et échus des instruments de couverture           | -26 672           |
| Autres intérêts et charges assimilées                            |                   |
| <b>Charges d'intérêts</b>  | <b>-163 537</b>   |

(1) dont 4 333 milliers d'euros sur créances dépréciées (*Bucket 3*) au 30 juin 2018

(2) dont 4 681 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 30 juin 2018

| <i>(en milliers d'euros)</i>  | <b>31/12/2017</b> | <b>30/06/2017</b> |
|---|-------------------|-------------------|
| Sur opérations avec les établissements de crédit                          | 3 327             | 1 835             |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole                                | 62 907            | 31 710            |
| Sur opérations avec la clientèle  | 516 284           | 262 701           |
| Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente     | 1 585             | 777               |
| Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 6 263             | 3 722             |
| Intérêts courus et échus des instruments de couverture                    | 9 323             | 4 761             |
| Sur opérations de location-financement                                    |                   |                   |
| Autres intérêts et produits assimilés                                     |                   |                   |
| <b>Produits d'intérêts (1) (2)</b>  | <b>599 689</b>    | <b>305 506</b>    |
| Sur opérations avec les établissements de crédit                          | -6 603            | -3 962            |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole                                | -170 185          | -80 248           |
| Sur opérations avec la clientèle  | -39 364           | -19 922           |
| Sur dettes représentées par un titre                                      | -43 199           | -21 324           |
| Sur dettes subordonnées   | -21 618           | -11 248           |
| Intérêts courus et échus des instruments de couverture                    | -71 322           | -39 697           |
| Sur opérations de location-financement                                    |                   |                   |
| Autres intérêts et charges assimilées                                     | -1                |                   |
| <b>Charges d'intérêts</b>   | <b>-352 292</b>   | <b>-176 401</b>   |

(1) dont 8 550 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement au 31 décembre 2017 et 4 157 milliers d'euros au 30 juin 2017

(2) dont 8 683 milliers correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 31 décembre 2017 et 4 276 milliers d'euros au 30 juin 2017

## 4.2 Produits et charges de commissions

| <i>(en milliers d'euros)</i>   | 30/06/2018     |                |                | 31/12/2017     |                |                | 30/06/2017     |                |                |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
|  | Produits       | Charges        | Net            | Produits       | Charges        | Net            | Produits       | Charges        | Net            |
| Sur opérations avec les établissements de crédit                                 | 217            | -201           | 16             | 462            | -374           | <b>88</b>      | 237            | -183           | <b>54</b>      |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole                                       | 12 953         | -14 935        | -1 982         | 28 955         | -32 059        | <b>-3 104</b>  | 14 832         | -16 252        | <b>-1 420</b>  |
| Sur opérations avec la clientèle   | 41 461         | -983           | 40 478         | 84 077         | -1 384         | <b>82 693</b>  | 43 018         | -675           | <b>42 343</b>  |
| Sur opérations sur titres  |                | -164           | -164           |                | -156           | <b>-156</b>    |                | -156           | <b>-156</b>    |
| Sur opérations de change   | 98             | -1             | 97             | 201            | -2             | <b>199</b>     | 106            | -1             | <b>105</b>     |
| Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan        | 302            |                | 302            | 1 353          |                | <b>1 353</b>   | 322            |                | <b>322</b>     |
| Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers | 86 091         | -9 433         | 76 658         | 161 169        | -19 679        | <b>141 490</b> | 83 704         | -8 165         | <b>75 539</b>  |
| Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues                                  | 7 537          |                | 7 537          | 12 088         |                | <b>12 088</b>  | 7 260          |                | <b>7 260</b>   |
| <b>Produits nets des commissions</b>   | <b>148 659</b> | <b>-25 717</b> | <b>122 942</b> | <b>288 305</b> | <b>-53 654</b> | <b>234 651</b> | <b>149 479</b> | <b>-25 432</b> | <b>124 047</b> |

### 4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

| <i>(en milliers d'euros)</i>   | <b>30/06/2018</b> |
|--|-------------------|
| Dividendes reçus   | 874               |
| Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction  | -521              |
| Plus ou moins values de cessions réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat  | 2 158             |
| Plus ou moins values de cessions réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI   | 2 036             |
| Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte   |                   |
| Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option (1)  | 311               |
| Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger) | 1 395             |
| Résultat de la comptabilité de couverture  | -1                |
| <b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>  | <b>6 252</b>      |

(1) Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option concernés

| <i>(en milliers d'euros)</i>   | <b>31/12/2017</b> | <b>30/06/2017</b> |
|--|-------------------|-------------------|
| Dividendes reçus   |                   |                   |
| Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature  | 642               | 1 083             |
| Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option  | 4 274             | 1 377             |
| Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger) | 2 275             | 1 317             |
| Résultat de la comptabilité de couverture  |                   | -14               |
| <b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>  | <b>7 191</b>      | <b>3 763</b>      |

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

| <i>(en milliers d'euros)</i>   | 30/06/2018     |                 |           | 31/12/2017     |                 |           | 30/06/2017     |                 |            |
|--|----------------|-----------------|-----------|----------------|-----------------|-----------|----------------|-----------------|------------|
|  | Profits        | Pertes          | Net       | Profits        | Pertes          | Net       | Profits        | Pertes          | Net        |
| <b>Couvertures de juste valeur</b>   | <b>142 404</b> | <b>-142 404</b> | <b>0</b>  | <b>162 093</b> | <b>-162 092</b> | <b>1</b>  | <b>165 773</b> | <b>-165 773</b> | <b>0</b>   |
| Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts   | 70 604         | -71 800         | -1 196    | 71 654         | -90 439         | -18 785   | 75 050         | -90 724         | -15 674    |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)                                       | 71 800         | -70 604         | 1 196     | 90 439         | -71 653         | 18 786    | 90 723         | -75 049         | 15 674     |
| <b>Couvertures de flux de trésorerie</b>   |                |                 |           |                |                 |           |                |                 |            |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace   |                |                 |           |                |                 |           |                |                 |            |
| <b>Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>   |                |                 |           |                |                 |           |                |                 |            |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace   |                |                 |           |                |                 |           |                |                 |            |
| <b>Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>     | <b>113 338</b> | <b>-113 339</b> | <b>-1</b> | <b>186 086</b> | <b>-186 087</b> | <b>-1</b> | <b>208 368</b> | <b>-208 382</b> | <b>-14</b> |
| Variations de juste valeur des éléments couverts   | 53 991         | -59 347         | -5 356    | 67 023         | -119 062        | -52 039   | 86 901         | -121 466        | -34 565    |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture   | 59 347         | -53 992         | 5 355     | 119 063        | -67 025         | 52 038    | 121 467        | -86 916         | 34 551     |
| <b>Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b> |                |                 |           |                |                 |           |                |                 |            |
| Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace   |                |                 |           |                |                 |           |                |                 |            |
| <b>Total Résultat de la comptabilité de couverture</b>   | <b>255 742</b> | <b>-255 743</b> | <b>-1</b> | <b>348 179</b> | <b>-348 179</b> | <b>0</b>  | <b>374 141</b> | <b>-374 155</b> | <b>-14</b> |

#### 4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

| <i>(en milliers d'euros)</i>  | 30/06/2018    |
|---|---------------|
| Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables (1)                |               |
| Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes) | 42 308        |
| <b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>                   | <b>42 308</b> |

(1) Hors résultat de cession sur instruments de dettes dépréciés (*Bucket 3*) mentionné en note 4.8. "Coût du risque".

#### Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente au 31/12/2017 et au 30/06/2017

| <i>(en milliers d'euros)</i>   | 31/12/2017    | 30/06/2017    |
|--|---------------|---------------|
| Dividendes reçus   | 54 630        | 41 602        |
| Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente (1)                          | 19 118        | 1 372         |
| Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres) (2)   | -811          | -47           |
| Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances | 710           |               |
| <b>Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</b>   | <b>73 647</b> | <b>42 927</b> |

(1) Hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 4.8. "Coût du risque".

(2) Dont 577 milliers d'euros de dépréciation sur les titres CDM.

#### 4.5 Produits (charges) nets des autres activités

| <i>(en milliers d'euros)</i>  | 30/06/2018    | 31/12/2017    | 30/06/2017    |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation                         |               |               |               |
| Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance |               |               |               |
| Autres produits nets de l'activité d'assurance                                |               |               |               |
| Variation des provisions techniques des contrats d'assurance                  |               |               |               |
| Produits nets des immeubles de placement                                      | -2 451        | -4 258        | -2 560        |
| Autres produits (charges) nets  | 21 549        | 43 739        | 20 759        |
| <b>Produits (charges) des autres activités</b>                                | <b>19 098</b> | <b>39 481</b> | <b>18 199</b> |

#### 4.6 Charges générales d'exploitation

| <i>(en milliers d'euros)</i>                                   | 30/06/2018      | 31/12/2017      | 30/06/2017      |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|
| Charges de personnel   | -113 930        | -216 843        | -115 232        |
| Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)              | -14 433         | -17 825         | -12 997         |
| Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation | -65 365         | -130 452        | -61 567         |
| <b>Charges générales d'exploitation</b>                        | <b>-193 728</b> | <b>-365 120</b> | <b>-189 796</b> |

(1) Dont 5 334 milliers d'euros comptabilisés au titre du fonds de résolution.

## 4.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

| <i>(en milliers d'euros)</i>  | 30/06/2018    | 31/12/2017     | 30/06/2017    |
|---|---------------|----------------|---------------|
| <b>Dotations aux amortissements</b>   | -6 308        | -12 916        | -6 265        |
| Immobilisations corporelles   | -6 256        | -12 884        | -6 257        |
| Immobilisations incorporelles   | -52           | -32            | -8            |
| <b>Dotations (reprises) aux dépréciations</b>   | <b>483</b>    | <b>1 187</b>   |               |
| Immobilisations corporelles   | 125           |                |               |
| Immobilisations incorporelles   | 358           | 1 187          |               |
| <b>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</b> | <b>-5 825</b> | <b>-11 729</b> | <b>-6 265</b> |

## 4.8 Coût du risque

| <i>(en milliers d'euros)</i>   | 30/06/2018    |
|--|---------------|
| <b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs sains (Bucket 1 et Bucket 2)</b>                                | <b>2 024</b>  |
| <b>Bucket 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir</b>                         | <b>-1 173</b> |
| Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables                                       | 40            |
| Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti   | -1 213        |
| Engagements par signature  |               |
| <b>Bucket 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie</b>                             | <b>3 197</b>  |
| Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables                                       |               |
| Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti   | 3 197         |
| Engagements par signature  |               |
| <b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs dépréciés (Bucket 3)</b>  |               |
| <b>Bucket 3 : Actifs dépréciés</b>   | <b>-9 121</b> |
| Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables                                       |               |
| Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti   | -9 163        |
| Engagements par signature  | 42            |
| Autres actifs  | -215          |
| Risques et charges   | 1 645         |
| <b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions</b>  | <b>-5 667</b> |
| Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés |               |
| Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés                                    |               |
| Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés  | -1 651        |
| Récupérations sur prêts et créances  | 1 052         |
| <i>comptabilisés au coût amorti</i>  | 1 052         |
| <i>comptabilisés en capitaux propres recyclables</i>   |               |
| Décotes sur crédits restructurés   | -472          |
| Pertes sur engagements par signature   |               |
| Autres pertes  |               |
| Autres produits  |               |
| <b>Coût du risque</b>  | <b>-6 738</b> |

| <i>(en milliers d'euros)</i>  | 31/12/2017      | 30/06/2017      |
|---|-----------------|-----------------|
| <b>Dotations aux provisions et aux dépréciations</b>  | <b>-530 962</b> | <b>-285 391</b> |
| Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe  | -229            |                 |
| Prêts et créances   | -525 430        | -281 534        |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance  |                 |                 |
| Autres actifs   | -454            | -217            |
| Engagements par signature   | -448            | -431            |
| Risques et charges  | -4 401          | -3 209          |
| <b>Reprises de provisions et de dépréciations</b>   | <b>523 016</b>  | <b>279 535</b>  |
| Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe  | 855             | 662             |
| Prêts et créances   | 508 159         | 275 007         |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance  |                 |                 |
| Autres actifs   | 430             | 51              |
| Engagements par signature   | 1 668           | 1 223           |
| Risques et charges  | 11 904          | 2 592           |
| <b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions</b>   | <b>-7 946</b>   | <b>-5 856</b>   |
| Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés |                 |                 |
| Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés   | -3 833          | -1 975          |
| Récupérations sur prêts et créances amortis   | 2 283           | 1 175           |
| Décotes sur crédits restructurés  | -674            | -309            |
| Pertes sur engagements par signature  |                 |                 |
| Autres pertes   |                 |                 |
| Autres produits   |                 |                 |
| <b>Coût du risque</b>   | <b>-10 170</b>  | <b>-6 965</b>   |

#### 4.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs

| <i>(en milliers d'euros)</i>                                       | 30/06/2018  | 31/12/2017    | 30/06/2017 |
|--|-------------|---------------|------------|
| <b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b> | <b>-668</b> | <b>-3 417</b> | <b>72</b>  |
| Plus-values de cession   | 1           | 88            | 88         |
| Moins-values de cession  | -669        | -3 505        | -16        |
| <b>Titres de capitaux propres consolidés</b>                       |             |               |            |
| Plus-values de cession   |             |               |            |
| Moins-values de cession  |             |               |            |
| <b>Produits (charges) nets sur opérations de regroupement</b>      |             |               |            |
| <b>Gains ou pertes nets sur autres actifs</b>                      | <b>-668</b> | <b>-3 417</b> | <b>72</b>  |

#### 4.10 Impôts

##### *Charge d'impôt*

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 30/06/2018     | 31/12/2017     | 30/06/2017     |
|------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| Charge d'impôt courant       | -24 299        | -47 091        | -24 246        |
| Charge d'impôt différé       | -324           | -6 603         | -398           |
| <b>Total Charge d'impôt</b>  | <b>-24 623</b> | <b>-53 694</b> | <b>-24 644</b> |

## Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 30 juin 2018

| <i>(en milliers d'euros)</i>  | Base    | Taux d'impôt  | Impôt          |
|---|---------|---------------|----------------|
| Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence | 104 958 | 34,43%        | -36 137        |
| Effet des différences permanentes   |         |               | -3 702         |
| Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères   |         |               |                |
| Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires                            |         |               | -615           |
| Effet de l'imposition à taux réduit   |         |               | 4 601          |
| Changement de taux  |         |               |                |
| Effet des autres éléments   |         |               | 11 230         |
| <b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>   |         | <b>23,46%</b> | <b>-24 623</b> |

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 30 juin 2018.

Au 31 décembre 2017

| <i>(en milliers d'euros)</i>  | Base    | Taux d'impôt  | Impôt          |
|---|---------|---------------|----------------|
| Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence | 211 931 | 34,43%        | -72 968        |
| Effet des différences permanentes   |         |               | -7 129         |
| Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères   |         |               |                |
| Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires                            |         |               | 1 909          |
| Effet de l'imposition à taux réduit   |         |               | 4 111          |
| Changement de taux  |         |               |                |
| Effet des autres éléments   |         |               | 20 383         |
| <b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>   |         | <b>25,34%</b> | <b>-53 694</b> |

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle sur l'impôt sur les sociétés) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2017.

Au 30 juin 2017

| <i>(en milliers d'euros)</i>  | <b>Base</b> | <b>Taux d'impôt</b> | <b>Impôt</b>   |
|---|-------------|---------------------|----------------|
| Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence | 115 087     | 34,43%              | -39 625        |
| Effet des différences permanentes   |             |                     | 11 133         |
| Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères   |             |                     |                |
| Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires                            |             |                     | 857            |
| Effet de l'imposition à taux réduit   |             |                     | 2 988          |
| Changement de taux  |             |                     | 408            |
| Effet des autres éléments   |             |                     | -405           |
| <b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>   |             | <b>21,41%</b>       | <b>-24 644</b> |

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle sur l'impôt sur les sociétés) des bénéfices taxables en France au 30 juin 2017.

## 4.11 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période.

### Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

| (en milliers d'euros)  | 30/06/2018     |
|--|----------------|
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>  |                |
| <b>Gains et pertes sur écarts de conversion</b>  |                |
| Ecart de réévaluation de la période  |                |
| Transferts en résultat   |                |
| Autres variations  |                |
| <b>Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</b>   | <b>948</b>     |
| Ecart de réévaluation de la période  | 988            |
| Transferts en résultat   |                |
| Autres variations  | -40            |
| <b>Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture</b>   |                |
| Ecart de réévaluation de la période  |                |
| Transferts en résultat   |                |
| Autres variations  |                |
| <b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>        |                |
| <b>Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>     | <b>-245</b>    |
| <b>Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>      |                |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées</b>                          |                |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>  | <b>703</b>     |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>  |                |
| Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi   |                |
| <b>Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre</b>                                     | <b>83</b>      |
| Ecart de réévaluation de la période  | 83             |
| Transferts en réserves   |                |
| Autres variations  |                |
| <b>Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables</b>                             | <b>-74 767</b> |
| Ecart de réévaluation de la période  | -74 726        |
| Transferts en réserves   | -41            |
| Autres variations  |                |
| Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence           |                |
| <b>Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b> | <b>2 528</b>   |
| <b>Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>  |                |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées                             |                |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>  | <b>-72 156</b> |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>  | <b>-71 453</b> |
| Dont part du Groupe  | -71 453        |
| Dont participations ne donnant pas le contrôle   |                |

| <i>(en milliers d'euros)</i>   | <b>31/12/2017</b> | <b>30/06/2017</b> |
|--|-------------------|-------------------|
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>  |                   |                   |
| <b>Gains et pertes sur écarts de conversion</b>  |                   |                   |
| Ecart de réévaluation de la période  |                   |                   |
| Transferts en résultat   |                   |                   |
| Autres variations  |                   |                   |
| <b>Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente</b>   | <b>55 014</b>     | <b>15 142</b>     |
| Ecart de réévaluation de la période  | 73 975            | 16 511            |
| Transferts en résultat   | -18 961           | -1 369            |
| Autres variations  |                   |                   |
| <b>Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture</b>   |                   |                   |
| Ecart de réévaluation de la période  |                   |                   |
| Transferts en résultat   |                   |                   |
| Autres variations  |                   |                   |
| <b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>    |                   |                   |
| <b>Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b> | <b>1 439</b>      | <b>-150</b>       |
| <b>Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>  |                   |                   |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées</b>                      |                   |                   |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>  | <b>56 453</b>     | <b>14 992</b>     |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>  |                   |                   |
| Gains et pertes actuariels sur avantages post-emploi   | -119              |                   |
| Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence       |                   |                   |
| Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence    | -499              |                   |
| Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence     |                   |                   |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées                         |                   |                   |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>  | <b>-618</b>       |                   |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>  | <b>55 835</b>     | <b>14 992</b>     |
| Dont part du Groupe  | 55 602            | 14 855            |
| Dont participations ne donnant pas le contrôle   | 233               | 137               |

## Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et effets d'impôt

|  | 31/12/2017     |               |                |                      | 01/01/2018     |                |                |                      | Variation      |              |                |                      | 30/06/2018     |                |                |                      |
|--|----------------|---------------|----------------|----------------------|----------------|----------------|----------------|----------------------|----------------|--------------|----------------|----------------------|----------------|----------------|----------------|----------------------|
|  | Brut           | Impôt         | Net d'impôt    | Net dont part Groupe | Brut           | Impôt          | Net d'impôt    | Net dont part Groupe | Brut           | Impôt        | Net d'impôt    | Net dont part Groupe | Brut           | Impôt          | Net d'impôt    | Net dont part Groupe |
| <i>(en milliers d'euros)</i>   |                |               |                |                      |                |                |                |                      |                |              |                |                      |                |                |                |                      |
| <b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>                                     |                |               |                |                      |                |                |                |                      |                |              |                |                      |                |                |                |                      |
| Gains et pertes sur écarts de conversion   |                |               |                |                      |                |                |                |                      |                |              |                |                      |                |                |                |                      |
| Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente  | 120 105        | -6 263        | 113 842        | 112 693              |                |                |                |                      |                |              |                |                      |                |                |                |                      |
| Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables                              |                |               |                |                      | 4 488          | -1 159         | 3 329          | 3 329                | 948            | -245         | 703            | 703                  | 5 436          | -1 404         | 4 032          | 4 032                |
| Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture  |                |               |                |                      |                |                |                |                      |                |              |                |                      |                |                |                |                      |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence     | 120 105        | -6 263        | 113 842        | 112 693              | 4 488          | -1 159         | 3 329          | 3 329                | 948            | -245         | 703            | 703                  | 5 436          | -1 404         | 4 032          | 4 032                |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence       |                |               |                |                      |                |                |                |                      |                |              |                |                      |                |                |                |                      |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées                  |                |               |                |                      |                |                |                |                      |                |              |                |                      |                |                |                |                      |
| <b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>                                     | <b>120 105</b> | <b>-6 263</b> | <b>113 842</b> | <b>112 693</b>       | <b>4 488</b>   | <b>-1 159</b>  | <b>3 329</b>   | <b>3 329</b>         | <b>948</b>     | <b>-245</b>  | <b>703</b>     | <b>703</b>           | <b>5 436</b>   | <b>-1 404</b>  | <b>4 032</b>   | <b>4 032</b>         |
| <b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>                                 |                |               |                |                      |                |                |                |                      |                |              |                |                      |                |                |                |                      |
| Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi   |                |               |                |                      | -10 705        | 3 146          | -7 559         | -7 559               |                |              |                |                      | -10 705        | 3 146          | -7 559         | -7 559               |
| Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre                        |                |               |                |                      | 340            | -88            | 252            | 252                  | 83             | -21          | 62             | 62                   | 423            | -109           | 314            | 314                  |
| Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables                |                |               |                |                      | 448 268        | -14 790        | 433 478        | 433 478              | -74 767        | 2 549        | -72 218        | -72 218              | 373 501        | -12 241        | 361 260        | 361 260              |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence | -10 705        | 3 146         | -7 559         | -7 559               | 437 903        | -11 732        | 426 171        | 426 171              | -74 684        | 2 528        | -72 156        | -72 156              | 363 219        | -9 204         | 354 015        | 354 015              |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence   |                |               |                |                      |                |                |                |                      |                |              |                |                      |                |                |                |                      |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées              |                |               |                |                      |                |                |                |                      |                |              |                |                      |                |                |                |                      |
| <b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>                                 | <b>-10 705</b> | <b>3 146</b>  | <b>-7 559</b>  | <b>-7 559</b>        | <b>437 903</b> | <b>-11 732</b> | <b>426 171</b> | <b>426 171</b>       | <b>-74 684</b> | <b>2 528</b> | <b>-72 156</b> | <b>-72 156</b>       | <b>363 219</b> | <b>-9 204</b>  | <b>354 015</b> | <b>354 015</b>       |
| <b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>   | <b>109 400</b> | <b>-3 117</b> | <b>106 283</b> | <b>105 134</b>       | <b>442 391</b> | <b>-12 891</b> | <b>429 500</b> | <b>429 500</b>       | <b>-73 736</b> | <b>2 283</b> | <b>-71 453</b> | <b>-71 453</b>       | <b>368 655</b> | <b>-10 608</b> | <b>358 047</b> | <b>358 047</b>       |

|  | 31/12/2016     |               |               |                      | Variation     |              |               |                      | 31/12/2017     |               |                |                      |
|--|----------------|---------------|---------------|----------------------|---------------|--------------|---------------|----------------------|----------------|---------------|----------------|----------------------|
|  | Brut           | Impôt         | Net d'impôt   | Net dont part Groupe | Brut          | Impôt        | Net d'impôt   | Net dont part Groupe | Brut           | Impôt         | Net d'impôt    | Net dont part Groupe |
| <i>(en milliers d'euros)</i>   |                |               |               |                      |               |              |               |                      |                |               |                |                      |
| <b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>                                     |                |               |               |                      |               |              |               |                      |                |               |                |                      |
| Gains et pertes sur écarts de conversion   |                |               |               |                      |               |              |               |                      |                |               |                |                      |
| Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente  | 65 091         | -7 702        | 57 389        | 56 473               | 55 014        | 1 439        | 56 453        | 56 220               | 120 105        | -6 263        | 113 842        | 112 693              |
| Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture  |                |               |               |                      |               |              |               |                      |                |               |                |                      |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence     | 65 091         | -7 702        | 57 389        | 56 473               | 55 014        | 1 439        | 56 453        | 56 220               | 120 105        | -6 263        | 113 842        | 112 693              |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence       |                |               |               |                      |               |              |               |                      |                |               |                |                      |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées                  |                |               |               |                      |               |              |               |                      |                |               |                |                      |
| <b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>                                     | <b>65 091</b>  | <b>-7 702</b> | <b>57 389</b> | <b>56 473</b>        | <b>55 014</b> | <b>1 439</b> | <b>56 453</b> | <b>56 220</b>        | <b>120 105</b> | <b>-6 263</b> | <b>113 842</b> | <b>112 693</b>       |
| <b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>                                 |                |               |               |                      |               |              |               |                      |                |               |                |                      |
| Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi   | -10 586        | 3 645         | -6 941        | -6 941               | -119          | -499         | -618          | -618                 | -10 705        | 3 146         | -7 559         | -7 559               |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence | -10 586        | 3 645         | -6 941        | -6 941               | -119          | -499         | -618          | -618                 | -10 705        | 3 146         | -7 559         | -7 559               |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence   |                |               |               |                      |               |              |               |                      |                |               |                |                      |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées              |                |               |               |                      |               |              |               |                      |                |               |                |                      |
| <b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>                                 | <b>-10 586</b> | <b>3 645</b>  | <b>-6 941</b> | <b>-6 941</b>        | <b>-119</b>   | <b>-499</b>  | <b>-618</b>   | <b>-618</b>          | <b>-10 705</b> | <b>3 146</b>  | <b>-7 559</b>  | <b>-7 559</b>        |
| <b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>   | <b>54 505</b>  | <b>-4 057</b> | <b>50 448</b> | <b>49 532</b>        | <b>54 895</b> | <b>940</b>   | <b>55 835</b> | <b>55 602</b>        | <b>109 400</b> | <b>-3 117</b> | <b>106 283</b> | <b>105 134</b>       |

## 5. Informations sectorielles

### Information par secteur opérationnel

En application d'IFRS 8, les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par la Direction Générale pour le pilotage du groupe Crédit Agricole Nord de France, l'évaluation des performances et l'affectation des ressources aux secteurs opérationnels identifiés.

Les secteurs opérationnels présentés dans le reporting interne correspondant aux métiers du Crédit Agricole Nord de France et conformes à la nomenclature en usage au sein du groupe Crédit Agricole S.A., sont les suivants :

- le groupe Crédit Agricole Nord de France relève du secteur « Banque de proximité ». Ce secteur représente la banque des particuliers, des agriculteurs, des professionnels, des entreprises et des collectivités locales, à fort ancrage local.
- le groupe Crédit Agricole Nord de France commercialise toute la gamme de services bancaires et financiers : support d'épargne (monétaire, obligataire, titres), placement d'assurance vie, distribution de crédits, notamment à l'habitat et à la consommation, offre de moyens de paiements. Le groupe Crédit Agricole Nord de France distribue également une gamme très large de produits d'assurance IARD et de prévoyance, s'ajoutant à la gamme d'assurance vie.

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont conclues à des conditions de marché.

| (en milliers d'euros)  | 30.06.2018          | 31.12.2017          | 30.06.2017          |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|
|  | Banque de proximité | Banque de proximité | Banque de proximité |
| <b>Produit net bancaire total</b>                                    | <b>311 917</b>      | <b>602 367</b>      | <b>318 041</b>      |
| Charges d'exploitation   | -199 553            | -376 849            | -196 061            |
| <b>Résultat brut d'exploitation</b>                                  | <b>112 364</b>      | <b>225 518</b>      | <b>121 980</b>      |
| Coût du risque   | -6 738              | -10 170             | -6 965              |
| <b>Résultat d'exploitation</b>                                       | <b>105 626</b>      | <b>215 348</b>      | <b>115 015</b>      |
| Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence | 2 145               | 1 286               | 175                 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs                               | -668                | -3 417              | 72                  |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition                         |                     |                     |                     |
| <b>Résultat avant impôt</b>  | <b>107 103</b>      | <b>213 217</b>      | <b>115 262</b>      |
| Impôts sur les bénéfices   | -24 623             | -53 694             | -24 644             |
| Gains ou pertes nets des activités arrêtées                          |                     |                     |                     |
| <b>Résultat net de l'exercice</b>                                    | <b>82 480</b>       | <b>159 523</b>      | <b>90 618</b>       |
| Intérêts minoritaires  | -92                 | -252                | 33                  |
| <b>Résultat Net part du groupe</b>                                   | <b>82 388</b>       | <b>159 271</b>      | <b>90 585</b>       |
|  |                     |                     |                     |
| <b>Actifs sectoriels</b>   | <b>29 914 208</b>   | <b>29 514 640</b>   | <b>28 559 080</b>   |
| <b>Passifs sectoriels</b>  | <b>25 644 790</b>   | <b>25 580 365</b>   | <b>24 820 948</b>   |

## 6. Notes relatives au bilan

### 6.1 Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

#### Actifs financiers à la juste valeur par résultat

| <i>(en milliers d'euros)</i>                                | <b>30/06/2018</b>         |
|---|---------------------------|
| Actifs financiers détenus à des fins de transaction         | 43 413                    |
| Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat     | 846 267                   |
| Instruments de capitaux propres                             | 89 861                    |
| Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI  | 728 771                   |
| Actifs représentatifs de contrats en unités de compte       |                           |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | 27 635                    |
| <b>Valeur au bilan</b>                                      | <b>889 680</b>            |
|   | <i>Dont Titres prêtés</i> |

| <i>(en milliers d'euros)</i>                                | <b>31/12/2017</b>         |
|---|---------------------------|
| Actifs financiers détenus à des fins de transaction         | 45 798                    |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | 54 919                    |
| <b>Valeur au bilan</b>                                      | <b>100 717</b>            |
|   | <i>Dont Titres prêtés</i> |

#### Actifs financiers détenus à des fins de transaction

| <i>(en milliers d'euros)</i>               | <b>30/06/2018</b> |
|--|-------------------|
| <b>Intruments de capitaux propres</b>      |                   |
| Actions et autres titres à revenu variable |                   |
| <b>Titres de dettes</b>                    |                   |
| Effets publics et valeurs assimilées       |                   |
| Obligations et autres titres à revenu fixe |                   |
| OPCVM                                      |                   |
| <b>Prêts et créances</b>                   |                   |
| Créances sur les établissements de crédit  |                   |
| Créances sur la clientèle                  |                   |
| Titres reçus en pension livrée             |                   |
| Valeurs reçues en pension                  |                   |
| <b>Instruments dérivés</b>                 | <b>43 413</b>     |
| <b>Valeur au bilan</b>                     | <b>43 413</b>     |

| <i>(en milliers d'euros)</i>               | <b>31/12/2017</b> |
|--|-------------------|
| <b>Instruments de capitaux propres</b>     |                   |
| Actions et autres titres à revenu variable |                   |
| <b>Titres de dettes</b>                    |                   |
| Effets publics et valeurs assimilées       |                   |
| Obligations et autres titres à revenu fixe |                   |
| <b>Prêts et avances</b>                    |                   |
| Créances sur les établissements de crédit  |                   |
| Créances sur la clientèle                  |                   |
| Titres reçus en pension livrée             |                   |
| Valeurs reçues en pension                  |                   |
| <b>Instruments dérivés</b>                 | <b>45 798</b>     |
| <b>Valeur au bilan</b>                     | <b>45 798</b>     |

Les montants relatifs aux titres reçus en pension livrée comprennent ceux que l'entité est autorisée à redonner en garantie.

***Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat***

| <i>(en milliers d'euros)</i>  | <b>30/06/2018</b> |
|---|-------------------|
| Actions et autres titres à revenu variable                                  | 88 867            |
| Titres de participation non consolidés                                      | 994               |
| <b>Total Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</b> | <b>89 861</b>     |

***Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI***

| <i>(en milliers d'euros)</i>   | <b>30/06/2018</b> |
|--|-------------------|
| <b>Titres de dettes</b>  | <b>728 771</b>    |
| Effets publics et valeurs assimilées   |                   |
| Obligations et autres titres à revenu fixe   | 30 758            |
| OPCVM  | 698 013           |
| <b>Prêts et créances</b>   |                   |
| Créances sur les établissements de crédit  |                   |
| Créances sur la clientèle  |                   |
| Titres reçus en pension livrée   |                   |
| Valeurs reçues en pension  |                   |
| <b>Total Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI à la juste valeur par résultat</b> | <b>728 771</b>    |

### **Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option**

| <i>(en milliers d'euros)</i>   | <b>30/06/2018</b> |
|--|-------------------|
| <b>Prêts et créances</b>   |                   |
| Créances sur les établissements de crédit                                |                   |
| Créances sur la clientèle  |                   |
| <b>Titres de dettes</b>  | <b>27 635</b>     |
| Effets publics et valeurs assimilées                                     |                   |
| Obligations et autres titres à revenu fixe                               | 27 635            |
| <b>Total Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b> | <b>27 635</b>     |

| <i>(en milliers d'euros)</i>                          | <b>31/12/2017</b> |
|---|-------------------|
| <b>Instruments de capitaux propres</b>                |                   |
| Actions et autres titres à revenu variable            |                   |
| <b>Titres de dettes</b>                               | <b>54 919</b>     |
| Actifs représentatifs de contrats en unités de compte |                   |
| Effets publics et valeurs assimilées                  |                   |
| Obligations et autres titres à revenu fixe            | 54 919            |
| <b>Prêts et avances</b>                               |                   |
| Créances sur les établissements de crédit             |                   |
| Créances sur la clientèle                             |                   |
| Titres reçus en pension livrée                        |                   |
| Valeurs reçues en pension                             |                   |
| <b>Valeur au bilan</b>                                | <b>54 919</b>     |

### **Passifs financiers à la juste valeur par résultat**

| <i>(en milliers d'euros)</i>                                 | <b>30/06/2018</b> | <b>31/12/2017</b> |
|--|-------------------|-------------------|
| Passifs financiers détenus à des fins de transaction         | 53 423            | 57 761            |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | 84 166            | 84 200            |
| <b>Valeur au bilan</b>                                       | <b>137 589</b>    | <b>141 961</b>    |

### **Passifs financiers détenus à des fins de transaction**

| <i>(en milliers d'euros)</i>               | <b>30/06/2018</b> | <b>31/12/2017</b> |
|--|-------------------|-------------------|
| Titres vendus à découvert                  |                   |                   |
| Titres donnés en pension livrée            |                   |                   |
| Dettes représentées par un titre           |                   |                   |
| Dettes envers la clientèle                 |                   |                   |
| Dettes envers les établissements de crédit |                   |                   |
| Instruments dérivés                        | 53 423            | 57 761            |
| <b>Valeur au bilan</b>                     | <b>53 423</b>     | <b>57 761</b>     |

### **Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option**

Passifs financiers dont les variations du spread émetteur sont comptabilisées par capitaux propres non recyclables

|                                      | 30/06/2018       |  |  |  |   |
|--------------------------------------|------------------|--|--|--|---|
|                                      | Valeur comptable | Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance | Montant cumulé de variation de juste valeur liée aux variations du risque de crédit propre | Montant de variation de juste valeur sur la période liée aux variations du risque de crédit propre | Montant réalisé lors de la décomptabilisation |
| <i>(en milliers d'euros)</i>         |                  |  |  |  |   |
| <b>Dépôts et passifs subordonnés</b> |                  |  |  |  |   |
| Dépôts                               |                  |  |  |  |   |
| Passifs subordonnés                  |                  |  |  |  |   |
| <b>Titres de dettes</b>              | 84 166           | -834   | -423   | -83  |   |
| <b>Autres passifs financiers</b>     |                  |  |  |  |   |
| <b>Total</b>                         | 84 166           | -834   | -423   | -83  |   |

En application de la norme IFRS9, le groupe Crédit Agricole Nord de France calcule les variations de juste valeur imputables aux variations du risque de crédit propre en utilisant une méthodologie permettant de les isoler des variations de valeur attribuables à des variations des conditions de marché.

- *Base de calcul du risque de crédit propre*

La source prise en compte pour le calcul du risque de crédit propre peut varier d'un émetteur à l'autre. Au sein du groupe Crédit Agricole Nord de France, il est matérialisé par la variation de son coût de refinancement sur le marché en fonction du type d'émission.

- *Calcul du résultat latent induit par l'OCA (enregistré en OCI)*

L'approche privilégiée par le groupe Crédit Agricole Nord de France est celle se basant sur la composante liquidité des émissions. En effet, l'ensemble des émissions est répliqué par un ensemble de prêts/emprunts vanille. Les variations de juste valeur imputables aux variations du risque de crédit propre de l'ensemble des émissions correspondent donc à celles des prêts-emprunts. Elles sont égales à la variation de juste valeur du portefeuille de prêts/emprunts générée par la variation du coût de refinancement.

- *Calcul du résultat réalisé induit par le risque de crédit propre (enregistré en réserves consolidées)*

Le choix du groupe Crédit Agricole Nord de France est de transférer la variation de juste valeur imputable aux variations du risque de crédit propre lors du dénouement en réserves consolidées. Ainsi lorsqu'un remboursement anticipé total ou partiel intervient, un calcul basé sur les sensibilités est effectué. Il consiste à mesurer la variation de juste valeur imputable aux variations du risque de crédit propre d'une émission donnée comme étant la somme des sensibilités au *spread* de crédit multipliée par la variation de ce *spread* entre la date d'émission et celle du remboursement.

| <i>(en milliers d'euros)</i>         | 31/12/2017            |  |
|--------------------------------------|-----------------------|--|
|                                      | Juste valeur au bilan | Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance |
| <b>Dépôts et passifs subordonnés</b> |                       |  |
| Dépôts d'établissements de crédit    |                       |  |
| Autres dépôts                        |                       |  |
| Passifs subordonnés                  |                       |  |
| <b>Titres de dettes</b>              | <b>84 200</b>         | <b>-800</b>  |
| <b>Autres passifs financiers</b>     |                       |  |
| <b>Total</b>                         | <b>84 200</b>         | <b>-800</b>  |

## 6.2 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

| <i>(en milliers d'euros)</i>  | 30/06/2018       |                |                 |
|---|------------------|----------------|-----------------|
|   | Valeur au bilan  | Gains latents  | Pertes latentes |
| Instrument de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables               | 490 079          | 5 436          |                 |
| Instrument de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables | 2 145 867        | 395 758        | -22 256         |
| <b>Total</b>  | <b>2 635 946</b> | <b>401 194</b> | <b>-22 256</b>  |

### Instrument de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables

| <i>(en milliers d'euros)</i>  | 30/06/2018      |               |                 |
|---|-----------------|---------------|-----------------|
|   | Valeur au bilan | Gains latents | Pertes latentes |
| Effets publics et valeurs assimilées  | 81 542          | 1 584         |                 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe  | 408 537         | 3 852         |                 |
| <b>Total des titres de dettes</b>   | <b>490 079</b>  | <b>5 436</b>  |                 |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit  |                 |               |                 |
| Prêts et créances sur la clientèle  |                 |               |                 |
| <b>Total des prêts et créances</b>  |                 |               |                 |
| <b>Total Instrument de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>  | <b>490 079</b>  | <b>5 436</b>  |                 |
| <b>Impôts</b>   |                 | <b>-1 404</b> |                 |
| <b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts)</b> |                 | <b>4 032</b>  |                 |

***Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables***

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

|  | 30/06/2018       |                |                 |                                     |
|--|------------------|----------------|-----------------|-------------------------------------|
|  | Valeur au bilan  | Gains latents  | Pertes latentes | Gains/pertes latents sur la période |
| <i>(en milliers d'euros)</i>   |                  |                |                 |                                     |
| Actions et autres titres à revenu variable   | 13 311           | 838            | -31             | -105                                |
| Titres de participation non consolidés   | 2 132 556        | 394 920        | -22 225         | -74 620                             |
| <b>Total instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</b>  | <b>2 145 867</b> | <b>395 758</b> | <b>-22 256</b>  | <b>-74 725</b>                      |
| <b>Impôts</b>  |                  | <b>-12 414</b> | <b>173</b>      | <b>2 549</b>                        |
| <b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)</b> |                  | <b>383 344</b> | <b>-22 083</b>  | <b>-72 176</b>                      |

Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période

|  | 30/06/2018                                   |                                       |  |
|--|--|---------------------------------------|--|
|  | Juste Valeur à la date de décomptabilisation | Gains cumulés réalisés <sup>(1)</sup> | Pertes cumulées réalisées <sup>(1)</sup> |
| <i>(en milliers d'euros)</i>   |  |                                       |  |
| Actions et autres titres à revenu variable   | 117  | 41                                    |  |
| Titres de participation non consolidés   | 1  |                                       |  |
| <b>Total Placements dans des instruments de capitaux propres</b>   | <b>118</b>                                   | <b>41</b>                             |  |
| <b>Impôts</b>  |  | <b>-14</b>                            |  |
| <b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)</b> |  | <b>27</b>                             |  |

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

Au cours de l'exercice, le groupe Crédit Agricole Nord de France a décomptabilisé le titre SAEM de la Haute Borne, suite à la liquidation de cette dernière.

### Actifs financiers disponibles à la vente au 31/12/2017

| <i>(en milliers d'euros)</i>   | 31/12/2017       |                |                 |
|--|------------------|----------------|-----------------|
|  | Valeur au bilan  | Gains latents  | Pertes latentes |
| Effets publics et valeurs assimilées   | 81 107           | 1 141          |                 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe   | 976 620          | 2 972          | -592            |
| Actions et autres titres à revenu variable (2)   | 59 029           | 13 818         | -1 481          |
| Titres de participation non consolidés   | 1 886 681        | 108 162        | -3 914          |
| <b>Total des titres disponibles à la vente</b>   | <b>3 003 437</b> | <b>126 093</b> | <b>-5 987</b>   |
| Créances disponibles à la vente  |                  |                |                 |
| <b>Total des créances disponibles à la vente</b>   |                  |                |                 |
| <b>Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente (1)</b>  | <b>3 003 437</b> | <b>126 093</b> | <b>-5 987</b>   |
| Impôts   |                  | -6 817         | 554             |
| <b>Gains et pertes sur actifs financiers disponibles à la vente comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôt)</b> |                  | <b>119 276</b> | <b>-5 433</b>   |

(1) Dont 46 444 milliers d'euros comptabilisés au titre de la dépréciation durable sur titres et créances

(2) Par exception, les titres SAS Rue La Boétie sont évalués au coût pour un montant net de dépréciation de 18 129 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

### 6.3 Actifs financiers au coût amorti

| <i>(en milliers d'euros)</i>                       | 30/06/2018        |
|--|-------------------|
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 2 138 016         |
| Prêts et créances sur la clientèle                 | 22 400 477        |
| Titres de dettes                                   | 342 274           |
| <b>Valeur au bilan</b>                             | <b>24 880 767</b> |

### Prêts et créances sur les établissements de crédit

| <i>(en milliers d'euros)</i>  | <b>30/06/2018</b> |
|---|-------------------|
| <b>Etablissements de crédit</b>   |                   |
| Comptes et prêts  | 59 920            |
| <i>dont comptes ordinaires débiteurs non douteux (1)</i>                      | 19 236            |
| <i>dont comptes et prêts au jour le jour non douteux (1)</i>                  |                   |
| Valeurs reçues en pension   |                   |
| Titres reçus en pension livrée  | 233 593           |
| Prêts subordonnés   | 4 592             |
| Autres prêts et créances  |                   |
| <b>Valeur brute</b>   | <b>298 105</b>    |
| Dépréciations   |                   |
| <b>Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit</b> | <b>298 105</b>    |
| <b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>                                 |                   |
| Comptes ordinaires  | 513 425           |
| Titres reçus en pension livrée  |                   |
| Comptes et avances à terme  | 1 326 486         |
| Prêts subordonnés   |                   |
| <b>Total prêts et créances internes au Crédit Agricole</b>                    | <b>1 839 911</b>  |
| <b>Valeur au bilan</b>  | <b>2 138 016</b>  |

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie.

| <i>(en milliers d'euros)</i>  | <b>31/12/2017</b> |
|---|-------------------|
| <b>Etablissements de crédit</b>   |                   |
| <b>Titres de dettes</b>   |                   |
| Titres non cotés sur un marché actif  |                   |
| <b>Prêts et avances</b>   | <b>289 221</b>    |
| Comptes et prêts  | 27 977            |
| <i>dont comptes ordinaires débiteurs sains</i>                                | 27 871            |
| <i>dont comptes et prêts au jour le jour sains</i>                            |                   |
| Valeurs reçues en pension   |                   |
| Titres reçus en pension livrée  | 256 621           |
| Prêts subordonnés   | 4 623             |
| Autres prêts et créances  |                   |
| <b>Valeur brute</b>   | <b>289 221</b>    |
| Dépréciations   |                   |
| <b>Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit</b> | <b>289 221</b>    |
| <b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>                                 |                   |
| <b>Titres de dettes</b>   |                   |
| Titres non cotés sur un marché actif  |                   |
| <b>Prêts et avances</b>   | <b>2 282 164</b>  |
| Comptes ordinaires  | 904 654           |
| Titres reçus en pension livrée  | 1 377 510         |
| Comptes et avances à terme  |                   |
| Prêts subordonnés   |                   |
| <b>Prêts et créances internes au Crédit Agricole</b>                          | <b>2 282 164</b>  |
| <b>Valeur au bilan</b>  | <b>2 571 385</b>  |

## Prêts et créances sur la clientèle

| <i>(en milliers d'euros)</i>  | <b>30/06/2018</b> |
|---|-------------------|
| <b>Opérations avec la clientèle</b>                                     |                   |
| Créances commerciales   | 9 112             |
| Autres concours à la clientèle  | 22 504 519        |
| Valeurs reçues en pension   |                   |
| Titres reçus en pension livrée  |                   |
| Prêts subordonnés   |                   |
| Créances nées d'opérations d'assurance directe                          |                   |
| Créances nées d'opérations de réassurance                               |                   |
| Avances en comptes courants d'associés                                  | 90 842            |
| Comptes ordinaires débiteurs  | 182 250           |
| <b>Valeur brute</b>   | <b>22 786 723</b> |
| Dépréciations   | -386 246          |
| <b>Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle</b>        | <b>22 400 477</b> |
| <b>Opérations de location-financement</b>                               |                   |
| Location-financement immobilier   |                   |
| Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées |                   |
| <b>Valeur brute</b>   |                   |
| Dépréciations   |                   |
| <b>Valeur nette des opérations de location-financement</b>              |                   |
| <b>Valeur au bilan</b>  | <b>22 400 477</b> |

| <i>(en milliers d'euros)</i>  | <b>31/12/2017</b> |
|---|-------------------|
| <b>Opérations avec la clientèle</b>                                     |                   |
| <b>Titres de dettes</b>   | <b>4 574</b>      |
| Titres non cotés sur un marché actif                                    | 4 574             |
| <b>Prêts et avances</b>   | <b>22 301 137</b> |
| Créances commerciales   | 7 895             |
| Autres concours à la clientèle  | 22 040 646        |
| Titres reçus en pension livrée  |                   |
| Prêts subordonnés   |                   |
| Créances nées d'opérations d'assurance directe                          |                   |
| Créances nées d'opérations de réassurance                               |                   |
| Avances en comptes courants d'associés                                  | 92 285            |
| Comptes ordinaires débiteurs  | 160 311           |
| <b>Valeur brute</b>   | <b>22 305 711</b> |
| Dépréciations   | -391 587          |
| <b>Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle</b>        | <b>21 914 124</b> |
| <b>Opérations de location-financement</b>                               |                   |
| Location-financement immobilier   |                   |
| Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées |                   |
| <b>Valeur brute</b>   |                   |
| Dépréciations   |                   |
| <b>Valeur nette des opérations de location-financement</b>              |                   |
| <b>Valeur au bilan</b>  | <b>21 914 124</b> |

**Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique au 31 décembre 2017 (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

|   | 31/12/2017        |  |                             |                           |                   |
|---|-------------------|--|-----------------------------|---------------------------|-------------------|
|   | Encours bruts     | dont encours bruts dépréciés sur base individuelle | Dépréciations individuelles | Dépréciations collectives | Total             |
| <i>(en milliers d'euros)</i>  |                   |  |                             |                           |                   |
| Administration générale   | 1 469 136         |  |                             | -1 755                    | 1 467 381         |
| Banques centrales   |                   |  |                             |                           |                   |
| Etablissements de crédit  | 289 221           |  |                             |                           | 289 221           |
| Grandes entreprises   | 4 311 723         | 143 641  | -79 475                     | -42 672                   | 4 189 576         |
| Clientèle de détail   | 16 524 852        | 331 024  | -194 733                    | -72 952                   | 16 257 167        |
| <b>Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)</b> | <b>22 594 932</b> | <b>474 665</b>                                     | <b>-274 208</b>             | <b>-117 379</b>           | <b>22 203 345</b> |

(1) Dont encours restructurés pour 91 825 milliers d'euros

**Titres de dettes**

| <i>(en milliers d'euros)</i>               | 30/06/2018     |
|--|----------------|
| Effets publics et valeurs assimilées       | 270 161        |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 72 263         |
| <b>Total</b>                               | <b>342 424</b> |
| Dépréciations                              | -150           |
| <b>Valeur au bilan</b>                     | <b>342 274</b> |

## 6.4 Exposition au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'Etat, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions significatives du groupe Crédit Agricole Nord de France au risque souverain sont les suivantes :

### Activité bancaire

| 30/06/2018<br><br>(en milliers d'euros) | Expositions nettes de dépréciations                 |   |  |                                  |   |             |  |
|---|---|---|--|----------------------------------|---|-------------|--|
|   | Actifs financiers à la juste valeur par résultat    |   | Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables | Actifs financiers au coût amorti | Total activité banque brut de couvertures | Couvertures | Total activité banque net de couvertures |
|   | Actifs financiers détenus à des fins de transaction | Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat |  |                                  |   |             |  |
| Belgique                                |   |   | 47 866   | 50 775                           | 98 641                                    |             | 98 641                                   |
| France                                  |   |   | 33 676   | 219 278                          | 252 954                                   |             | 252 954                                  |
| <b>Total</b>                            |   |   | <b>81 542</b>  | <b>270 053</b>                   | <b>351 595</b>                            |             | <b>351 595</b>                           |

| 31/12/2017<br><br>(en milliers d'euros) | Expositions nettes de dépréciations          |  |                                       |                   |   |   |  |  |
|---|--|--|---------------------------------------|-------------------|---|---|--|--|
|   | Dont portefeuille bancaire                   |  |                                       |                   | Dont portefeuille de négociation (hors dérivés) | Total activité banque brut de couvertures | Couvertures Actifs financiers disponibles à la vente | Total activité banque net de couvertures |
|   | Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | Actifs financiers disponibles à la vente | Actifs à la juste valeur par résultat | Prêts et créances |   |   |  |  |
| Belgique                                | 71 356                                       | 47 582                                   |                                       |                   |   | 118 938                                   |  | 118 938                                  |
| France                                  | 282 894                                      | 33 525                                   |                                       |                   |   | 316 419                                   |  | 316 419                                  |
| <b>Total</b>                            | <b>354 250</b>                               | <b>81 107</b>                            |                                       |                   |   | <b>435 357</b>                            |  | <b>435 357</b>                           |

## 6.5 Passifs financiers au coût amorti

| (en milliers d'euros)                      | 30/06/2018        |
|--|-------------------|
| Dettes envers les établissements de crédit | 15 420 363        |
| Dettes envers la clientèle                 | 7 596 947         |
| Dettes représentées par un titre           | 950 212           |
| <b>Valeur au bilan</b>                     | <b>23 967 522</b> |

### **Dettes envers les établissements de crédit**

| <i>(en milliers d'euros)</i>                        | <b>30/06/2018</b> | <b>31/12/2017</b> |
|---|-------------------|-------------------|
| <b>Etablissements de crédit</b>                     |                   |                   |
| Comptes et emprunts                                 | 15 550            | 17 646            |
| <i>dont comptes ordinaires créditeurs (1)</i>       | 1 820             | 6 744             |
| <i>dont comptes et emprunts au jour le jour (1)</i> |                   |                   |
| Valeurs données en pension                          |                   |                   |
| Titres donnés en pension livrée                     | 233 761           | 257 195           |
| <b>Total</b>  | <b>249 311</b>    | <b>274 841</b>    |
| <b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>       |                   |                   |
| Comptes ordinaires créditeurs                       | 1 562             | 1 183             |
| Titres donnés en pension livrée                     |                   |                   |
| Comptes et avances à terme                          | 15 169 490        | 15 706 742        |
| <b>Total</b>  | <b>15 171 052</b> | <b>15 707 925</b> |
| <b>Valeur au bilan</b>                              | <b>15 420 363</b> | <b>15 982 766</b> |

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie.

### **Dettes envers la clientèle**

| <i>(en milliers d'euros)</i>  | <b>30/06/2018</b> | <b>31/12/2017</b> |
|---|-------------------|-------------------|
| Comptes ordinaires créditeurs   | 5 415 188         | 5 169 422         |
| Comptes d'épargne à régime spécial  | 131 936           | 106 787           |
| Autres dettes envers la clientèle   | 2 049 823         | 2 088 876         |
| Titres donnés en pension livrée   |                   |                   |
| Dettes nées d'opérations d'assurance directe  |                   |                   |
| Dettes nées d'opérations de réassurance   |                   |                   |
| Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques |                   |                   |
| <b>Valeur au bilan</b>  | <b>7 596 947</b>  | <b>7 365 085</b>  |

### **Dettes représentées par un titre**

| <i>(en milliers d'euros)</i>            | <b>30/06/2018</b> | <b>31/12/2017</b> |
|---|-------------------|-------------------|
| Bons de caisse                          |                   |                   |
| Titres du marché interbancaire          |                   |                   |
| Titres de créances négociables          | 832 501           | 778 719           |
| Emprunts obligataires                   | 117 711           | 59 883            |
| Autres dettes représentées par un titre |                   |                   |
| <b>Valeur au bilan</b>                  | <b>950 212</b>    | <b>838 602</b>    |

## 6.6 Immeubles de placement

| <i>(en milliers d'euros)</i>    | 31/12/2017     | 01/01/2018     | Variations de périmètre | Augmentations (acquisitions) | Diminutions (cessions) | Ecart de conversion | Autres mouvements | 30/06/2018     |
|---------------------------------|----------------|----------------|-------------------------|------------------------------|------------------------|---------------------|-------------------|----------------|
| Valeur brute                    | 179 620        | 179 620        |                         | 5 485                        | -1 233                 |                     |                   | 183 872        |
| Amortissements et dépréciations | -57 463        | -57 463        |                         | -2 487                       | 542                    |                     |                   | -59 408        |
| <b>Valeur au bilan (1)</b>      | <b>122 157</b> | <b>122 157</b> |                         | <b>2 998</b>                 | <b>-691</b>            |                     |                   | <b>124 464</b> |

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

| <i>(en milliers d'euros)</i>    | 31/12/2016     | Variations de périmètre | Augmentations (acquisitions) | Diminutions (cessions) | Ecart de conversion | Autres mouvements | 31/12/2017     |
|---------------------------------|----------------|-------------------------|------------------------------|------------------------|---------------------|-------------------|----------------|
| Valeur brute                    | 178 232        |                         | 12 301                       | -10 913                |                     |                   | 179 620        |
| Amortissements et dépréciations | -57 536        |                         | -5 362                       | 5 435                  |                     |                   | -57 463        |
| <b>Valeur au bilan (1)</b>      | <b>120 696</b> |                         | <b>6 939</b>                 | <b>-5 478</b>          |                     |                   | <b>122 157</b> |

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

## 6.7 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

|   | 31/12/2017    | 01/01/2018    | Variations de périmètre | Augmentations (acquisitions) | Diminutions (cessions) | Ecart de conversion | Autres mouvements | 30/06/2018     |
|---|---------------|---------------|-------------------------|------------------------------|------------------------|---------------------|-------------------|----------------|
| <i>(en milliers d'euros)</i>                      |               |               |                         |                              |                        |                     |                   |                |
| <b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b> |               |               |                         |                              |                        |                     |                   |                |
| Valeur brute                                      | 378 715       | 378 715       |                         | 19 858                       | -3 062                 |                     |                   | 395 511        |
| Amortissements et dépréciations (1)               | -278 835      | -278 835      |                         | -6 256                       | 2 875                  |                     |                   | -282 216       |
| <b>Valeur au bilan</b>                            | <b>99 880</b> | <b>99 880</b> |                         | <b>13 602</b>                | <b>-187</b>            |                     |                   | <b>113 295</b> |
| <b>Immobilisations incorporelles</b>              |               |               |                         |                              |                        |                     |                   |                |
| Valeur brute                                      | 15 157        | 15 157        |                         | 298                          | -522                   |                     |                   | 14 933         |
| Amortissements et dépréciations                   | -9 367        | -9 367        |                         | -52                          | 522                    |                     |                   | -8 897         |
| <b>Valeur au bilan</b>                            | <b>5 790</b>  | <b>5 790</b>  |                         | <b>246</b>                   | <b>0</b>               |                     |                   | <b>6 036</b>   |

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

|   | 31/12/2016     | Variations de périmètre | Augmentations (acquisitions) | Diminutions (cessions) | Ecart de conversion | Autres mouvements | 31/12/2017    |
|---|----------------|-------------------------|------------------------------|------------------------|---------------------|-------------------|---------------|
| <i>(en milliers d'euros)</i>                      |                |                         |                              |                        |                     |                   |               |
| <b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b> |                |                         |                              |                        |                     |                   |               |
| Valeur brute                                      | 375 696        |                         | 14 825                       | -12 042                |                     | 236               | 378 715       |
| Amortissements et dépréciations (1)               | -275 379       |                         | -12 887                      | 9 593                  |                     | -162              | -278 835      |
| <b>Valeur au bilan</b>                            | <b>100 317</b> |                         | <b>1 938</b>                 | <b>-2 449</b>          |                     | <b>74</b>         | <b>99 880</b> |
| <b>Immobilisations incorporelles</b>              |                |                         |                              |                        |                     |                   |               |
| Valeur brute                                      | 14 770         |                         | 1 208                        | -1 187                 |                     | 366               | 15 157        |
| Amortissements et dépréciations                   | -10 471        |                         | -30                          | 1 187                  |                     | -53               | -9 367        |
| <b>Valeur au bilan</b>                            | <b>4 299</b>   |                         | <b>1 178</b>                 | <b>0</b>               |                     | <b>313</b>        | <b>5 790</b>  |

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

## 6.8 Ecarts d'acquisition

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2017 | Augmentations<br>(Acquisitions) | Diminutions<br>(Cessions) | Pertes de<br>valeur de la<br>période | Ecart de<br>conversion | Autres<br>mouvements | 30/06/2018 |
|------------------------------|------------|---------------------------------|---------------------------|--------------------------------------|------------------------|----------------------|------------|
| Valeur brute                 |            |                                 |                           |                                      |                        |                      |            |
| SAS SQUARE HABITAT NDF       | 8 930      |                                 |                           |                                      |                        |                      | 8 930      |
| Cumul des pertes de valeur   |            |                                 |                           |                                      |                        |                      |            |
| SAS SQUARE HABITAT NDF       | - 8 930    |                                 |                           |                                      |                        |                      | - 8 930    |
| <b>Total</b>                 | <b>0</b>   |                                 |                           |                                      |                        |                      | <b>0</b>   |

## 6.9 Provisions

| <i>(en milliers d'euros)</i>                      | 31/12/2017    | 01/01/2018 | Variations de périmètre | Dotations    | Reprises utilisées | Reprises non utilisées | Ecart de conversion | Autres mouvements | 30/06/2018    |
|---|---------------|------------|-------------------------|--------------|--------------------|------------------------|---------------------|-------------------|---------------|
| Risques sur les produits épargne-logement         | 22 218        |            |                         |              |                    |                        |                     |                   | 22 218        |
| Risques d'exécution des engagements par signature | 2 672         |            |                         | 611          |                    | -653                   |                     |                   | 2 630         |
| Risques opérationnels                             | 1 915         |            |                         | 963          |                    |                        |                     |                   | 2 878         |
| Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)  | 14 149        |            |                         |              | -11                | -45                    |                     |                   | 14 093        |
| Litiges divers                                    | 26 894        |            |                         | 2 372        | -339               | -2 942                 |                     | 281               | 26 266        |
| Participations                                    |               |            |                         |              |                    |                        |                     |                   |               |
| Restructurations                                  | 432           |            |                         |              |                    | -432                   |                     |                   |               |
| Autres risques                                    | 26 979        |            |                         | 2 574        | -2 630             | -3 664                 |                     | -281              | 22 978        |
| <b>Total</b>                                      | <b>95 259</b> |            |                         | <b>6 520</b> | <b>-2 980</b>      | <b>-7 736</b>          |                     | <b>0</b>          | <b>91 063</b> |

(1) Dont 11 840 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 2 253 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail

| <i>(en milliers d'euros)</i>                      | 31/12/2016     | Variations de périmètre | Dotations     | Reprises utilisées | Reprises non utilisées | Ecart de conversion | Autres mouvements | 31/12/2017    |
|---|----------------|-------------------------|---------------|--------------------|------------------------|---------------------|-------------------|---------------|
| Risques sur les produits épargne-logement         | 32 056         |                         | 16            |                    | -9 854                 |                     |                   | 22 218        |
| Risques d'exécution des engagements par signature | 3 892          |                         | 448           |                    | -1 668                 |                     |                   | 2 672         |
| Risques opérationnels                             | 2 320          |                         | 27            |                    | -432                   |                     |                   | 1 915         |
| Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)  | 13 035         |                         | 1 434         | -2                 | -39                    |                     | -279              | 14 149        |
| Litiges divers                                    | 25 912         |                         | 3 387         | -160               | -2 244                 |                     | -1                | 26 894        |
| Participations                                    |                |                         |               |                    |                        |                     |                   |               |
| Restructurations                                  | 695            |                         | 59            |                    | -322                   |                     |                   | 432           |
| Autres risques                                    | 27 779         |                         | 16 224        | -5 142             | -11 883                |                     | 1                 | 26 979        |
| <b>Total</b>                                      | <b>105 689</b> |                         | <b>21 595</b> | <b>-5 304</b>      | <b>-26 442</b>         |                     | <b>-279</b>       | <b>95 259</b> |

(1) Dont 11 885 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 2 264 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail

## 6.10 Dettes subordonnées

| <i>(en milliers d'euros)</i>             | 30/06/2018     | 31/12/2017     |
|--|----------------|----------------|
| Dettes subordonnées à durée déterminée   | 381 009        | 383 493        |
| Dettes subordonnées à durée indéterminée | 782            | 776            |
| Dépôts de garantie à caractère mutuel    |                |                |
| Titres et emprunts participatifs         |                |                |
| <b>Valeur au bilan</b>                   | <b>381 791</b> | <b>384 269</b> |

## 6.11 Capitaux propres

### Composition du capital au 30 juin 2018

Au 30 juin 2018, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

| Répartition du capital de la Caisse régionale         | Nombre de titres  | % du capital   | % des droits de vote |
|---|-------------------|----------------|----------------------|
| <b>Certificats Coopératifs d'investissement (CCI)</b> | <b>17 109 818</b> |                |                      |
| Dont part du Public                                   | 16 209 197        | 27,58%         |                      |
| Dont part Sacam Mutualisation                         | 11 287            | 0,02%          |                      |
| Dont part autodétenue                                 | 889 334           | 1,51%          |                      |
| <b>Certificats Coopératifs d'associés (CCA)</b>       | <b>14 300 815</b> |                |                      |
| Dont part du Public                                   |                   |                |                      |
| Dont part Crédit Agricole S.A.                        | 2 019 390         | 3,44%          |                      |
| Dont part Sacam Mutualisation                         | 12 281 425        | 20,89%         |                      |
| <b>Parts sociales</b>                                 | <b>27 371 814</b> |                |                      |
| Dont 70 Caisses Locales                               | 27 371 505        | 46,56%         | 95,38%               |
| Dont 20 administrateurs de la Caisse régionale        | 299               | NS             | 3,08%                |
| Dont Crédit Agricole S.A.                             | 9                 | NS             | 0,77%                |
| Dont Sacam Mutualisation                              | 1                 | NS             | 0,77%                |
| <b>Total</b>  | <b>58 782 447</b> | <b>100,00%</b> | <b>100,00%</b>       |

La valeur nominale des titres est de 3,05 euros et le montant du capital est de 179 286 milliers d'euros.

### Dividendes

Au titre de l'exercice 2017, l'Assemblée générale du 19 Avril 2018 de la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France a approuvé le versement d'un dividende net de 1,05 euros par CCI et CCA, et 0,07 euros par part sociale.

| Année de rattachement du dividende | Par CCI     | Par CCA     | Par part sociale |
|------------------------------------|-------------|-------------|------------------|
|                                    | Montant Net | Montant Net | Montant Net      |
| 2014                               | 0,80        | 0,80        | 0,06             |
| 2015                               | 0,85        | 0,85        | 0,05             |
| 2016                               | 1,00        | 1,00        | 0,07             |
| 2017                               | 1,05        | 1,05        | 0,07             |

## Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élevèrent à 37 600 milliers d'euros en 2018.

## 7. Engagements de financement et de garantie et autres garanties

### *Engagements donnés et reçus*

| <i>(en milliers d'euros)</i>                                 | <b>30/06/2018</b> | <b>31/12/2017</b> |
|--|-------------------|-------------------|
| <b>Engagements donnés</b>                                    | <b>3 493 424</b>  | <b>3 511 451</b>  |
| <b>Engagements de financement</b>                            | <b>2 388 048</b>  | <b>2 430 148</b>  |
| . Engagements en faveur des établissements de crédit         |                   |                   |
| . Engagements en faveur de la clientèle                      | 2 388 048         | 2 430 148         |
| Ouverture de crédits confirmés                               | 1 404 208         | 1 478 152         |
| - Ouverture de crédits documentaires                         | 35 355            | 38 503            |
| - Autres ouvertures de crédits confirmés                     | 1 368 853         | 1 439 649         |
| Autres engagements en faveur de la clientèle                 | 983 840           | 951 996           |
| <b>Engagements de garantie</b>                               | <b>1 105 376</b>  | <b>1 081 303</b>  |
| . Engagements d'ordre des établissements de crédit           | 363 500           | 355 300           |
| Confirmations d'ouverture de crédits documentaires           | 823               | 3 619             |
| Autres garanties (1)   | 362 677           | 351 681           |
| . Engagements d'ordre de la clientèle                        | 741 876           | 726 003           |
| Cautions immobilières  | 218 142           | 287 972           |
| Autres garanties d'ordre de la clientèle                     | 523 734           | 438 031           |
| <b>Engagements sur titres</b>                                |                   |                   |
| . Titres à livrer  |                   |                   |
|  |                   |                   |
| <b>Engagements reçus</b>                                     | <b>6 411 681</b>  | <b>6 023 813</b>  |
| <b>Engagements de financement</b>                            | <b>63 779</b>     | <b>98 143</b>     |
| . Engagements reçus des établissements de crédit             | 63 779            | 98 143            |
| . Engagements reçus de la clientèle                          |                   |                   |
| <b>Engagements de garantie</b>                               | <b>6 347 902</b>  | <b>5 925 670</b>  |
| . Engagements reçus des établissements de crédit             | 1 709 821         | 1 871 678         |
| . Engagements reçus de la clientèle                          | 4 638 081         | 4 053 992         |
| Garanties reçues des administrations publiques et assimilées | 297 224           | 340 284           |
| Autres garanties reçues                                      | 4 340 857         | 3 713 708         |
| <b>Engagements sur titres</b>                                |                   |                   |
| . Titres à recevoir  |                   |                   |

(1) Dont 351 681 milliers d'euros relatifs à la garantie Switch Assurance mise en place le 1er juillet 2016, en amendement de la garantie précédente octroyée depuis le 2 janvier 2014 pour 913 607 milliers d'euros.

## ***Instruments financiers remis et reçus en garantie***

| <i>(en milliers d'euros)</i>   | <b>30/06/2018</b> | <b>31/12/2017</b> |
|--|-------------------|-------------------|
| <b>Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)</b>                 |                   |                   |
| Titres et créances apportés en garanties des dispositifs de refinancement<br>(Banque de France, CRH ...) | 6 054 694         | 5 719 714         |
| Titres prêtés  |                   |                   |
| Dépôts de garantie sur opérations de marché  |                   |                   |
| Autres dépôts de garantie (1)  | 119 044           | 119 044           |
| Titres et valeurs donnés en pension  | 233 761           | 257 195           |
| <b>Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie</b>                              | <b>6 407 499</b>  | <b>6 095 953</b>  |
| <b>Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie</b>  |                   |                   |
| Autres dépôts de garantie  |                   |                   |
| <b>Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés</b>                        |                   |                   |
| Titres empruntés   |                   |                   |
| Titres et valeurs reçus en pension   |                   | 255 063           |
| Titres vendus à découvert  |                   |                   |
| <b>Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés</b>                  |                   | <b>255 063</b>    |

(1) Dans le cadre de la garantie Switch Assurance mise en place le 1er juillet 2016, le Crédit Agricole Nord de France a versé un dépôt de 119 044 milliers d'euros en amendement des précédents dépôts versés depuis le 2 janvier 2014 pour 308 507 milliers d'euros.

Au 30 juin 2018, le Crédit Agricole Nord de France a utilisé les titres souscrits auprès du FCT Crédit Agricole Habitat 2015 comme dispositif de refinancement sous forme de mise en pension de titres.

### ***Créances apportées en garantie***

Au cours du premier semestre 2018, le Crédit Agricole Nord de France a apporté 6 054,69 millions d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 5 719,71 millions d'euros au 31 décembre 2017. Le Crédit Agricole Nord de France conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, le Crédit Agricole Nord de France a apporté :

- 2 766,78 millions d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 2 559,96 millions d'euros au 31 décembre 2017;
- 1 007,05 millions d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 1 182,49 millions d'euros au 31 décembre 2017;
- 2 117,53 millions d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 1 977,26 millions euros au 31 décembre 2017.

## 8. Juste valeur des instruments financiers

### 8.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

#### Actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

| <i>(en milliers d'euros)</i>  | Valeur au bilan<br>au 30 juin 2018 | Juste valeur<br>au<br>30 juin 2018 | Prix cotés sur des<br>marchés actifs pour<br>des instruments<br>identiques<br><b>Niveau 1</b> | Valorisation<br>fondée sur des<br>données<br>observables<br><b>Niveau 2</b> | Valorisation<br>fondée sur des<br>données non<br>observables<br><b>Niveau 3</b> |
|---|------------------------------------|------------------------------------|---|---|---|
| <b>Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan</b> |                                    |                                    |   |   |   |
| <b>Prêts et créances</b>  | <b>24 538 493</b>                  | <b>24 898 752</b>                  |   | <b>2 241 459</b>  | <b>22 657 293</b>   |
| <b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>           | <b>2 138 016</b>                   | <b>2 150 983</b>                   |   | <b>2 150 983</b>  |   |
| Comptes ordinaires et prêts JJ                                      | 532 661                            | 532 661                            |   | 532 661   |   |
| Comptes et prêts à terme  | 1 367 170                          | 1 384 729                          |   | 1 384 729   |   |
| Valeurs reçues en pension   |                                    |                                    |   |   |   |
| Titres reçus en pension livrée                                      | 233 593                            | 229 013                            |   | 229 013   |   |
| Prêts subordonnés   | 4 592                              | 4 580                              |   | 4 580   |   |
| Autres prêts et créances  |                                    |                                    |   |   |   |
| <b>Prêts et Créances sur la clientèle</b>                           | <b>22 400 477</b>                  | <b>22 747 769</b>                  |   | <b>90 476</b>   | <b>22 657 293</b>   |
| Créances commerciales   | 9 112                              | 11 289                             |   |   | 11 289  |
| Autres concours à la clientèle                                      | 22 141 904                         | 22 464 265                         |   |   | 22 464 265  |
| Valeurs reçues en pension   |                                    |                                    |   |   |   |
| Titres reçus en pension livrée                                      |                                    |                                    |   |   |   |
| Prêts subordonnés   |                                    |                                    |   |   |   |
| Créances nées d'opérations d'assurance directe                      |                                    |                                    |   |   |   |
| Créances nées d'opérations de réassurance                           |                                    |                                    |   |   |   |
| Avances en comptes courants d'associés                              | 83 346                             | 90 476                             |   | 90 476  |   |
| Comptes ordinaires débiteurs  | 166 115                            | 181 739                            |   |   | 181 739   |
| <b>Titres de dettes</b>   | <b>342 274</b>                     | <b>354 367</b>                     | <b>348 085</b>  | <b>6 282</b>  |   |
| Effets publics et valeurs assimilées                                | 270 053                            | 281 282                            | 281 282   |   |   |
| Obligations et autres titres à revenu fixe                          | 72 221                             | 73 085                             | 66 803  | 6 282   |   |
| <b>Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>    | <b>24 880 767</b>                  | <b>25 253 119</b>                  | <b>348 085</b>  | <b>2 247 741</b>  | <b>22 657 293</b>   |

| <i>(en milliers d'euros)</i>                                     | <b>Valeur au bilan au<br/>31 décembre 2017</b> | <b>Juste valeur au<br/>31 décembre<br/>2017</b> | Prix cotés sur des<br>marchés actifs<br>pour des<br>instruments<br>identiques :<br><b>Niveau 1</b> | Valorisation<br>fondée sur des<br>données<br>observables :<br><b>Niveau 2</b> | Valorisation<br>fondée sur des<br>données non<br>observables :<br><b>Niveau 3</b> |
|--|--|---|--|---|---|
| <b>Actifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan</b>  |  |   |  |   |   |
| <b>Prêts et créances</b>   | <b>24 485 509</b>                              | <b>24 762 333</b>                               |  | <b>2 706 553</b>  | <b>22 055 780</b>   |
| <b>Créances sur les établissements de crédit</b>                 | <b>2 571 385</b>                               | <b>2 581 881</b>                                |  | <b>2 581 881</b>  |   |
| Comptes ordinaires et prêts JJ                                   | 932 525  | 932 524   |  | 932 524   |   |
| Comptes et prêts à terme   | 1 377 616                                      | 1 389 714                                       |  | 1 389 714   |   |
| Valeurs reçues en pension  |  |   |  |   |   |
| Titres reçus en pension livrée                                   | 256 621  | 255 063   |  | 255 063   |   |
| Prêts subordonnés  | 4 623  | 4 580   |  | 4 580   |   |
| Titres non cotés sur un marché actif                             |  |   |  |   |   |
| Autres prêts et créances   |  |   |  |   |   |
| <b>Créances sur la clientèle</b>                                 | <b>21 914 124</b>                              | <b>22 180 452</b>                               |  | <b>124 672</b>  | <b>22 055 780</b>   |
| Créances commerciales  | 7 895  | 7 895   |  |   | 7 895   |
| Autres concours à la clientèle                                   | 21 672 852                                     | 22 043 215                                      |  |   | 22 043 215  |
| Titres reçus en pension livrée                                   |  |   |  |   |   |
| Prêts subordonnés  |  |   |  |   |   |
| Titres non cotés sur un marché actif                             | 4 574  | 4 670   |  |   | 4 670   |
| Créances nées d'opérations d'assurance directe                   |  |   |  |   |   |
| Créances nées d'opérations de réassurance                        |  |   |  |   |   |
| Avances en comptes courants d'associés                           | 85 160   | 91 790  |  | 91 790  |   |
| Comptes ordinaires débiteurs                                     | 143 643  | 32 882  |  | 32 882  |   |
| <b>Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance</b>              | <b>373 930</b>                                 | <b>382 940</b>                                  | <b>378 409</b>   | <b>4 531</b>  |   |
| Effets publics et valeurs assimilées                             | 354 250  | 362 783   | 362 783  |   |   |
| Obligations et autres titres à revenu fixe                       | 19 680   | 20 157  | 15 626   | 4 531   |   |
| <b>Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b> | <b>24 859 439</b>                              | <b>25 145 273</b>                               | <b>378 409</b>   | <b>2 711 084</b>  | <b>22 055 780</b>   |

## Passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

| <i>(en milliers d'euros)</i>  | <b>Valeur au bilan<br/>au 30 juin 2018</b> | <b>Juste valeur au<br/>30 juin 2018</b> | Prix cotés sur<br>des marchés<br>actifs pour des<br>instruments<br>identiques<br><b>Niveau 1</b> | Valorisation<br>fondée sur des<br>données<br>observables<br><b>Niveau 2</b> | Valorisation<br>fondée sur des<br>données non<br>observables<br><b>Niveau 3</b> |
|---|--|---|--|---|---|
| <b>Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan</b>  |  |   |  |   |   |
| <b>Dettes envers les établissements de crédit</b>   | <b>15 420 363</b>                          | <b>15 202 829</b>                       |  | <b>15 202 829</b>   |   |
| Comptes ordinaires et emprunts JJ   | 3 382                                      | 3 225                                   |  | 3 225   |   |
| Comptes et emprunts à terme   | 15 183 220                                 | 14 946 668                              |  | 14 946 668  |   |
| Valeurs données en pension  |  |   |  |   |   |
| Titres donnés en pension livrée   | 233 761                                    | 252 936                                 |  | 252 936   |   |
| <b>Dettes envers la clientèle</b>   | <b>7 596 947</b>                           | <b>7 506 313</b>                        |  | <b>7 506 313</b>  |   |
| Comptes ordinaires créditeurs   | 5 415 188                                  | 5 414 919                               |  | 5 414 919   |   |
| Comptes d'épargne à régime spécial  | 131 936                                    | 131 936                                 |  | 131 936   |   |
| Autres dettes envers la clientèle   | 2 049 823                                  | 1 959 458                               |  | 1 959 458   |   |
| Titres donnés en pension livrée   |  |   |  |   |   |
| Dettes nées d'opérations d'assurance directe  |  |   |  |   |   |
| Dettes nées d'opérations de réassurance   |  |   |  |   |   |
| Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et<br>rétrocessionnaires en représentation d'engagements<br>techniques |  |   |  |   |   |
| <b>Dettes représentées par un titre</b>   | <b>950 212</b>                             | <b>863 403</b>                          | <b>125 942</b>   | <b>737 461</b>  |   |
| <b>Dettes subordonnées</b>  | <b>381 791</b>                             | <b>375 776</b>                          | <b>375 000</b>   | <b>776</b>  |   |
| <b>Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>   | <b>24 349 313</b>                          | <b>23 948 321</b>                       | <b>500 942</b>   | <b>23 447 379</b>   |   |

| <i>(en milliers d'euros)</i>  | <b>Valeur au bilan<br/>au 31 décembre<br/>2017</b> | <b>Juste valeur au<br/>31 décembre<br/>2017</b> | Prix cotés sur<br>des marchés<br>actifs pour des<br>instruments<br>identiques<br><b>Niveau 1</b> | Valorisation<br>fondée sur des<br>données<br>observables<br><b>Niveau 2</b> | Valorisation<br>fondée sur des<br>données non<br>observables<br><b>Niveau 3</b> |
|---|--|---|--|---|---|
| <b>Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan</b>  |  |   |  |   |   |
| <b>Dettes envers les établissements de crédit</b>   | <b>15 982 766</b>                                  | <b>15 718 471</b>                               |  | <b>15 718 471</b>   |   |
| Comptes ordinaires et emprunts JJ   | 7 927  | 7 743   |  | 7 743   |   |
| Comptes et emprunts à terme   | 15 717 644   | 15 427 368                                      |  | 15 427 368  |   |
| Valeurs données en pension  |  |   |  |   |   |
| Titres donnés en pension livrée   | 257 195  | 283 360   |  | 283 360   |   |
| <b>Dettes envers la clientèle</b>   | <b>7 365 085</b>                                   | <b>7 271 864</b>                                |  | <b>7 271 864</b>  |   |
| Comptes ordinaires créditeurs   | 5 169 422  | 5 169 131                                       |  | 5 169 131   |   |
| Comptes d'épargne à régime spécial  | 106 787  | 106 787   |  | 106 787   |   |
| Autres dettes envers la clientèle   | 2 088 876  | 1 995 946                                       |  | 1 995 946   |   |
| Titres donnés en pension livrée   |  |   |  |   |   |
| Dettes nées d'opérations d'assurance directe  |  |   |  |   |   |
| Dettes nées d'opérations de réassurance   |  |   |  |   |   |
| Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et<br>rétrocessionnaires en représentation d'engagements<br>techniques |  |   |  |   |   |
| <b>Dettes représentées par un titre</b>   | <b>838 602</b>                                     | <b>847 500</b>                                  | <b>59 883</b>  | <b>787 617</b>  |   |
| <b>Dettes subordonnées</b>  | <b>384 269</b>                                     | <b>375 763</b>                                  | <b>375 000</b>   | <b>763</b>  |   |
| <b>Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>   | <b>24 570 722</b>                                  | <b>24 213 598</b>                               | <b>434 883</b>   | <b>23 778 715</b>   |   |

## 8.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

### Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

#### Actifs financiers valorisés à la juste valeur

| (en milliers d'euros)  | 30/06/2018       | Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques<br>Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables<br>Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables<br>Niveau 3 |
|--|------------------|---|---|---|
| <b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>                                       | <b>43 413</b>    |   | <b>43 413</b>   |   |
| Créances sur les établissements de crédit  |                  |   |   |   |
| Créances sur la clientèle  |                  |   |   |   |
| Titres reçus en pension livrée   |                  |   |   |   |
| Valeurs reçues en pension  |                  |   |   |   |
| Titres détenus à des fins de transaction   |                  |   |   |   |
| Effets publics et valeurs assimilées   |                  |   |   |   |
| Obligations et autres titres à revenu fixe   |                  |   |   |   |
| OPCVM  |                  |   |   |   |
| Actions et autres titres à revenu variable   |                  |   |   |   |
| Instruments dérivés  | 43 413           |   | 43 413  |   |
| <b>Autres actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat</b>                     | <b>846 267</b>   | <b>5 418</b>  | <b>836 169</b>  | <b>4 680</b>  |
| <b><i>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</i></b>                     | <b>89 861</b>    | <b>5 418</b>  | <b>84 443</b>   |   |
| Actions et autres titres à revenu variable   | 88 867           | 5 418   | 83 449  |   |
| Titres de participation non consolidés   | 994              |   | 994   |   |
| <b><i>Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</i></b>                         | <b>728 771</b>   |   | <b>724 091</b>  | <b>4 680</b>  |
| Créances sur les établissements de crédit  |                  |   |   |   |
| Créances sur la clientèle  |                  |   |   |   |
| Titres de dettes   | 728 771          |   | 724 091   | 4 680   |
| Effets publics et valeurs assimilées   |                  |   |   |   |
| Obligations et autres titres à revenu fixe   | 30 758           |   | 26 078  | 4 680   |
| OPCVM  | 698 013          |   | 698 013   |   |
| <b><i>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</i></b>                              |                  |   |   |   |
| Effets publics et valeurs assimilées   |                  |   |   |   |
| Obligations et autres titres à revenu fixe   |                  |   |   |   |
| Actions et autres titres à revenu variable   |                  |   |   |   |
| OPCVM  |                  |   |   |   |
| <b><i>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i></b>                        | <b>27 635</b>    |   | <b>27 635</b>   |   |
| Créances sur les établissements de crédit  |                  |   |   |   |
| Créances sur la clientèle  |                  |   |   |   |
| Titres à la juste valeur par résultat sur option   | 27 635           |   | 27 635  |   |
| Effets publics et valeurs assimilées   |                  |   |   |   |
| Obligations et autres titres à revenu fixe   | 27 635           |   | 27 635  |   |
| <b>Actifs financiers comptabilisés en capitaux propres</b>                                       | <b>2 635 946</b> | <b>490 484</b>  | <b>2 145 462</b>  |   |
| Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables                | 2 145 867        | 405   | 2 145 462   |   |
| Actions et autres titres à revenu variable   | 13 311           |   | 13 311  |   |
| Titres de participation non consolidés   | 2 132 556        | 405   | 2 132 151   |   |
| Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables                              | 490 079          | 490 079   |   |   |
| Créances sur les établissements de crédit  |                  |   |   |   |
| Créances sur la clientèle  |                  |   |   |   |
| Titres de dettes   | 490 079          | 490 079   |   |   |
| Effets publics et valeurs assimilées   | 81 542           | 81 542  |   |   |
| Obligations et autres titres à revenu fixe   | 408 537          | 408 537   |   |   |
| <b>Instruments dérivés de couverture</b>   | <b>8 284</b>     |   | <b>8 284</b>  |   |
| <b>Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur</b>                                       | <b>3 533 910</b> | <b>495 902</b>  | <b>3 033 328</b>  | <b>4 680</b>  |
| Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques |                  |   |   |   |
| Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables                   |                  |   |   |   |
| Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables               |                  |   |   |   |
| <b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>  |                  |   |   |   |

|   | 31/12/2017       | Prix cotés sur des marchés<br>actifs pour des instruments<br>identiques :<br>Niveau 1 | Valorisation fondée sur des<br>données observables :<br>Niveau 2 | Valorisation fondée sur des<br>données non observables :<br>Niveau 3 |
|---|------------------|---|--|--|
| <i>(en milliers d'euros)</i>  |                  |   |  |  |
| <b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>  | <b>45 798</b>    |   | <b>45 798</b>  |  |
| Créances sur les établissements de crédit   |                  |   |  |  |
| Créances sur la clientèle   |                  |   |  |  |
| Titres reçus en pension livrée  |                  |   |  |  |
| Valeurs reçues en pension   |                  |   |  |  |
| Titres détenus à des fins de transaction  |                  |   |  |  |
| Effets publics et valeurs assimilées  |                  |   |  |  |
| Obligations et autres titres à revenu fixe  |                  |   |  |  |
| Actions et autres titres à revenu variable  |                  |   |  |  |
| Instruments dérivés   | 45 798           |   | 45 798   |  |
| <b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>                                  | <b>54 919</b>    |   | <b>54 919</b>  |  |
| Créances sur les établissements de crédit   |                  |   |  |  |
| Créances sur la clientèle   |                  |   |  |  |
| Actifs représentatifs de contrats en unités de compte   |                  |   |  |  |
| Valeurs reçues en pension   |                  |   |  |  |
| Titres à la juste valeur par résultat sur option  | 54 919           |   | 54 919   |  |
| Effets publics et valeurs assimilées  |                  |   |  |  |
| Obligations et autres titres à revenu fixe  | 54 919           |   | 54 919   |  |
| Actions et autres titres à revenu variable  |                  |   |  |  |
| <b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>   | <b>3 003 437</b> | <b>511 544</b>  | <b>2 491 893</b>   |  |
| Effets publics et valeurs assimilées  | 81 107           | 81 107  |  |  |
| Obligations et autres titres à revenu fixe  | 976 620          | 422 811   | 553 809  |  |
| Actions et autres titres à revenu variable (1)  | 1 945 710        | 7 626   | 1 938 084  |  |
| Créances disponibles à la vente   |                  |   |  |  |
| <b>Instruments dérivés de couverture</b>  | <b>18 320</b>    |   | <b>18 320</b>  |  |
| <b>Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur</b>  | <b>3 122 474</b> | <b>511 544</b>  | <b>2 610 930</b>   |  |
| Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés<br>actifs pour des instruments identiques |                  |   |  |  |
| Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des<br>données observables                   |                  |   |  |  |
| Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des<br>données non observables               |                  |   |  |  |
| <b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>   |                  |   |  |  |

## Passifs financiers valorisés à la juste valeur

|  | 30/06/2018     | Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques<br>Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables<br>Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables<br>Niveau 3 |
|--|----------------|---|---|---|
| <i>(en milliers d'euros)</i>   |                |   |   |   |
| <b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>                                      | <b>53 423</b>  |   | <b>53 423</b>   |   |
| Titres vendus à découvert  |                |   |   |   |
| Titres donnés en pension livrée  |                |   |   |   |
| Dettes représentées par un titre   |                |   |   |   |
| Dettes envers les établissements de crédit   |                |   |   |   |
| Dettes envers la clientèle   |                |   |   |   |
| Instruments dérivés  | 53 423         |   | 53 423  |   |
| <b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>                              | <b>84 166</b>  |   | <b>84 166</b>   |   |
| <b>Instruments dérivés de couverture</b>   | <b>130 254</b> |   | <b>130 254</b>  |   |
| <b>Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>                                      | <b>267 843</b> |   | <b>267 843</b>  |   |
| Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques |                |   |   |   |
| Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables                   |                |   |   |   |
| Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables               |                |   |   |   |
| <b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>  |                |   |   |   |

|  | 31/12/2017     | Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques :<br>Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables :<br>Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables :<br>Niveau 3 |
|--|----------------|---|---|---|
| <i>(en milliers d'euros)</i>   |                |   |   |   |
| <b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>                                      | <b>57 761</b>  |   | <b>57 761</b>   |   |
| Titres vendus à découvert  |                |   |   |   |
| Titres donnés en pension livrée  |                |   |   |   |
| Dettes représentées par un titre   |                |   |   |   |
| Dettes envers les établissements de crédit   |                |   |   |   |
| Dettes envers la clientèle   |                |   |   |   |
| Instruments dérivés  | 57 761         |   | 57 761  |   |
| <b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>                              | <b>84 200</b>  |   | <b>84 200</b>   |   |
| <b>Instruments dérivés de couverture</b>   | <b>130 788</b> |   | <b>130 788</b>  |   |
| <b>Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>                                      | <b>272 749</b> |   | <b>272 749</b>  |   |
| Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques |                |   |   |   |
| Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables                   |                |   |   |   |
| Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables               |                |   |   |   |
| <b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>  |                |   |   |   |

### ***Instruments financiers valorisés selon un modèle de niveau 3***

### **Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3**

### **Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3**

| <i>Tableau 1 sur 2</i>                      | Total Actifs financiers valorisés à la Juste Valeur selon le niveau 3 |
|---|---|
| <i>(en milliers d'euros)</i>                |   |
| <b>Solde d'ouverture (01/01/2018)</b>       | <b>4 703</b>  |
| Gains /pertes de la période (1)             | -115  |
| Comptabilisés en résultat                   | -115  |
| Comptabilisés en capitaux propres           |   |
| Achats de la période                        |   |
| Ventes de la période                        |   |
| Emissions de la période                     |   |
| Dénouements de la période                   |   |
| Reclassements de la période                 |   |
| Variations liées au périmètre de la période | <b>92</b>   |
| Transferts                                  |   |
| Transferts vers niveau 3                    |   |
| Transferts hors niveau 3                    |   |
| <b>Solde de clôture (30/06/2018)</b>        | <b>4 680</b>  |



## 9. Parties liées

Sont décrites ci-après les transactions conclues avec les parties liées au cours du premier semestre 2018 :

Les intérêts 2017 de l'avance en compte courant consentie à la SA Foncière de l'Erable, ont été capitalisés pour 0,39 millions d'euros. Le solde du compte courant s'élève ainsi à 39,22 millions d'euros.

Le Crédit Agricole Nord de France a constaté les dividendes suivants :

- un acompte de 40,12 millions d'euros de la SAS Rue la Boétie,
- 7,01 millions d'euros de la SA Nord Capital Investissement,
- 2 millions d'euros de la SA Foncière de l'Erable,
- 1,54 millions d'euros de la SAS Nacarat,
- 0,46 millions d'euros de la SAS SACAM International,
- 0,24 millions d'euros de la SAS SACAM Immobilier,
- 0,11 millions d'euros de la SAS SACAM Développement.

La SA Foncière de l'Erable a encaissé un dividende de 1,16 millions d'euros de la SCI Euralliance et 1,12 millions d'euros de la SCI Crystal.

## 10. Périmètre de consolidation au 30 juin 2018

| Périmètre de consolidation du groupe Crédit Agricole Nord de France             | Modification de périmètre | Implantation | Type d'entité et nature du contrôle | Méthode de consolidation au 30 juin 2018 | % de contrôle |            | % d'intérêt |            |
|---|---------------------------|--------------|-------------------------------------|--|---------------|------------|-------------|------------|
|   |                           |              |                                     |  | 30/06/2018    | 31/12/2017 | 30/06/2018  | 31/12/2017 |
| <b>Établissements bancaires et financiers</b>                                   |                           |              |                                     |  |               |            |             |            |
| Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France                              |                           | France       | Mère                                | Société mère                             | 100           | 100        | 100         | 100        |
| Caisses Locales (70)  |                           | France       | Filiale                             | Intégration globale                      | 100           | 100        | 100         | 100        |
| FCT Crédit Agricole Habitat 2015-2017-2018<br>Compartiment CR867 Nord de France |                           | France       | Filiale                             | Intégration globale                      | 100           | 100        | 100         | 100        |
| <b>Sociétés d'investissement</b>  |                           |              |                                     |  |               |            |             |            |
| SA Nord Capital Investissement  |                           | France       | Filiale                             | Intégration globale                      | 96,5          | 96,5       | 96,5        | 96,5       |
| SA Groupe Rossel-La Voix  |                           | France       | Entreprise Associée                 | Mise en équivalence                      | 25,2          | 25,2       | 25,2        | 25,2       |
| <b>Pôle Immobilier</b>  |                           |              |                                     |  |               |            |             |            |
| SA Foncière de l'Erable   |                           | France       | Filiale                             | Intégration globale                      | 99,9          | 99,9       | 99,9        | 99,9       |
| SCI Quartz Europe   |                           | France       | Filiale                             | Intégration globale                      | 100           | 100        | 99,9        | 99,9       |
| SCI Euralliance Europe  |                           | France       | Filiale                             | Intégration globale                      | 100           | 100        | 99,9        | 99,9       |
| SCI Crystal Europe  |                           | France       | Filiale                             | Intégration globale                      | 100           | 100        | 99,9        | 99,9       |
| SAS Square Habitat Nord de France   |                           | France       | Filiale                             | Intégration globale                      | 100           | 100        | 100         | 100        |
| SAS Nacarat   |                           | France       | Entreprise Associée                 | Mise en équivalence                      | 30,8          | 30,8       | 30,8        | 30,8       |

Au 30/06/2018, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2018) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les 39 Caisses régionales le 26 avril 2018. Cette transaction est le second RMBS français placé dans le marché par le Groupe. Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales au « FCT Crédit Agricole Habitat 2018 » pour un montant de 1 milliard d'euros. Les titres senior adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs européens (banques, fonds et banques centrales).

Au 30 juin 2018, le groupe Crédit Agricole Nord de France ayant participé aux opérations de titrisation a consolidé ses quotes-parts (analyse par silo), le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées au FCT.

## **11. Événements postérieurs au 30 juin 2018**

Aucun évènement postérieur n'est à signaler.

# Attestation du responsable de l'information

---

## Responsable de l'information relative à la Caisse régionale

Monsieur François MACÉ, Directeur Général de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France

## Attestation du Responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et que le rapport semestriel d'activité figurant ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Lille , le 31 août 2018

Le Directeur Général

François MACÉ

# Rapport des contrôleurs légaux sur l'information semestrielle 2018

---

CAISSE REGIONALE  
DE CREDIT  
AGRICOLE MUTUEL  
NORD DE FRANCE

*Comptes Consolidés  
Information financière  
semestrielle*

*30 juin 2018*

## **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2018**

Aux Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### **1. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable relatif à l'application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 de la nouvelle norme IFRS 9 "Instruments financiers" exposé dans la note 1.1 « Normes applicables et comparabilité » et le paragraphe « instruments financiers » de la note 1.2 « Principes et méthodes comptables » ainsi que dans les autres notes de l'annexe présentant des données chiffrées liées aux incidences de ce changement.

## 2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

*Fait à Paris la Défense et Courbevoie, le 30 août 2018*

Les commissaires aux comptes

KPMG AUDIT FS I

  
Christophe Coquelin

MAZARS

  
Franck Boyer

  
Vincent Rambaux